

LES MOUVEMENTS  
DE POPULATION

EN

BASSE-NORMANDIE

1821-1936

---

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

présentée à la Faculté des Lettres  
de l'Université de Paris

par W. B. FISH

---

— Imprimerie Alençonnaise —  
Maison Poulet-Malassis  
Place Poulet-Malassis, Alençon

— — 1940 — —



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41553012\\_0002](https://archive.org/details/IA41553012_0002)





LES MOUVEMENTS  
DE POPULATION  
EN  
BASSE-NORMANDIE

1821-1936

---

THÈSE  
POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

présentée à la Faculté des Lettres  
de l'Université de Paris  
par W. B. FISH

---

— Imprimerie Alençonnaise —  
Maison Poulet-Malassis  
Place Poulet-Malassis, Alençon  
— — 1940 — —



## CHAPITRE PREMIER

---

### LA DISTRIBUTION DE LA POPULATION EN BASSE-NORMANDIE

---

#### I. — Antérieurement à 1821

En commençant cette étude des mouvements de population en Basse-Normandie à l'année 1821, on a eu l'intention délibérée de limiter les observations aux matières qui admettent une exacte expression statistique. Aussi fallait-il commencer l'étude à une époque où il existait des chiffres de population dignes de confiance ; pour cette raison, on a évité les premières années d'expérience de dénombrement en faveur d'une époque un peu moins éloignée, de laquelle on pourrait dire, avec justice, que les méthodes furent plus ou moins perfectionnées. Avec 1821 comme point de départ, on a une période ininterrompue jusqu'à l'époque actuelle. L'imprécision et le manque de règles uniformes qui caractérisèrent les dénombrements de 1801 et 1806, et l'obstacle même plus sérieux de ceux de 1811 et de 1816 qui n'étaient que des évaluations<sup>1</sup>, empêchent leur utilisation comme base de comparaison. En débutant avec 1821, on est ainsi assuré d'une

1. [30] HUBER, BUNLE, BOVERAT, p. 7.

précision suffisante pour permettre des comparaisons numériques exactes.

Cependant, quand on veut jeter un coup d'œil sur la démographie de la région bas-normande antérieure au XIX<sup>e</sup> siècle, on ne trouve que des indications des plus faibles et des plus inexactes. Il est nécessaire de se rappeler la phrase de Levasseur : « La recherche du nombre des habitants de la France avant 1789... c'est pour ainsi dire la recherche de l'inconnue... on pourrait dire presque l'introuvable<sup>1</sup>. » Nous avons pourtant le mot du même auteur que « la population se proportionne aux moyens d'existence<sup>2</sup> » et le témoignage que le sol était fertile et la culture en bon état<sup>3</sup>. Les contemporains déclaraient que la Normandie était « moult peuplée », et il semble, du fait que les églises bâties au Moyen Age en Normandie sont généralement assez en rapport avec la population moderne, qu'ils avaient raison. L'importance attachée au duché de Normandie par les rois d'Angleterre, et le récit des « aides » et des matières fournies par la région pendant les guerres du Moyen Age sont d'autres indices de sa prospérité et de sa densité de population.

Quelques siècles plus tard, il paraît que la Normandie souffrit sévèrement pendant les Guerres de Religion, et encore après la Révocation de l'Édit de Nantes. Si, comme le dit Levasseur<sup>4</sup>, la France avait perdu une partie de sa population à ces époques, il est raisonnable de supposer que la population de Nor-

1. [34] LEVASSEUR : *La population française*, t. I, p. 284.

2. [34] LEVASSEUR, t. III, p. 469.

3. [ 5] BAUDRILLART, t. I, p. 29.

4. [34] LEVASSEUR, t. I, p. 288.

mandie, où les querelles religieuses furent sévères<sup>1</sup>, éprouva une importante diminution. Nous avons, au sujet de la seconde période, quelques précisions sur le nombre de Huguenots qui quittèrent la Normandie ; selon plusieurs écrivains, ceux-ci furent assez nombreux pour enlever entièrement l'esprit aventureux qui avait caractérisé la race normande<sup>2</sup>.

Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la population de Basse-Normandie semble avoir été extrêmement dense. En 1789, l'Assemblée Provinciale à Rouen s'occupait de propositions pour l'extinction complète de la mendicité, ce qui, selon Baudrillart, « atteste l'étendue du mal<sup>3</sup> », et semblerait être aussi un indice, dans une région caractérisée justement à cette époque comme riche<sup>4</sup>, de la surpopulation.

Le recensement de 1801 constata que le Calvados avait 432.000 habitants, la Manche 531.000 et l'Orne 396.000, chiffres supérieurs à ceux de 1876. Bien que nous ne puissions trop insister sur l'importance de ce fait, le recensement de 1806 signalant respectivement 505.000, 581.000 et 425.000 âmes et celui de 1821, 493.000, 594.000 et 423.000 habitants, le place hors de doute : vers la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Basse-Normandie avait une population qui se tenait en moyenne entre 70 et 85 au kilomètre carré, densité sensiblement au-dessus de la moyenne de la France entière.

Le premier élément de la démographie de Basse-

1. L'Abbaye aux hommes à Caen et plusieurs autres églises furent en partie détruites.

2. « 184.000 protestants quittèrent la Normandie, la plupart étaient les principaux industriels et commerçants. » [34] LEVASSEUR, t. I, p. 199.

3. [ 5] BAUDRILLART, t. I, p. 94.

4. [23] L. DUVAL, p. 13.

[52] A. YOUNG, t. I, p. 75.

Normandie se révèle : nous devons nous rendre compte que c'est une région où une forte densité de population était depuis longtemps caractéristique. Quoique très maigre, l'esquisse historique démontre le fait important que la Basse-Normandie semble avoir toujours été très peuplée pour l'époque, et que, par suite, la tendance générale du mouvement de la population était vers une augmentation, lente, mais assez constante.

## **II. — Généralités sur la Distribution**

Il a semblé bon d'entamer cette étude démographique de la Basse-Normandie par une discussion des quatre cartes de densité. Il est désirable d'envisager deux buts pour cette discussion : d'abord, l'importance d'avoir quelques indications sur les rapports entre le peuple et son milieu géographique, et ensuite, la nécessité de retracer le mouvement de la population à travers une longue période. Aussi commencerons-nous par un examen des cartes avec l'idée fondamentale de trouver les rapports entre la densité de population et le milieu géographique avec, en quelque sorte, une conception statique, puisque nous éviterons autant que possible une comparaison directe entre une carte et une autre, et nous essayerons d'obtenir seulement une idée d'ensemble des deux phénomènes de géographie et de démographie.

Un coup d'œil montrera que le seul moyen d'examiner les cartes est une discussion régionale. On sera, en général, d'accord avec de Félice pour éviter « les mécomptes auxquels on s'exposerait si l'on cherchait à établir une loi de distribution... autour d'un point...

ou... autour d'une ligne quelconque <sup>1</sup> ». A cette règle générale, il y a, cependant, une exception frappante. On a remarqué qu'il est impossible de tracer un alignement de population selon la densité, mais l'observateur verra très facilement l'existence d'une grande région dans laquelle la densité est beaucoup plus faible. Cette région, qui s'étend sur un bon tiers de la Basse-Normandie, se définit par une ligne de sens à peu près nord-sud, coïncidant approximativement avec la vallée de l'Orne. A l'ouest de cette ligne, les densités sont extrêmement élevées : à l'est, la moyenne tombe subitement, comme si nous avions franchi une grande limite géographique, pour arriver dans une autre région. Les cartes de 1821 et 1851 montrent le mieux cette division ; mais elle est également visible sur les autres, et son importance et son étendue sont telles qu'on pourrait presque établir en Basse-Normandie deux provinces géographiques distinctes. A première vue, il semble impossible de trouver pour cette différence une raison suffisante, puisque les limites ne s'appuient pas sur des limites naturelles fixées par le sol ou le relief. On peut avancer l'hypothèse que ce phénomène a été influencé par deux éléments : la proximité de Paris, qui attirait des émigrants à l'époque où les moyens de communication étaient mauvais, et le fait que l'élevage, toujours répandu dans l'est de la Basse-Normandie, avait diminué le nombre de gens qui pouvaient y exister. Il est, cependant, difficile de voir pourquoi l'Orne fut une si grande barrière au mouvement de l'ouest ; et la netteté de la division semble indiquer une base physique quelconque, qui manque, cependant, dans cette région.

1. [71] DE FÉLICE, p. 515.

Ayant noté l'existence de deux « provinces démographiques », nous pouvons continuer en signalant les régions de forte densité, dans lesquelles s'est fait sentir l'influence d'une force attractive. Ces régions sont au nombre de quatre et d'une superficie plus ou moins égale. On pourrait décrire la première comme la ville de Caen avec ses environs. Toutes les quatre cartes montrent une agglomération très importante, qui s'étend de la côte jusqu'à environ 10 kilomètres au sud de Caen, avec plusieurs communes d'une densité supérieure à 200 habitants au kilomètre carré.

On pourrait désigner la seconde région comme le coin nord-ouest de l'Orne, c'est-à-dire, le pays industriel de Flers, Tinchebrai et Condé-sur-Noireau, avec ses communes rurales qui jouaient un rôle tellement important dans le paysage. En 1821, et surtout en 1851, cette région était peut-être la plus importante de Basse-Normandie, car, à cette époque, chaque commune à moins de 15 kilomètres de Flers avait une densité supérieure à 100 habitants au kilomètre carré. Bien que très diminuée depuis cette date, comme la région de Caen, le nord-ouest de l'Orne peut être noté encore dans la carte de 1936 comme une région de densité très élevée.

La troisième région comprend le littoral nord de la Manche. Elle est moins importante, puisqu'à l'exception de la banlieue de Cherbourg, seules les communes situées sur ou tout près de la côte montrent une densité élevée. La mer est certainement le pôle d'attraction, car, ailleurs que sur la côte, la population a diminué depuis 1821.

La dernière région est plus étendue et plus difficile à délimiter. Elle comprend la côte sud-ouest de la Manche, mais, par contraste avec la troisième région,

il y a plusieurs centres de population situés à quelque distance de la mer. Il en était ainsi au début du xix<sup>e</sup> siècle, quand il existait une bande de population dense qui se prolongeait à une distance de 25 kilomètres de la mer, avec une autre qui continuait sur 40 ou 50 kilomètres le long de la côte. Comme dans le nord de la Manche, c'est la mer qui a exercé une force attractive, et là encore, nous trouvons, surtout depuis 1900, des communes côtières très peuplées, mais avec cette différence, qu'on trouve ici des communes éloignées de la mer et avec une population dense.

Par contre, il est possible de trouver des régions qui n'ont jamais eu une population nombreuse, et qui montrent une densité faible. La plus frappante de ces régions est située au nord-est de l'Orne, où l'on peut tracer une bande de communes avec une densité extrêmement faible, moins de 40 habitants au kilomètre carré au commencement du xix<sup>e</sup> siècle et moins de 20 au xx<sup>e</sup> siècle. Ces communes se trouvent au nord-est de Trun et d'Alençon, et elles forment sans doute la région la plus importante de densité faible de Basse-Normandie.

Une seconde région se trouve dans la partie orientale de la plaine de Caen, immédiatement à l'est de l'Orne. En quelques endroits, la densité est restée inférieure à 20 au kilomètre carré depuis 1821 ; et il est curieux de trouver une telle région juxtaposée avec la partie occidentale de la plaine, dont nous venons de signaler la population abondante. Nous avons ici une anomalie de distribution, que nous essayerons plus tard d'expliquer par le mode d'utilisation de la terre.

Une moindre région de faible densité est située autour de la Baie des Veys. La grande commune de

Carentan, avec sa densité de 180-200 au kilomètre carré, semble contredire ce fait, mais il se justifie, néanmoins, quand on compare cette région avec la région côtière située à 25 kilomètres au nord, autour de Barfleur. Les côtes de la Manche sont, en général, les parties les plus peuplées du pays, mais la Baie des Veys est la grande exception.

Ayant noté les différences de densité constatées par les cartes, il convient, maintenant, de trouver les rapports entre ces phénomènes de démographie et la géographie de la région. La question des rapports entre l'homme et son milieu est toujours intéressante, mais, tout en reconnaissant l'influence de la géographie sur la vie humaine, on ne doit pas la surestimer. Il faut éviter les dangers d'une interprétation trop déterministe, et c'est Bossuet, plutôt que Ratzel, que nous devons prendre pour guide<sup>1</sup>.

Nous trouvons qu'en Basse-Normandie, il existe des régions où les agglomérations humaines obéissent au déterminisme des moyens de production et des moyens de communication. Mais, cependant, comme dans la plaine picarde, il y a aussi des régions où la population semble échapper à l'influence des lois fixes, et se disséminer à travers la campagne<sup>2</sup>.

L'agglomération de la partie occidentale de la plaine de Caen s'est développée autour de cette ville. La région a possédé dès l'époque néolithique les principaux groupes de population de la plaine<sup>3</sup>; un sol léger et sec et un climat favorable, alliés à une situation centrale, doivent être considérés comme des facteurs de développement d'une population dense. Le pays de

1. Cf. BOSSUET : « L'homme est là, le milieu le mène. »

2. [66] DEMANGEON : *La plaine picarde*, p. 400

3. [71] DE FÉLICE, p. 517.

Caen se prête à la culture des céréales, occupation qui demande une main-d'œuvre abondante ; mais, dès le temps de Guillaume le Conquérant, la ville a eu une importance administrative, et elle était un centre important de communications même avant l'âge des chemins de fer. La proximité de la mer et l'utilité de l'Orne étaient aussi des facteurs qu'il ne faut pas négliger : ainsi nous voyons que la densité élevée de la région de Caen est due au développement d'un commerce par terre et par mer, qui, en créant un marché pour les produits agricoles, aida une agriculture déjà florissante. Plus tard, la culture maraîchère s'est développée le long de la côte, où le varech joue un rôle important comme engrais ; cette culture, par sa demande d'une main-d'œuvre nombreuse, a provoqué une extension de la bande de population dense de Caen jusqu'au littoral du Calvados.

Si on peut imputer la densité élevée de la région caennaise à l'agriculture et au commerce, la densité du nord-ouest de l'Orne n'est due ni à l'une, ni à l'autre, mais plutôt à la présence de l'industrie. Le nord-ouest de l'Orne est un pays bocain, avec un sol pauvre, formé de granites de l'anticlinal de Tinchebrai, et un climat humide qui pendant longtemps interdit la culture de céréales telles que le froment. Le manque des communications était une caractéristique de ce pays arriéré où « l'agriculture pauvre... ne suffisait pas à faire vivre les peuples<sup>1</sup> ». Les ressources les plus importantes de la région se trouvaient dans un pullulement d'industries rurales. Une industrie textile très ancienne était établie depuis longtemps autour de Flers et d'Athis travaillant le lin et la laine des

1. [91] MUSSET : *Les genres de vie anciens du Bocage*, p. 7.

moutons des vastes landes ; la force motrice était fournie par les ruisseaux des pentes de l'anticlinal. Il y avait d'autres industries établies près d'une forêt ou à l'endroit où un gisement de minerai aida le développement d'une quincaillerie, par exemple, à Sourdeval, Tinchebrai et Villedieu. Les produits de ces industries arrivaient au marché dans la « balle » de leurs fabricants, les colporteurs bocains, qui étaient autrefois si bien connus dans toute la France<sup>1</sup>.

La caractéristique la plus importante de ce foyer industriel était le fait que le travail se faisait à la maison, comme supplément à la culture, et qu'il affectait, par suite, les communes rurales et non quelques villes seulement, comme dans un bassin houiller. Ce trait se révèle très clairement sur les cartes, car, à l'exception de trois ou quatre grosses agglomérations, on remarque un groupe de 30 ou 40 communes, chacune avec une densité de plus de 100 habitants au kilomètre carré. Ce n'est qu'après 1900 qu'on peut distinguer la tendance au groupement dans les communes industrielles sur les pentes de l'anticlinal, car avant cette époque toute la région avait à peu près la même densité de population ; les différences du milieu géographique ne se révélèrent sur les cartes qu'après la déchéance de l'industrie rurale. Donc, dans le nord-ouest de l'Orne, on peut attribuer le phénomène de surpeuplement à l'existence de métiers ruraux, qui se développèrent comme une compensation à la pauvreté du terrain et des communications.

La troisième région de densité élevée est essentiellement une région maritime. Cherbourg, le noyau de

1. [50] VIDAL DE LA BLACHE, p. 326.

l'agglomération, ne doit rien à sa situation régionale, mais elle est importante seulement à cause de ses relations maritimes. Les autres communes sont de la même façon des ports de commerce ou de pêche, ou de petites plages. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la pêche et le cabotage occupaient un plus grand nombre de ports qu'à l'époque actuelle. Le transport par mer avait plus d'importance, et toute concurrence des ports, tels que Dieppe ou Lorient, était écartée. De nos jours, comme le long du littoral de Caen, la culture des primeurs s'est répandue<sup>1</sup>. Ainsi, avec la pêche, la culture maraîchère, et la proximité de Cherbourg, cette région a pu conserver une forte densité de population.

La dernière région est peut-être la plus difficile à présenter. On peut considérer Granville comme son centre, et les communes côtières y montrent les plus grandes agglomérations, mais l'intérieur du pays, surtout pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, avait une forte densité, plus de 80 pour la plupart, et souvent plus de 100 habitants au kilomètre carré. Quoique Granville, avec ses bateaux armés pour la grande pêche, ait une certaine importance, il n'existe pas d'agglomération urbaine comme celle de Cherbourg ; pas de développement industriel comme dans le Bocage ; et pas de centre commercial comme Caen. La densité de population des communes éloignées de la mer peut être expliquée seulement comme due à un développement de l'agriculture dans un milieu favorable. La Manche occidentale a une température moyenne de janvier comparable à celle du littoral de Provence, et ceci doit être le principal facteur d'une telle densité. Dans cette

1. [14] DEMANGEON, CHOLLEY, ROBEQUAIN, p. 4.

partie de la Manche, il faut rappeler que nous nous approchons de la Bretagne, où la population se concentre sur les côtes et où « la culture elle-même s'adapte aux douceurs océaniques <sup>1</sup> ». On cultive les primeurs, comme aux environs de Cherbourg ; et il y a aussi un groupement de plages qui attire une population nombreuse. La culture maraîchère, qui exige beaucoup de bras, les plages et les ports de pêche expliquent la densité du sud-ouest de la Manche.

Il faut maintenant donner quelques explications de la faiblesse de population déjà signalée dans d'autres régions. Le nord-est de l'Orne offre beaucoup de difficulté. On peut avancer la thèse que cette région est du Bocage ; mais que c'est un Bocage sans industries. On y trouve la même pauvreté du sol, le même climat froid et pluvieux, mais il n'existe pas ces gisements de minerais, ni ces forces hydrauliques qui ont permis aux Bocains de l'ouest de vaincre un milieu hostile. Cette explication ne paraît guère suffisante, puisque Laigle, Trun et Vimoutiers se trouvent au cœur de cette région, mais il faut se rendre compte de la présence de landes et de forêts nombreuses, et en même temps, se rappeler de ce qu'on a dit au sujet de la Picardie où « la population semble échapper à l'influence des lois fixes <sup>2</sup> ».

L'autre région, située à l'est de la plaine de Caen, est plus facile à étudier. Les communes à densité de la population faible se trouvent le long de la Dives, près de l'embouchure. Un auteur qui écrivait vers le

1. [14] DEMANGEON, CHOLLEY, ROBEQUAIN, p. 4.

2. [66] DEMANGEON : *La plaine picarde*, p. 400. — Aussi [71] DE FÉLICE : *La Basse-Normandie*, p. 517. « On ne trouverait qu'avec difficulté de pôle de répulsion. On verrait des régions à peu près désertes, mais à ces régions se juxtaposent souvent d'importants centres de peuplement. »

milieu du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, caractérisa la Dives comme étant « à l'état de marais, c'est-à-dire, improductive et malsaine... il y a plus d'un demi-siècle <sup>1</sup> ». Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de trouver une faible population. Après une amélioration au cours du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, la région devint un pays d'élevage, car elle forme une partie du Pays d'Auge, région d'élevage par excellence. On avait ainsi besoin de peu de main-d'œuvre, de sorte que, grâce à l'improductivité des marais et à la façon d'utiliser les terres après leur aménagement, la population est toujours restée très faible.

La dernière région, celle de la Baie des Veys, a beaucoup de ressemblances avec la vallée inférieure de la Dives. Autrefois marécageuse ou impropre à l'agriculture, cette région dut attendre le développement d'une industrie laitière pour sortir de son mauvais état. Comme nous l'avons vu, c'est la culture qui a peuplé les campagnes de la Manche : aussi une région saline où broutaient les moutons devait être nettement au-dessous de la moyenne de densité. Quand l'industrie laitière s'y installa, on avait besoin de peu d'ouvriers, et bien que la région soit maintenant très riche à cause de ses pâturages, la population en est peu nombreuse, sauf au port de Carentan, par lequel s'écoulent les produits du pays.

Pour terminer cet exposé, il conviendra de tenter de résoudre une dernière question : Est-ce que la population a toujours suivi le même schéma de distribution, est-ce qu'il existe de nouveaux centres d'attraction ? Est-ce qu'il y a de vieilles agglomérations qui ont tout à fait disparu ?

1. [1] DE BUFFON, 1867, p. 407.

Un examen des cartes révélera qu'en général les pôles d'attraction sont restés les mêmes, et sans grand changement. Les régions que nous avons signalées comme sur- ou sous-peuplées ont conservé leur caractère à travers tout le siècle. Malgré un grand changement d'ensemble, une différence dans les chiffres absolus, il est vrai de dire que proportionnellement la distribution n'a pas subi de grand changement. Aussi, les quatre régions de surpeuplement sont aujourd'hui les mêmes qu'en 1821 et en 1851, et il en est de même pour les régions de faible densité. Comme nous l'avons vu, il se peut que les raisons d'une densité remarquable aient en quelque sorte changé, mais au point de vue cartographique, les régions sont les mêmes. Les petits ports de pêche se transforment peu à peu en plages, un berger cède la place à un vacher, mais cela n'a affecté que très peu la distribution de la densité de la population.

Il existe quelques changements de la base de distribution, mais ceux-ci se sont limités à environ une vingtaine de communes : communes de la banlieue de Caen, où on a construit des maisons pour une population devenue plus grande, communes comme Potigny, où une découverte de minerai a bouleversé la vie rurale, et surtout communes du littoral oriental du Calvados, toutes ces communes montrent un changement de distribution à travers notre période. Mais ces différences n'affectent que très peu l'ensemble de la Basse-Normandie, et, en somme, servent seulement à mettre en relief le fait qu'en général le plan de distribution de la population n'a subi qu'un léger changement, et que la répartition géographique est restée à peu près la même.

### III. — Mouvements révélés par les cartes

Après cette esquisse du peuplement et de son milieu, il faut maintenant compléter l'exposé de la démographie bas-normande par une étude des changements de densité que constatent de manière si frappante les quatre cartes.

Le plan que nous adopterons sera de faire une comparaison, d'abord des cartes de 1821 et de 1851 ; puis de celles de 1851 et 1911 ; et ensuite de celles de 1911 et 1936. Après, nous pourrions obtenir quelques autres conclusions par une comparaison de la première et de la dernière cartes. Mais avant d'entamer cet examen, il convient d'établir les raisons qui nous ont guidé dans le choix des dates 1821, 1851, 1911 et 1936.

Nous avons déjà signalé quelques-unes des raisons qui avaient inspiré le choix de 1821. Pour avoir une base sûre qui permette des comparaisons exactes, il fallait prendre un dénombrement aux résultats duquel on pouvait se fier. Le dénombrement de 1801 ne remplissait pas ces conditions, puisqu'il fut le premier à être accompli, une expérience. Celui de 1806 s'est révélé comme très inexact, car les résultats avaient donné des chiffres qu'on reconnaît maintenant comme trop élevés. Le dénombrement de 1811 ne fut qu'une évaluation basée sur les chiffres de 1806. Donc, 1821 représente le point de départ d'une série de dénombremments dont les méthodes sont devenues toujours plus perfectionnées, et dont la valeur est de moins en moins mise en question. Si l'on critiquait cette date comme un peu trop récente, on pourrait rappeler qu'elle évite les périodes révolutionnaire et napoléonienne, et qu'elle inaugure vraiment une nouvelle ère écono-

mique, dans laquelle les changements d'après 1789 se reflètent pleinement. A ce sujet, l'observation de Clapham est utile<sup>1</sup>.

1851 est pour les trois départements bas-normands une année critique, puisqu'elle représente la fin d'une période d'augmentation de la population. Les dénombrements montrèrent pour la première fois une diminution dans tous les trois départements : et cette nouvelle tendance ne devait pas être une oscillation, mais la première étape d'un mouvement qui allait continuer pendant plus d'un demi-siècle. L'âge des chemins de fer s'ouvrait, et son effet sur les campagnes surpeuplées de Basse-Normandie commençait à se faire sentir. Lavergne reconnaît que 1847 marque la fin d'une époque économique<sup>2</sup> ; mais il ignorait l'étendue des changements qui allaient se produire plus tard. Écrivant presque un siècle après lui, nous pouvons nous rendre compte que l'année 1851 représente le commencement d'une véritable révolution démographique en Basse-Normandie.

La diminution de la population en Basse-Normandie continua sans cesse pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et même deux décades plus tard ; de sorte qu'en 1921 on observa le minimum absolu de population. Nous avons préféré dresser une carte pour 1911, avec l'idée d'éviter les complications dues à la guerre : car il est possible de concevoir 1911 comme le terme d'une seule ère. Les mouvements économiques et sociaux démontrent une unité bien établie de 1851 à 1911. Entre ces dates, tous les dénombrements constatèrent une diminution de popu-

1. « *No-one is ever likely to doubt the unity of the period 1815-1914.* »  
[9] CLAPHAM, p. 1.

2. [32] LAVERGNE, p. 47.

lation, et on peut suivre le jeu ininterrompu des facteurs qui ont produit le contraste tellement frappant entre les cartes de 1851 et 1911.

La guerre de 1914, outre ses effets directs sur la démographie, provoqua, ou du moins hâta, un changement économique et social, dont il faut apprécier l'importance. Pour la Basse-Normandie, la diminution de la population s'arrêta, et le pays subit une crise humaine et commerciale, qui eut ses répercussions sur la démographie. 1936 est d'importance non seulement parce que c'est la date la plus récente, mais aussi parce qu'il y a eu tant de changements, même dans la période relativement courte depuis 1911.

Pour le moment, nous nous bornerons à constater simplement le mouvement de la population, sans ajouter les raisons. En 1821, la population de la Basse-Normandie comptait 1.510.000 âmes, 493.000 dans le Calvados, 594.000 dans la Manche et 423.000 dans l'Orne. En 1851, les chiffres correspondants furent 1.523.000, 491.000, 601.000 et 440.000. Nous voyons que l'augmentation est due principalement à l'Orne, dont la population s'accrut de 17.000 habitants, tandis que celle de la Manche s'accrut de 7.000 et celle du Calvados diminua de 2.000.

Ces chiffres ne sont qu'une très faible indication, puisque les cartes montrent qu'il faut examiner le mouvement par région, et non par département. Il existe deux régions qui montrent une augmentation nette, l'une se trouve autour de Flers, de Condé-sur-Noireau et de Messei, sur les pentes septentrionales de l'anticlinal de Tinchebray ; et l'autre autour de Domfront, sur les pentes méridionales, c'est-à-dire les parties nord-ouest et sud-ouest de l'Orne, avec les régions voisines de la Manche. Sur la carte de 1851,

les communes ayant plus de 100 habitants au kilomètre carré sont plus nombreuses, et la carte elle-même ne révèle guère l'étendue complète de l'augmentation, puisque la gamme des teintes n'en est pas capable.

Flers, par exemple, comptait 3.454 habitants en 1821, et 8.439 en 1851. Non seulement les villes, mais aussi les communes dites rurales, montrent la même tendance : Saint-Georges-des-Groseillers avait 1.043 habitants en 1821 et 1.716 en 1851. On pourrait multiplier ces exemples, car il en est de même pour la plupart de l'arrondissement de Domfront. On peut dire que la densité moyenne de tout l'arrondissement se tenait à cette époque entre 85 et 95 par kilomètre carré, et l'on voit très facilement que ce sont les communes ayant plus de 100 habitants au kilomètre carré qui sont devenues plus nombreuses depuis 1821, aux dépens, en général, des communes ayant 80 à 100 habitants au kilomètre carré. Les communes de densité plus faible sont restées sans grand changement. Phénomène curieux, ce sont les communes déjà surpeuplées qui ont éprouvé cette nouvelle augmentation.

L'autre région, au sud de l'anticlinal, autour de la ville de Domfront, est moins importante non seulement par la superficie, mais par la densité. Tandis qu'au nord, la teinte la plus usitée est celle de 101 à 200, ici c'est la teinte de 81 à 100. La même chose que nous avons déjà notée se répète : entre 1821 et 1851, les régions de forte densité montrent une augmentation ; nous trouvons que beaucoup des communes de densité de 61 à 80 en 1821 ont, en 1851, 81 à 100 habitants au kilomètre carré.

Ces deux régions sont les seules qui montrent une forte augmentation. Nous pouvons, par contre, trouver des régions où la tendance opposée s'est produite, et

où la population est en diminution. La région où cette diminution est la plus visible se trouve dans le sud de Cotentin, entre Valognes et Périers. Ici une densité moyenne d'environ 80 au kilomètre carré en 1821 paraît s'abaisser à 65 ou 70 en 1851, car la teinte la plus usitée en 1851 est celle de 61 à 80. La teinte est plus efficace à montrer ces différences ; et l'on voit sur la carte de façon très nette combien le nombre des communes de densité 41 à 60 a augmenté entre 1821 et 1851, tandis que le nombre des communes ayant 81 à 100 et 101 à 200 a diminué.

Une autre région de diminution est située à l'est de la rivière Orne, dans le Calvados. On a déjà remarqué que, par rapport au reste de la Basse-Normandie, la densité moyenne était beaucoup moins élevée à l'est de l'Orne. A cette époque, on ne pourrait pas trouver dans la Manche plus de cinq communes ayant une densité de 21 à 40 habitants au kilomètre carré, mais une telle densité est très commune dans la région située entre les villes de Caen, Lisieux et Trouville, soit la majeure partie de l'ancien arrondissement de Pont-l'Évêque. Nous voyons qu'ici la diminution affecta à peu près tout le pays sans exception. C'est une diminution, sinon très forte, du moins très répandue et subie par beaucoup de communes sans distinction de densité. Quelques exemples montreront la justesse de cette observation.

| COMMUNES                         | 1821       |         |
|----------------------------------|------------|---------|
|                                  | POPULATION | DENSITÉ |
| Saint-André-d'Herbetot . . . . . | 1.022      | 110     |
| Blagny-le-Château . . . . .      | 931        | 84      |
| Grandouet . . . . .              | 188        | 63      |
| Le Brevedent . . . . .           | 250        | 56      |
| Auvillars . . . . .              | 503        | 43      |
| Brucourt . . . . .               | 167        | 25      |

| COMMUNES                         | 1851       |         |
|----------------------------------|------------|---------|
|                                  | POPULATION | DENSITÉ |
| Saint-André-d'Herbetot . . . . . | 783        | 80      |
| Blagny-le-Château . . . . .      | 789        | 71      |
| Grandouet . . . . .              | 124        | 41      |
| Le Brevedent . . . . .           | 210        | 47      |
| Auvillars . . . . .              | 403        | 35      |
| Brucourt . . . . .               | 146        | 20      |

Il existe quelques cas d'augmentation, mais pour la presque totalité des communes de la région, la tendance inverse est en honneur.

La dernière des régions où l'on peut constater une nette diminution se trouve au nord-est de l'Orne, entre Lisieux et Trun. Dans cette région, il y avait une population de densité assez faible, entre 30 et 60 au kilomètre carré, et les ressemblances avec la région de Pont-l'Évêque y sont très grandes. Toutes les deux sont par rapport au reste de la Basse-Normandie assez peu peuplées, sans villes ni autres agglomérations et la diminution affecta tout le pays, sans distinction de densité.

Pour le reste, il est impossible de signaler d'autres régions où il y eut un mouvement de grande envergure entre 1821 et 1851. Il s'agit plutôt de petites différences : une commune en augmentation, et sa voisine en diminution. Les villes comme Caen, Cherbourg, Alençon montrent une oscillation au lieu d'un mouvement bien établi. Avec ces différences infimes entre communes, le seul moyen de résoudre le problème est de s'adresser à la carte. La seule notion d'ensemble que nous puissions obtenir, est que la situation dans le reste de la Basse-Normandie est restée stationnaire de 1821 à 1851. Ce sont les petits groupements de communes remarquables par leur augmentation ou

diminution, et dont nous venons de discuter le mouvement démographique, qui ont produit les grands changements de population de la province.

Entre 1851 et 1911, on ne peut que signaler des pertes de population dans toute la Basse-Normandie. Deux petites exceptions existent, mais elles sont peu importantes, et leurs effets furent très restreints. Nous avons constaté qu'en 1851, la population de la Basse-Normandie était de 1.532.000. En 1911, elle s'abaissait à 1.179.000, soit une diminution de plus de 23 p. 100.

Quatre régions subirent des pertes plus grandes que le reste de la Basse-Normandie ; mais dire que la diminution se fit sentir seulement dans plusieurs régions donnerait une idée fausse. Il s'agit d'une diminution générale. Les deux premiers lieux de lourdes pertes sont les régions signalées auparavant, comme ayant subi une augmentation, c'est-à-dire, les régions industrielles ornaïses, avec leurs extensions dans la Manche. De plus de trente communes ayant une densité de 101 à 201 habitants au kilomètre carré en 1851, il ne restait que sept en 1911. La commune de Saint-Quentin-les-Chardonnets (Orne) avait 1.020 habitants et une densité de 113 au kilomètre carré en 1851, et 522 habitants (densité 58) en 1911. La commune de Saint-Pierre-d'Entremont, avec une diminution de 803 habitants sur 1.441, subit une perte bien au-dessus de la moyenne ; ces chiffres sont une indication de la grandeur de la diminution de population dans cette région.

La partie centrale de la Manche subit aussi d'importantes réductions. En 1851, on ne pouvait guère trouver là une commune avec une densité inférieure à 60 au kilomètre carré. En 1911, hormis les communes côtières,

on n'en pouvait guère trouver une avec une densité supérieure à ce chiffre. Entre Saint-Lô et Granville, les campagnes se vidèrent d'un bon tiers de leur population, et bien qu'il existât des cas d'augmentation, ceux-ci sont très peu nombreux, et de très petite amplitude.

Une autre région remarquable par son dépeuplement est située dans l'ouest de la plaine de Caen. En 1851, le pays entre Caen et Bayeux supportait une population qui, étant donné le manque d'industrie, était très nombreuse. Outre les villes, beaucoup de communes avaient plus de 100 habitants au kilomètre carré, et la densité moyenne devait dépasser 80. Sur la carte de 1911, on peut très facilement reconnaître Caen et Bayeux, qui surgissent à cause de leur densité plus élevée, des campagnes environnantes ; ce n'est pas du tout ainsi sur la carte de 1851. On a signalé le Bessin en 1851 comme une région de population agglomérée ; en 1911, cette région a une population nettement dispersée, puisque Caen et Bayeux ne forment plus partie de la même région démographique.

La dernière région de diminution rapide se trouve au centre du département de l'Orne. Bien que proportionnellement assez faible en 1851, la densité atteignit en une vingtaine de communes le chiffre de 20 personnes au kilomètre carré en 1911, et, sauf quelques communes urbaines comme Trun et Alençon, il n'en existe pas plus de dix qui montrent une densité de plus de 60 par kilomètre carré. Une fois encore, l'absence de communes urbaines ayant une grande population agglomérée, favorisa le développement d'un vaste mouvement de diminution.

Nous pouvons rappeler l'existence d'une petite région qui forme une exception au mouvement général,

et qui se trouve sur la côte du Calvados, entre Dives-sur-Mer et Honfleur. Grâce à l'activité du Duc de Morny, la commune de Deauville se transforma en plage entre 1851 et 1911. La possibilité d'un séjour aux bords de la mer se trouva à la portée d'un nombre de plus en plus grand de personnes, et cette région du littoral se couvrit de stations balnéaires. Deauville avait 121 habitants en 1851 et Trouville 3.504; en 1911, Deauville comptait 3.824 habitants et Trouville 6.190. On ne doit pas surestimer cette augmentation, qui n'affecta qu'une dizaine de communes environ, mais elle est intéressante à une époque de dépeuplement presque général.

Un autre phénomène se révèle : les grandes villes semblent avoir mieux résisté à la tendance générale.

| POPULATION          |        |        |
|---------------------|--------|--------|
|                     | 1851   | 1911   |
|                     | —      | —      |
| Bayeux . . . . .    | 9.360  | 7.600  |
| Caen . . . . .      | 45.000 | 47.000 |
| Falaise . . . . .   | 8.900  | 6.800  |
| Lisieux . . . . .   | 11.700 | 15.900 |
| Pont-l'Evêque . . . | 2.000  | 3.000  |
| Vire . . . . .      | 7.200  | 6.300  |

| POPULATION          |        |        |
|---------------------|--------|--------|
|                     | 1851   | 1911   |
|                     | —      | —      |
| Avranches . . . . . | 8.500  | 7.200  |
| Cherbourg . . . . . | 27.000 | 44.000 |
| Coutances . . . . . | 7.200  | 6.600  |
| Mortain . . . . .   | 2.200  | 1.900  |
| Saint-Lô . . . . .  | 9.100  | 11.900 |
| Valognes . . . . .  | 5.700  | 5.600  |

| POPULATION         |        |        |
|--------------------|--------|--------|
|                    | 1851   | 1911   |
| Alençon . . . . .  | 13.700 | 17.800 |
| Argentan . . . . . | 5.400  | 6.900  |
| Domfront . . . . . | 2.800  | 4.800  |
| Mortagne . . . . . | 4.800  | 3.700  |

A part l'augmentation anormale de Cherbourg, due à des causes qu'on doit chercher hors de l'évolution économique de la Basse-Normandie, nous voyons qu'en général les préfectures restèrent in affectées par une diminution, et même montrèrent une augmentation. Par contre, beaucoup des chefs-lieux d'arrondissement subirent une diminution, quoique celle-ci fût moins forte que dans les campagnes. En somme, les grandes villes devinrent plus importantes, les autres déclinaient lentement pour la plupart, tandis que les campagnes se vidèrent de façon tellement rapide que dès 1890, on parlait d'une crise de dépopulation en Basse-Normandie.

Telles sont les caractéristiques du mouvement démographique entre 1851 et 1911. Nous devons retracer maintenant le même mouvement jusqu'à l'époque actuelle. Après 1911, la situation devint un peu plus compliquée en raison d'une oscillation du total à travers la période. Nous avons pu constater à partir de 1821 une augmentation générale, qui toucha à sa fin entre 1847 et 1851, et une diminution ininterrompue de 1851 à 1921.

| POPULATION TOTALE |          |         |         |           |
|-------------------|----------|---------|---------|-----------|
|                   | CALVADOS | MANCHE  | ORNE    | TOTAL     |
| 1911 .            | 396.000  | 476.000 | 307.000 | 1.179.000 |
| 1921 .            | 385.000  | 426.000 | 275.000 | 1.086.000 |
| 1926 .            | 390.000  | 431.000 | 278.000 | 1.099.000 |
| 1931 .            | 401.000  | 433.000 | 274.000 | 1.108.000 |
| 1936 .            | 405.000  | 439.000 | 269.000 | 1.113.000 |

Nous voyons que pour le Calvados et pour la Manche, il y a eu décroissance entre 1911 et 1921, avec un minimum absolu de population en 1921, puis un relèvement qui a duré jusqu'à l'époque actuelle. Pour l'Orne, cette dernière étape n'a pas eu lieu, et le minimum absolu de population se trouve en 1936. Les cartes soutiennent cette conclusion, car nous voyons qu'au nord-est de l'Orne, le nombre de communes avec une densité inférieure à 21 au kilomètre carré s'est nettement accru, et que dans l'ouest de ce département les deux régions industrielles de l'anticlinal de Tinchebrai ont encore diminué. En 1911, on pouvait compter une trentaine de communes avec une densité supérieure à 60 habitants au kilomètre carré, qui entourait la ville de Flers. En 1936, le chiffre correspondant est d'une dizaine.

La partie occidentale de la plaine de Caen semble avoir perdu en population, tandis que la partie orientale semble moins affectée. Il est difficile de généraliser sur les mouvements de population avec les chiffres de 1911 et de 1936 comme base ; mais, il semblerait que la Basse-Normandie à l'ouest de la rivière Orne, avait perdu proportionnellement plus d'habitants que la partie à l'est, où, peut-être, la limite de dépopulation avait été atteinte plus tôt.

Nous devons signaler la croissance de la ville de Caen, qui passe de 47.000 à 61.000 habitants ; et en même temps, le développement de quelques communes minières telles que Colombelles, May-sur-Orne et Potigny. La « côte de nacre » et la région des plages autour de Deauville semblent en bonne voie de développement, mais pour le reste du pays, la situation est restée stationnaire ou la population a montré une tendance à diminuer.

On peut tirer plusieurs autres conclusions de l'examen des cartes. D'abord, on peut concevoir la dépopulation de la Basse-Normandie en quelque sorte comme une « vague » qui est passée à travers la région de l'est vers l'ouest. On a vu que dans la période 1821 c'était l'est du Calvados et de l'Orne qui subit des pertes qualifiées de sévères par rapport au reste du pays. Depuis 1851, c'est plutôt l'ouest des deux départements, et la Manche, qu'on a signalés comme remarquables par la rapidité de leur dépeuplement. On ne doit pas pousser trop loin cette idée ; mais elle est utile comme idée d'ensemble, et, d'ailleurs, il se peut qu'elle puisse avoir quelque valeur, car si nous considérons ces trois faits : l'attraction du peuple bas-normand vers Paris, la situation de cette ville à l'est de la Basse-Normandie, et le développement progressif des communications pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, on pourrait trouver quelques rapports entre ces faits et la marche de la « vague ». Nous n'insistons pas sur l'importance de cette théorie il, serait absurde de considérer l'exode bas-normand comme une progression régulière le long d'un couloir qui mènerait à Paris, mais elle a du moins un certain intérêt, sinon une valeur.

Pendant son passage à travers notre région, la « vague » a laissé quelques îlots de population plus dense. On ne peut distinguer ces îlots ou villes, sur les cartes de 1821 et de 1851, qu'avec un peu de difficulté, puisqu'ils étaient entourés d'une population rurale presque aussi dense. Ce phénomène d'une population rurale ayant une densité souvent supérieure à 100 au kilomètre carré est le fait le plus important des cartes de 1821 et de 1851 : sur les cartes de 1911 et de 1936, il est tout à fait absent. Ainsi, voyons-nous

très clairement que la différence entre les villes et les campagnes est devenue plus nette.

Pour la plus grande partie, les deux premières cartes donnent l'impression d'une distribution uniforme et dense : le contraste entre la densité de la population de communes voisines est peut-être le trait le plus frappant des deux autres cartes. On ne dirait guère qu'il s'agit de la même région. Au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, une foule immense répandue également à travers le pays : au XX<sup>e</sup> siècle, un nombre bien diminué, entassé dans quelques endroits et clairsemé sur le reste du pays.

Ce fait nous amène à supposer l'existence de deux mouvements opposés. Nous avons déjà signalé la tendance vers une augmentation de la population des villes ; et en même temps, une diminution de la population des campagnes. Il faut ajouter que l'augmentation se fit sentir plutôt dans les grandes villes. Les villes d'importance moyenne sont restées à peu près stationnaires, ou bien, comme les villes sans grande importance, elles ont perdu une partie de leurs habitants : ainsi, en somme, pouvons-nous dire que les grandes villes sont devenues de plus en plus grandes, et ont eu tendance à se détacher des campagnes, tandis que les petits centres se sont trouvés déchus et de plus en plus distancés par leurs rivaux.

|                     | POPULATION |        |
|---------------------|------------|--------|
|                     | 1821       | 1936   |
| Bayeux . . . . .    | 10.000     | 7.600  |
| Caen . . . . .      | 36.000     | 61.000 |
| Falaise . . . . .   | 9.900      | 6.800  |
| Lisieux . . . . .   | 10.300     | 15.900 |
| Pont-l'Evêque . . . | 2.100      | 3.000  |
| Vire . . . . .      | 8.300      | 5.900  |

|                     | POPULATION |        |
|---------------------|------------|--------|
|                     | 1821       | 1936   |
| Avranches . . . . . | 6.400      | 7.100  |
| Cherbourg . . . . . | 15.600     | 39.000 |
| Coutances . . . . . | 9.000      | 6.500  |
| Mortain . . . . .   | 2.500      | 1.800  |
| Saint-Lô . . . . .  | 8.000      | 11.800 |
| Valognes . . . . .  | 6.900      | 5.000  |

|                    | POPULATION |        |
|--------------------|------------|--------|
|                    | 1821       | 1936   |
| Alençon . . . . .  | 14.000     | 18.000 |
| Argentan . . . . . | 5.900      | 7.200  |
| Domfront . . . . . | 2.600      | 4.000  |
| Mortagne . . . . . | 5.200      | 3.500  |

Les centres urbains les plus importants et les chefs-lieux d'arrondissement ne sont pas toujours les mêmes villes, mais le choix que nous avons fait donne une idée assez exacte. On voit que sur les cinq villes ayant une population de plus de 10.000 habitants en 1821, quatre ont subi une augmentation importante ; Saint-Lô, grâce à sa position comme préfecture, a pu croître ; mais les autres villes ont éprouvé soit une fluctuation de quelques centaines d'habitants, soit une réduction plus ou moins grande.

La côte a mieux résisté que les campagnes au mouvement de dépeuplement en Basse-Normandie. Des stations balnéaires ont remplacé les vieux ports de pêche ou de cabotage. Deauville a une réputation à l'étranger acquise depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ; et pour la plupart des gens, l'habitude de passer les vacances aux bords de la mer ne date pas de plus d'un siècle. La culture maraîchère doit être considérée aussi comme un autre facteur de la densité élevée de population des communes côtières.

## CHAPITRE II

---

### LE MÉCANISME DU MOUVEMENT DE LA POPULATION

---

#### I. — Natalité

Le mouvement de la population comprend deux éléments : un changement absolu, qu'affecte la balance des naissances et décès, et un changement relatif, c'est-à-dire un déplacement d'une région à une autre, qui dépend de la balance entre émigration et immigration. Ces deux éléments sont les manifestations visibles du jeu d'un grand nombre de facteurs matériels et spirituels, sociaux et économiques, historiques et géographiques.

Pour retracer l'évolution du taux de natalité en Basse-Normandie, nous avons dressé un graphique des naissances de dix en dix ans. La pauvreté des statistiques au début du xix<sup>e</sup> siècle ne nous a pas permis d'avoir le chiffre pour chaque année : aussi les courbes sont-elles « aplanies » ; mais on peut obtenir quand même une idée assez exacte du taux de natalité entre 1831 et 1931.

Nous voyons d'abord qu'un déclin de natalité affecta à la fois la Basse-Normandie et la France entière. Cependant, le déclin pour la France en général

était plus sévère que pour les trois départements étudiés, de sorte que le taux des départements, inférieur au taux français au début du xix<sup>e</sup> siècle, y était devenu supérieur au xx<sup>e</sup>. Nous voyons aussi qu'il existe une

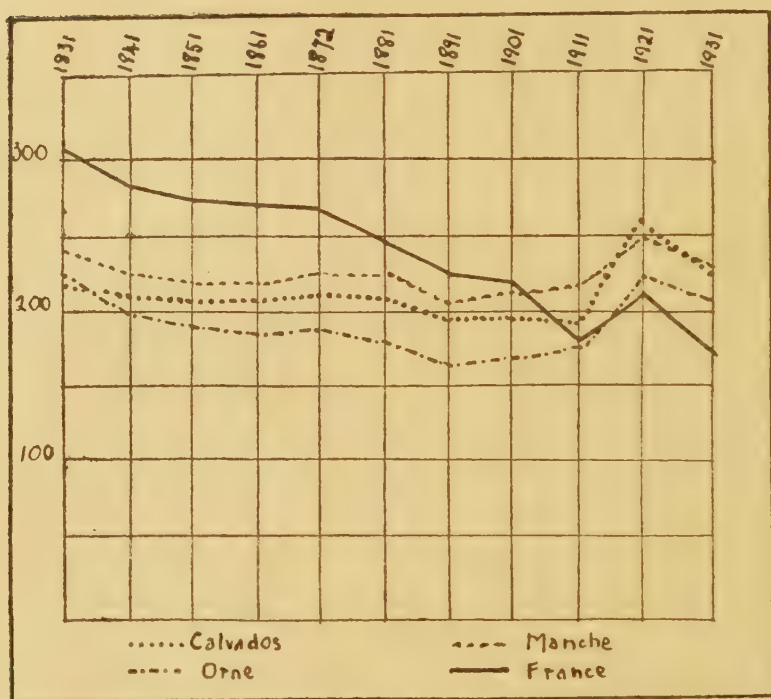


FIG. 1. — Taux de naissance par 10.000 habitants

assez forte différence entre les taux des trois départements. La natalité du Calvados était plus faible que celle des autres départements et de la France en 1831 ; mais elle est restée plus constante, et, après quelque temps, la baisse de la natalité dans l'Orne et dans la France entière donna au Calvados une

situation relativement plus favorable. Avec la stabilité relative de la natalité du Calvados, il faudrait aussi noter son instabilité dans l'Orne. Bien que sensiblement au-dessous de la moyenne française, même en 1831, le taux de natalité continua à décliner avec rapidité jusqu'à 1891, quand il atteignit le chiffre de 165 par 10.000 (France 233, Calvados 197, Manche 202). Depuis cette date, on assiste à un relèvement général dans la Basse-Normandie, dont nous examinerons plus tard les effets ; mais l'Orne reste encore le département de Basse-Normandie dont la natalité est la plus faible. La Manche se trouve entre ces deux extrêmes de stabilité et de déclin, avec un taux de natalité sensiblement supérieur à celui du Calvados mais en déclin plus rapide. Cependant, malgré ces différences départementales, on est frappé par l'unité que manifestent les courbes de chaque département. Il est donc possible de concevoir un seul taux bas-normand de natalité, car les trois départements ont suivi la même évolution, et les oscillations dans un département se sont exactement reproduites dans les autres. Cette similitude est démontrée par une comparaison des taux départementaux avec le taux de la France entière. Celui-ci est à peu près symétrique par rapport à une ligne droite joignant les années 1831 et 1931 : c'est-à-dire qu'il y a eu un seul mouvement sans grande variation. Par contre, on doit diviser l'évolution de la natalité bas-normande en deux périodes distinctes. De 1831 à 1891, on constate une diminution continuelle, avec une oscillation vers 1872. Nous avons déjà remarqué que cette diminution fut plus sensible dans l'Orne que dans le Calvados, mais elle fut générale, non seulement en Basse-Normandie, mais aussi dans toute la France. Après 1891, il y eut

un relèvement du taux de natalité, qui se maintint sans interruption jusqu'à 1931. Nous disons délibérément sans interruption, quoique selon le graphique il y eut une diminution entre 1921 et 1931. Ceci est dû à l'année anormale 1921 et par rapport à 1911, le taux de 1931 montre une nette augmentation<sup>1</sup>.

Cette tendance d'augmentation après 1891 est un phénomène extrêmement intéressant et, à certains égards, un mystère. Pourquoi donc une augmentation en Basse-Normandie, en même temps qu'une diminution croissante dans la France entière ? La natalité en Basse-Normandie est maintenant, comme résultat de ce double mouvement, au-dessus de la moyenne française, mais encore inférieure au chiffre de 1831. Nous pouvons soupçonner que la crise économique depuis 1931 aura exercé une certaine influence sur le cours de la natalité bas-normande, et le chiffre de 1936 montre, en effet, une diminution par rapport à 1931, ramenant le taux de natalité au niveau de 1911. Aussi peut-on diviser l'évolution de la natalité bas-normande en trois périodes : diminution ininterrompue de 1831 à 1891 ; augmentation de 1891 à 1931 ; et, finalement, une tendance à la diminution, qui se développa vers 1931. Nous sommes trop proches de cette époque pour attacher beaucoup d'importance à l'oscillation contemporaine : il faudra attendre encore quelques années avant de l'étudier.

Les statistiques nous permettent de distinguer entre la population urbaine et la population rurale<sup>2</sup>.

1. Les chiffres des naissances en 1922 et 1923 sont supérieurs aux chiffres de 1911 et inférieurs aux chiffres de 1931.

2. Les critiques auxquelles s'exposent les façons de distinguer ces deux groupes de population sont trop bien connues pour être répétées ici. Pour la Basse-Normandie, cependant, ces critiques ne

Après 1933 et avant 1853 il n'existe pas de distinction entre ces deux groupes dans les statistiques ; nous avons adopté par suite le plan de tracer les groupes à peu près tous les quinze ans entre ces limites.

#### CALVADOS

|                | population urbaine | population rurale |
|----------------|--------------------|-------------------|
| 1858 . . . . . | 108.000            | 370.000           |
| 1876 . . . . . | 115.000            | 335.000           |
| 1891 . . . . . | 119.000            | 310.000           |
| 1906 . . . . . | 117.000            | 287.000           |
| 1921 . . . . . | 121.000            | 276.000           |
| 1933 . . . . . | 145.000            | 258.000           |

#### MANCHE

|                | population urbaine | population rurale |
|----------------|--------------------|-------------------|
| 1858 . . . . . | 96.000             | 498.000           |
| 1876 . . . . . | 106.000            | 434.000           |
| 1891 . . . . . | 116.000            | 397.000           |
| 1906 . . . . . | 115.000            | 372.000           |
| 1921 . . . . . | 115.000            | 362.000           |
| 1933 . . . . . | 108.000            | 328.000           |

#### ORNE

|                | population urbaine | population rurale |
|----------------|--------------------|-------------------|
| 1858 . . . . . | 63.000             | 367.000           |
| 1876 . . . . . | 74.000             | 318.000           |
| 1891 . . . . . | 76.000             | 278.000           |
| 1906 . . . . . | 72.000             | 244.000           |
| 1921 . . . . . | 71.000             | 237.000           |
| 1933 . . . . . | 61.000             | 209.000           |

sont pas très justifiées, puisqu'en l'absence de grands centres de population et avec une population rurale en diminution, une agglomération de 2.000 personnes représente nettement un groupement urbain.

NAISSANCES (POUR 10.000)

CALVADOS

|                | population urbaine | population rurale |
|----------------|--------------------|-------------------|
| 1858 . . . . . | 229                | 196               |
| 1876 . . . . . | 210                | 210               |
| 1891 . . . . . | 205                | 202               |
| 1906 . . . . . | 210                | 198               |
| 1921 . . . . . | 214                | 198               |
| 1933 . . . . . | 193                | 233               |

MANCHE

|                | population urbaine | population rurale |
|----------------|--------------------|-------------------|
| 1858 . . . . . | 307                | 202               |
| 1876 . . . . . | 220                | 233               |
| 1891 . . . . . | 168                | 227               |
| 1906 . . . . . | 224                | 211               |
| 1921 . . . . . | 205                | 239               |
| 1933 . . . . . | 180                | 242               |

ORNE

|                | population urbaine | population rurale |
|----------------|--------------------|-------------------|
| 1858 . . . . . | 237                | 179               |
| 1876 . . . . . | 187                | 192               |
| 1891 . . . . . | 172                | 171               |
| 1906 . . . . . | 173                | 166               |
| 1921 . . . . . | 194                | 200               |
| 1933 . . . . . | 203                | 200               |

Nous voyons d'abord que la population urbaine est plus nombreuse absolument et relativement dans le Calvados ; et, ensuite, qu'elle a augmenté presque toujours dans ce département, mais qu'elle a diminué après 1921 dans la Manche, et après 1891 dans l'Orne. Dans le Calvados, c'est la population urbaine qui a toujours possédé, sauf en 1933, le taux de natalité

le plus élevé. La situation est tout à fait différente dans la Manche, où, en général, la population rurale est plus féconde. Le chiffre énorme de la population urbaine en 1858 nous fait soupçonner une erreur statistique. Dans l'Orne, il est impossible de généraliser, car il semble y avoir eu un changement de proportion à chaque période.

Quand on suit le mouvement du taux pour chaque groupe de population dans chaque département, on voit que, tandis que le taux de natalité de la population rurale du Calvados est resté plus ou moins le même, à la seule exception d'une grosse augmentation en 1933, le taux de la population urbaine a oscillé, puisque les chiffres montrent une diminution entre 1858 et 1891, suivie d'une augmentation jusqu'en 1921, puis d'une seconde diminution. Dans la Manche, on ne peut constater que des oscillations encore, avec une augmentation considérable en 1933 pour la population rurale. La population urbaine de l'Orne montre une diminution de natalité jusqu'à environ 1900, suivie par une légère augmentation ; et le taux de la population rurale est resté sans grand changement pendant toute la période, à l'exception d'une augmentation après la guerre de 1914.

La conclusion la plus importante qu'on puisse tirer de cette statistique est qu'il est malheureusement impossible de constater le même rapport entre toutes les populations urbaines et rurales de la région. On ne peut pas dire que la population rurale bas-normande montre une tendance particulière, et la population urbaine une autre : il faut examiner les deux groupes par département et non par province.

Dans le Calvados, c'est la population urbaine qui, sauf pour l'année 1933, montre la plus forte natalité.

On peut ainsi distinguer entre les paysans, avec leur « sage lenteur d'accroissement <sup>1</sup> », et les populations des villes, où l'on « se préoccupe moins de limiter le nombre de ses héritiers <sup>2</sup> ».

Dans la Manche, les rôles sont renversés, et la natalité de la population rurale est nettement supérieure à celle de la population urbaine. Ce résultat montre les mécomptes auxquels on s'expose en essayant de discuter la différence de natalité des deux groupes de population sur une base générale. On aurait évidemment tort si l'on imputait l'avance de la natalité dans la Manche à l'influence des populations ouvrières, car, comme pour la France en général, notons-le, c'est dans les campagnes qu'on trouve plus d'enfants par rapport à la population.

Dans l'Orne, il est impossible de signaler comme plus féconde ni une population, ni l'autre, puisque les deux taux de natalité sont sans grandes différences, et les rapports entre eux ne sont jamais restés les mêmes d'une période à l'autre.

Aussi est-il impossible de différencier les populations de l'Orne, tandis que dans la Manche c'est la population rurale, et dans le Calvados la population urbaine, qui se distinguent par leur plus grande fécondité. Ces faits, et aussi le fait qu'une diminution de natalité a affecté tous les groupes de population dans tous les trois départements, démontrent la fausseté de l'idée que l'urbanisation a directement provoqué une crise de natalité, du moins, en Basse-Normandie. Il ne faut pas dire, cependant, qu'il n'existe pas de parenté entre ces deux phénomènes d'urbanisation et de

1. [32] LAVERGNE, p. 97.

2. [71] DE FÉLICE, p. 538.

dénatalité ; mais on voit combien il est absurde de regarder la situation en Basse-Normandie comme résultant d'une simple liaison de cause à effet de ces deux phénomènes. Le fait que les départements avec une population croissante montrent deux tendances directement opposées, et que l'autre département, avec une population urbaine en déclin, ne montre aucune différence de natalité, est une preuve satisfaisante de l'insuffisance de cette théorie.

## II. — Mortalité

Le graphique du taux de mortalité se divise, pour la Basse-Normandie, en deux parties. De 1831 à 1901, la mortalité des trois départements augmenta, en contraste direct avec le mouvement pour la France entière : mais, après 1901, il y eut une diminution rapide. Une fois encore, on peut construire un axe pour la courbe de mortalité de la France, car à l'exception de deux petites augmentations entre 1851 et 1861, et entre 1881 et 1891, le nombre de décès diminua pendant toute la période d'une façon assez régulière. On croit voir l'influence des progrès scientifiques et sociaux dans cette courbe nationale, et dans ces conditions, elle ne présente rien d'extraordinaire. C'est plutôt la situation de la Basse-Normandie qui cause notre surprise. Une mortalité qui atteignit le chiffre d'environ 200 pour 10.000 en 1831 dépassa 260 en 1901, tandis que le taux français diminua de 248 à 201 pour 10.000.

On peut facilement constater pour les trois départements au point de vue de la natalité, à l'exception d'un léger fléchissement dans l'Orne vers 1841 et 1851,

la similitude, presque une congruité, des taux de mortalité, ce qui est un trait très remarquable. Aussi n'est-il guère utile de discuter individuellement les courbes de chaque département. Nous nous bornerons

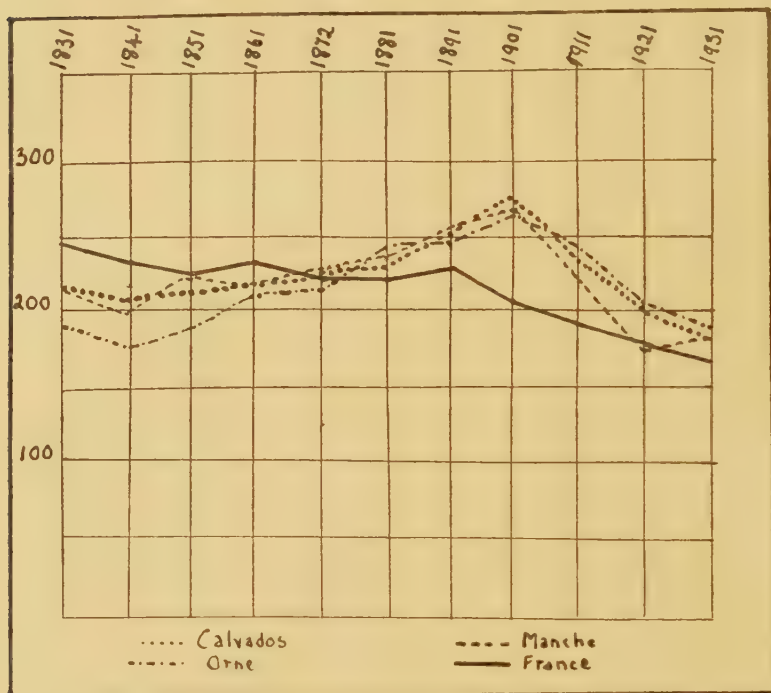


FIG. 2. — Taux de décès par 10.000 habitants

à signaler qu'avant 1901, l'Orne avait, en général, le taux de mortalité le moins élevé, et qu'après cette date, il en fut tout autrement, bien que les différences ne fussent jamais très grandes.

En 1831, la mortalité bas-normande était sensiblement au-dessous de la moyenne française, mais une

baisse de l'une et une hausse de l'autre les avaient égalisées vers 1872, et depuis cette date, la Basse-Normandie a toujours montré un excédent de mortalité par rapport à la moyenne française. Cet excédent à son maximum en 1901, tend maintenant à diminuer, mais nous pouvons constater que, même en 1931, la Basse-Normandie avait une mortalité trop élevée.

La table de mortalité des populations urbaines et rurales de Basse-Normandie démontre, d'une façon très concluante, qu'il existe deux taux différents de mortalité.

#### DÉCÈS (pour 10.000)

##### CALVADOS

|                | population urbaine | population rurale |
|----------------|--------------------|-------------------|
| 1858 . . . . . | 269                | 214               |
| 1876 . . . . . | 285                | 238               |
| 1891 . . . . . | 281                | 230               |
| 1906 . . . . . | 259                | 205               |
| 1921 . . . . . | 248                | 177               |
| 1933 . . . . . | 226                | 158               |

##### MANCHE

|                | population urbaine | population rurale |
|----------------|--------------------|-------------------|
| 1858 . . . . . | 334                | 192               |
| 1876 . . . . . | 281                | 223               |
| 1891 . . . . . | 220                | 233               |
| 1906 . . . . . | 240                | 206               |
| 1921 . . . . . | 212                | 182               |
| 1933 . . . . . | 191                | 171               |

##### ORNE

|                | population urbaine | population rurale |
|----------------|--------------------|-------------------|
| 1858 . . . . . | 238                | 195               |
| 1876 . . . . . | 253                | 241               |
| 1891 . . . . . | 232                | 231               |
| 1906 . . . . . | 252                | 219               |
| 1921 . . . . . | 249                | 189               |
| 1933 . . . . . | 259                | 171               |

Il faut commencer l'examen des chiffres en observant que l'évolution des trois taux de mortalité dépar-

tements a été semblable. La population urbaine de l'Orne exceptée, chaque groupe de population dans tous les départements montre une augmentation des décès jusqu'à 1890 ou 1900, et une diminution ensuite. Dans le Calvados, le contraste entre les populations rurales et urbaines est très frappant. Le taux de mortalité de la population urbaine est resté toujours au-dessus de 200 par 10.000, tandis que la population rurale a marqué à toute époque un chiffre moins élevé et on ne constatait que 158 décès pour 10.000 habitants en 1933.

Dans la Manche, nous commençons avec le chiffre extraordinaire de 334 décès par 10.000 pour la population urbaine, comparé à 192 pour la population rurale ; mais cet écart a diminué plus tard, sans disparaître. On doit signaler dans l'Orne une exception à la tendance de diminution après 1900. Pour la population urbaine, le taux de mortalité n'a pas subi de grand changement. En 1933, la mortalité semblait à son maximum, chose curieuse, car pour la population rurale, le chiffre de 1933 fut nettement le minimum de toute la période.

Les conclusions qu'on peut tirer de ces chiffres de décès sont très importantes. Nous avons déjà réalisé que non seulement la Basse-Normandie ne fut pas affectée par les progrès effectués dans le reste de la France au XIX<sup>e</sup> siècle, mais qu'elle subit actuellement une augmentation relative et absolue du nombre de décès. La diminution de la population explique, en partie, cette augmentation relative, mais il faut chercher ailleurs une explication de l'augmentation absolue<sup>1</sup>. Il fallut attendre le XX<sup>e</sup> siècle pour réaliser

1. Nous disons « absolu », car les chiffres montrent ce phénomène qu'on doit qualifier d'extraordinaire pour une population en décroissance. Voir plus loin pour les chiffres et chapitre IV pour une discussion des causes.

une diminution de mortalité, et ce ne fut qu'après 1921 qu'ont put faire des progrès sur la situation de 1831.

Cette tendance d'augmentation du taux de natalité frappa toutes les populations, mais de façon inégale. Les campagnes normandes sont évidemment plus saines que les villes. Nous n'avons pas pu distinguer très nettement l'influence des villes sur la natalité bas-normande ; mais, au point de vue de la mortalité, la situation est beaucoup plus claire. C'est, sans aucun doute, les populations urbaines qui ont contribué pour la plus grande partie au taux anormal de décès ; c'est-à-dire que l'urbanisation retarda au moins, sinon empêcha, la baisse d'une mortalité trop élevée.

L'un des éléments du problème de la dépopulation en Basse-Normandie apparaît ainsi : la mortalité plus élevée des citadins, facteur qui a beaucoup d'importance quand nous nous rendons compte de la croissance constante de ce groupe de population. Ayant signalé ce fait, il ne faut pas oublier, cependant, qu'il reste encore à commenter l'augmentation des décès pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, qui affecta à la fois les populations urbaines et rurales.

Les statistiques nous permettent d'avoir quelques précisions sur les décès, qui, bien que d'une valeur restreinte, sont assez intéressantes.

#### MORTALITÉ INFANTILE

##### DÉCÈS AU COURS DE LA PREMIÈRE ANNÉE

|            | Nombre   |        |       |
|------------|----------|--------|-------|
|            | CALVADOS | MANCHE | ORNE  |
|            | —        | —      | —     |
| 1858 . . . | 1.574    | 1.792  | 1.212 |
| 1881 . . . | 1.267    | 1.497  | 1.214 |
| 1906 . . . | 1.074    | 1.203  | 926   |
| 1920 . . . | 1.097    | 984    | 718   |
| 1936 . . . | 545      | 638    | 322   |

Taux (pour 1.000 naissances)

|             | CALVADOS | MANCHE | ORNE | FRANCE |
|-------------|----------|--------|------|--------|
| 1858. . . . | 160      | 138    | 148  | 179    |
| 1881. . . . | 138      | 129    | 160  | 167    |
| 1906. . . . | 126      | 114    | 159  | 137    |
| 1920. . . . | 111      | 92     | 117  | 95     |
| 1936. . . . | 71       | 68     | 67   | 67     |

Ces chiffres semblent indiquer qu'au XIX<sup>e</sup> siècle le taux de mortalité infantile était au-dessous de la moyenne française, et qu'il a diminué sans interruption, vraisemblablement à cause des progrès de l'hygiène. La période 1900-1936, que nous avons signalée comme une ère de diminution de la mortalité, est marquée en Basse-Normandie par une baisse de mortalité infantile moins rapide que dans l'ensemble de la France ; de sorte qu'aujourd'hui, il existe dans la région une mortalité trop élevée. Ces conclusions semblent indiquer qu'une mortalité infantile très élevée ne fut pas un facteur de l'augmentation du nombre de décès au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ; et que cette augmentation sévit plutôt aux dépens de la population plus âgée.

Aussi est-il difficile de résister à la conclusion que la mortalité frappa plus sévèrement les adultes. Il y a plusieurs faits qui soutiennent cette hypothèse<sup>1</sup>, mais le fait le plus important semble être la proportion croissante des groupes d'âge élevé dans la population bas-normande<sup>2</sup>. En même temps que les vieillards devenaient plus nombreux, le taux de mortalité augmentait.

1. Il ne faut pas négliger l'influence des habitudes de vivre sur la mortalité. On discutera plus tard l'importance de ces facteurs.

2. Voir les pyramides d'âge, p. 67, pour l'illustration de ce mouvement.

Il faut maintenant examiner les rapports entre la natalité et la mortalité de la région bas-normande. Nous pouvons établir deux périodes : la première, de 1831 à environ 1900, caractérisée par une natalité en diminution et une mortalité en augmentation ;



FIG. 3 — Nombre absolu de naissances et de décès

la seconde, après 1900, avec une natalité en augmentation et une mortalité en diminution. Nous avons vu, d'ailleurs, que, pour la plus grande part de notre période, la natalité était trop faible et la mortalité trop élevée, par rapport à la moyenne française.

Les résultats de ces circonstances apparaissent sur le graphique.

Pendant plus d'une soixantaine d'années, la population bas-normande ne se remplaça pas, à cause de l'excédent de décès. Voici l'un des éléments indiscutables de la dépopulation du pays.

On se rappelle, d'ailleurs, que le taux de mortalité était sensiblement plus élevé parmi les populations urbaines, tandis que le taux de natalité était sans grande différence. Il en résulte que l'urbanisation devient un facteur dans le mouvement de dépopulation. Pendant toute notre période, la population urbaine ne s'est jamais remplacée ; et dans ces conditions, l'extension de l'urbanisation freine automatiquement l'augmentation de la population totale de la région.

#### POPULATION URBAINE (Taux pour 10.000)

|                | CALVADOS              |                  | MANCHE                |                  |
|----------------|-----------------------|------------------|-----------------------|------------------|
|                | Taux de<br>Naissances | Taux de<br>Décès | Taux de<br>Naissances | Taux de<br>Décès |
| 1858 . . . . . | 229                   | 269              | 307                   | 334              |
| 1876 . . . . . | 210                   | 285              | 220                   | 281              |
| 1891 . . . . . | 205                   | 281              | 168                   | 220              |
| 1906 . . . . . | 210                   | 259              | 224                   | 240              |
| 1921 . . . . . | 214                   | 248              | 205                   | 212              |
| 1933 . . . . . | 193                   | 226              | 186                   | 191              |

#### ORNE

|                | Taux de    |       |
|----------------|------------|-------|
|                | Naissances | Décès |
| 1858 . . . . . | 237        | 238   |
| 1876 . . . . . | 187        | 253   |
| 1891 . . . . . | 172        | 232   |
| 1906 . . . . . | 173        | 252   |
| 1921 . . . . . | 194        | 249   |
| 1933 . . . . . | 203        | 259   |

Donc, le mouvement « naturel » de la population bas-normande débuta par une petite augmentation pendant une vingtaine d'années à partir de 1831, puis il y eut une diminution sévère qui dura jusqu'à 1900 et fut suivie finalement par une nouvelle augmentation. Les villes, par leur mortalité plus élevée, ont largement contribué à cette situation ; et, selon les statistiques, il vaudrait mieux parler d'une crise de mortalité, plutôt que d'une « crise de natalité ».

### III. — Émigration

Le dernier graphique nous montre que, tandis que le mouvement « naturel » était un facteur de dépopulation de la Basse-Normandie, il n'était pas responsable pour la totalité des pertes de population. La disproportion entre la natalité et la mortalité n'atteignit pas l'amplitude nécessaire pour expliquer la disparition d'un quart de la population bas-normande, aussi faut-il chercher un second facteur dans l'émigration.

Il n'est pas facile de retracer exactement les migrations d'une population, et le plus souvent, il faudra se contenter d'observations indirectes. Les statistiques permettent de noter le niveau de la population à des époques différentes, et, avec les détails du mouvement naturel, on peut parvenir à quelques précisions sur l'émigration. La méthode du calcul d'un chiffre minimum d'émigration ou d'immigration, selon les circonstances, a été employée assez souvent dans les statistiques officielles et aussi dans plusieurs ouvrages sur la Normandie ; mais l'insuffisance de

cette méthode, et même les idées fausses qu'elle donne, empêchent son utilisation comme source sûre<sup>1</sup>. La différence entre la population actuelle et la population calculée par addition de l'excédent de naissances ou de décès, au chiffre de la population à une époque antérieure, nous donne un chiffre minimum, soit de l'émigration, soit de l'immigration, selon les circonstances. Il est impossible d'en tirer à la fois les deux indications d'émigration et d'immigration : aussi voyons-nous que par ce calcul on ne peut obtenir qu'un mouvement brut.

Il est quand même intéressant de suivre l'évolution de ces calculs pour la Basse-Normandie. Pour avoir le chiffre du mouvement, au total de variation du dénombrement on a ajouté ou soustrait, selon le cas, la totalité des excédents des naissances ou des décès pour chaque année étudiée.

1. On justifiera plus tard les critiques formulées ici.

MOUVEMENT BRUT DE LA POPULATION BAS-NORMANDE

|             | CALVADOS    |             |             |             | MANCHE      |             |             |             | ORNE        |             |             |             |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|             | Excédent d' |             | Excédent d' |             | Excédent d' |             | Excédent d' |             | Excédent d' |             | Excédent d' |             |
|             | Emigration  | Immigration | Emigration  | Immigration | Emigration  | Immigration | Emigration  | Immigration | Emigration  | Immigration | Emigration  | Immigration |
| 1831-36 . . | 5.071       | —           | —           | —           | 3.202       | —           | —           | —           | 3.948       | —           | —           | —           |
| 1836-41 . . | 5.294       | —           | —           | —           | 3.425       | —           | —           | —           | 5.073       | —           | —           | —           |
| 1841-46 . . | —           | 3.123       | —           | —           | 1.372       | —           | —           | —           | 4.075       | —           | —           | —           |
| 1846-51 . . | 1.608       | —           | —           | —           | 4.144       | —           | —           | —           | 4.104       | —           | —           | —           |
| 1851-56 . . | 4.991       | —           | —           | —           | 5.492       | —           | —           | —           | 8.471       | —           | —           | —           |
| 1856-61 . . | 6.312       | —           | —           | —           | 4.807       | —           | —           | —           | 3.711       | —           | —           | —           |
| 1861-66 . . | —           | 376         | —           | —           | 8.787       | —           | —           | —           | 4.410       | —           | —           | —           |
| 1866-72 . . | 569         | —           | —           | —           | 9.037       | —           | —           | —           | 2.483       | —           | —           | —           |
| 1872-76 . . | —           | 3.818       | —           | —           | 6.966       | —           | —           | —           | —           | 952         | —           | —           |
| 1876-81 . . | 4.918       | —           | —           | —           | 12.007      | —           | —           | —           | 9.587       | —           | —           | —           |
| 1881-86 . . | 2.438       | —           | —           | —           | 404         | —           | —           | —           | 1.911       | —           | —           | —           |
| 1886-91 . . | 11          | —           | —           | —           | 2.462       | —           | —           | —           | 1.948       | —           | —           | —           |
| 1891-96 . . | 1.575       | —           | —           | —           | 6.194       | —           | —           | —           | 1.366       | —           | —           | —           |
| 1896-01 . . | —           | 377         | —           | —           | 5.776       | —           | —           | —           | 1.984       | —           | —           | —           |
| 1901-06 . . | 3.117       | —           | —           | —           | 4.800       | —           | —           | —           | 2.494       | —           | —           | —           |
| 1906-11 . . | 650         | —           | —           | —           | 8.732       | —           | —           | —           | 453         | —           | —           | —           |
| 1911-26 . . | —           | 2.085       | —           | —           | —           | 158         | —           | —           | —           | 3.603       | —           | —           |
| 1926-31 . . | —           | 6.703       | —           | —           | 5.031       | —           | —           | —           | 4.099       | —           | —           | —           |
| 1931-36 . . | 2.441       | —           | —           | —           | 3.866       | —           | —           | —           | 5.684       | —           | —           | —           |

Selon cette table, la population du Calvados a diminué de 24.000 personnes, celle de la Manche de 96.000 et celle de l'Orne de 60.000.

Sauf pour les oscillations dans le Calvados, et un mouvement d'immigration un peu plus important vers 1872, le *xix<sup>e</sup>* siècle montre un courant ininterrompu d'émigration, développé surtout dans la Manche. Après la guerre de 1914, il y eut un excédent d'immigration, même dans la Manche, mais la période 1931-36 a montré un retour à l'ancienne tendance, et cette fois, c'est l'Orne qui se distingue par sa forte émigration. Si l'on cherchait à établir une preuve du bouleversement démographique, occasionné par une guerre, la table donnerait des indications suffisantes que les guerres de 1870 et 1914 provoquèrent un renversement des courants d'émigration dans la Basse-Normandie. C'est vraisemblablement le reflux des gens qui cherchaient une région éloignée du théâtre de guerre qui transforma, après 1871 et 1918, l'excédent normal d'émigration en un excédent d'immigration.

Une autre conclusion : selon les chiffres, aucun signe n'indique que le courant d'émigration touche à sa fin ; ainsi, n'aurions-nous pas encore vu le terme de la dépopulation bas-normande.

Quand on essaye de comparer ces chiffres de mouvement brut avec d'autres renseignements, leur pauvreté et leur insuffisance deviennent bien claires. Ils ne donnent qu'un excédent soit d'émigration, soit d'immigration ; en somme, un minimum d'information ; et nous avons par suite seulement une idée superficielle des courants de migration.

Une courte réflexion rendra clair qu'il a dû exister du moins un mouvement d'immigration de fonctionnaires, dont le nombre toujours croissant est une des

caractéristiques de l'histoire sociale du XIX<sup>e</sup> siècle.

Il existe heureusement d'autres statistiques qu'on peut utiliser pour corriger les chiffres déjà discutés.

| CALVADOS       |                     |                     |
|----------------|---------------------|---------------------|
| Population née |                     |                     |
|                | dans le département | hors du département |
| 1891. . . .    | 356.219             | 70.532              |
| 1901. . . .    | 318.573             | 83.237              |
| 1911. . . .    | 300.745             | 88.621              |
| 1921. . . .    | 271.238             | 96.398              |
| 1931. . . .    | 276.644             | 104.440             |

| MANCHE         |                     |                     |
|----------------|---------------------|---------------------|
| Population née |                     |                     |
|                | dans le département | hors du département |
| 1891. . . .    | 472.395             | 37.671              |
| 1901. . . .    | 437.248             | 45.653              |
| 1911. . . .    | 383.744             | 47.012              |
| 1921. . . .    | 370.482             | 48.043              |
| 1931. . . .    | 370.347             | 54.182              |

| ORNE           |                     |                     |
|----------------|---------------------|---------------------|
| Population née |                     |                     |
|                | dans le département | hors du département |
| 1891. . . .    | 298.047             | 55.052              |
| 1901. . . .    | 258.721             | 59.770              |
| 1911. . . .    | 215.015             | 61.905              |
| 1921. . . .    | 201.805             | 67.147              |
| 1931. . . .    | 192.615             | 72.774              |

Il est évident que l'émigration en Basse-Normandie avait atteint, même avant 1900, une ampleur insoupçonnée<sup>1</sup>, et il existe des statistiques qui fournissent une preuve additionnelle.

1. L'auteur d'une thèse sur la Basse-Normandie base sur les chiffres de mouvement brut ses observations sur l'émigration de sa région et, par suite, sous-estime gravement l'importance du mouvement.

PROPORTION POUR 1.000 DES FRANÇAIS NÉS  
HORS DU DÉPARTEMENT OU ILS ONT ÉTÉ RECENSÉS

|              | 1861 | 1872 | 1881 | 1891 | 1901 | 1911 | 1921 | 1931 |
|--------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Calvados . . | 95   | 132  | 140  | 165  | 209  | 227  | 261  | 275  |
| Manche. . .  | 30   | 97   | 57   | 73   | 97   | 109  | 114  | 127  |
| Orne. . . .  | 65   | 98   | 123  | 156  | 189  | 223  | 249  | 274  |

Aux totaux constatés par les chiffres d'excédent d'émigration, qui s'élèvent à 24.000, 96.000 et 60.000 respectivement, il faut donc ajouter les totaux de population née hors du département, qui en 1931 furent de l'ordre de 104.000, 54.000 et 73.000 : nous avons ainsi les chiffres de 128.000, 150.000 et 123.000, qui représentent les totaux actuels de l'émigration des trois départements bas-normands. En même temps la différence curieuse constatée entre le Calvados et la Manche par les chiffres bruts — émigration de 24.000 et de 96.000 — disparaît, et on arrive à des totaux qui sont à la fois plus exacts et plus en rapport par leur proportion relative avec les caractéristiques des deux départements. Telle est la grandeur des courants d'émigration en Basse-Normandie, grandeur inaperçue jusqu'à ce qu'on eût signalé l'existence des mouvements d'immigration, qui en quelque sorte masquaient l'étendue de l'émigration.

On ne peut pas trouver de renseignements directs sur le nombre des Bas-Normands qui demeurent hors des départements où ils sont nés, car les statistiques de ce genre n'existent pas. Il faut avoir recours à des méthodes indirectes ; et ici, heureusement, on peut trouver dans des sources littéraires des indications sur le caractère de l'émigration bas-normande. Cette émigration était de deux sortes : temporaire et permanente.

Vers le milieu du xix<sup>e</sup> siècle, l'émigration temporaire avait une grande importance. Les Bocains, avec leur « balle » d'objets manufacturés divers, parcouraient la France<sup>1</sup>, et trouvaient en été un débouché pour les objets fabriqués chez eux pendant l'hiver<sup>2</sup>. Nous avons déjà parlé des moyens qu'adoptaient les Bocains pour vaincre un milieu assez hostile ; mais, on aurait tort de supposer que l'émigration se limitait aux habitants des régions pauvres. Des régions où il n'existait ni la même nécessité de trouver un supplément à la culture pour vivre, ni les mêmes opportunités pour les métiers ruraux, avaient leurs populations flottantes.

Des moissonneurs se louaient aux fermiers de Brie et surtout de Beauce ; il y avait une véritable migration de familles entières aux Iles de la Manche pour la récolte des pommes de terre, à laquelle toute la famille, père, mère et enfants, pouvait aider ; et les taupiers bas-normands poursuivaient leur métier bien au delà des limites de la province. Mais, à mesure que la Basse-Normandie a pu élargir les débouchés pour les genres de production qui lui conviennent le mieux, ces courants d'émigration temporaire se sont ralentis ; et de nos jours, nous assistons à la disparition de la majeure part de ces migrations.

Ce courant de migration temporaire n'est pas à proprement parler une émigration ; mais, il avait un effet fort important sur la démographie de la Basse-Normandie. La population mouvante, qui suivait

1. [50] VIDAR DE LA BLACHE, p. 326.

2. [89] MUSSET : *Le Bas-Maine*, p. 450. — Aussi : *Mémoire de l'Intendant d'Alençon*, CXVIII. Bibl. Nat. Mss. Fonds français 4286, p. 101. « Du côté d'Alençon, les habitants sont plus actifs et pour le commerce, de même que ceux qui habitent devers Domfront et Falaise. »

une route bien établie, trouvait une partie de ses moyens d'existence hors de sa propre région, qui par suite supportait une population au-dessus de sa capacité économique. Il y avait ainsi une espèce de surpeuplement dû à des causes particulières et en quelque sorte artificielles, car le milieu était vraiment incapable de faire vivre la population qui se trouvait là. Quand il ne fut plus possible d'exercer l'occupation supplémentaire hors de la région, les migrants furent forcés de quitter la Basse-Normandie, et le courant d'émigration temporaire se transforma en émigration permanente. Les migrants temporaires formaient un groupe de population qui tirait une partie de ses ressources d'une autre région : aussi peut-on dire que la même proportion des migrants aurait dû appartenir à cette autre région.

Il est beaucoup plus difficile d'obtenir des précisions sur l'émigration permanente. Une statistique dressée pour la première fois en 1891, et qui ne fut jamais répétée, nous donne un très précieux renseignement, mais pour le reste, l'absence d'information exacte est totale. Une seule statistique, sans aucune indication supplémentaire, n'offre qu'une faible base de discussion, et nous pourrions seulement esquisser les tendances les plus générales de ce mouvement.

DÉPARTEMENTS AVEC PLUS DE 1.000 HABITANTS EN 1891  
ORIGINAIRES DES DÉPARTEMENTS BAS-NORMANDS

| DÉPARTEMENT<br>D'ORIGINE | CALVADOS | EURE  | EURE-ET-LOIR |
|--------------------------|----------|-------|--------------|
| Calvados . . . . .       | —        | 7.032 | —            |
| Manche . . . . .         | 22.291   | 1.907 | —            |
| Orne . . . . .           | 15.509   | 7.387 | 6.670        |

| DÉPARTEMENT<br>D'ORIGINE | FINISTÈRE | ILLE-ET-<br>VILAINE | MANCHE |
|--------------------------|-----------|---------------------|--------|
| —                        | —         | —                   | —      |
| Calvados . . . . .       | —         | —                   | 8.077  |
| Manche. . . . .          | 2.605     | 5.519               | —      |
| Orne. . . . .            | —         | —                   | 2.418  |

| DÉPARTEMENT<br>D'ORIGINE | MAYENNE | ORNE  | SARTHE |
|--------------------------|---------|-------|--------|
| —                        | —       | —     | —      |
| Calvados . . . . .       | —       | 7.069 | —      |
| Manche. . . . .          | 1.226   | 3.830 | —      |
| Orne. . . . .            | 4.332   | —     | 7.343  |

| DÉPARTEMENT<br>D'ORIGINE | SEINE  | SEINE-<br>INFÉRIEURE | SEINE-ET-<br>MARNE |
|--------------------------|--------|----------------------|--------------------|
| —                        | —      | —                    | —                  |
| Calvados . . . . .       | 20.185 | —                    | 8.339              |
| Manche. . . . .          | 25.289 | —                    | 7.471              |
| Orne. . . . .            | 30.399 | 3.661                | —                  |

| DÉPARTEMENT<br>D'ORIGINE | SEINE-ET-OISE |
|--------------------------|---------------|
| —                        | —             |
| Calvados . . . . .       | 3.235         |
| Manche. . . . .          | 2.867         |
| Orne . . . . .           | 4.717         |

Il est évident qu'il y avait une forte circulation de gens dans les limites de la région bas-normande ; et ce n'est pas tout émigrant qui se presse vers les bords de la Seine. De plus, les régions voisines ont une grande attraction, car la Bretagne et le Maine ont tous deux reçu un bon contingent d'immigrants. Paris est l'autre pôle d'attraction, les trois départements de la Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise ayant reçu la moitié des émigrants bas-normands. Il semble aussi que le Calvados a exercé une grande attraction, car il a reçu un nombre très élevé d'immigrants sans

échanger un nombre égal avec les départements voisins.

Il faut se garder de penser que tous ces émigrants avaient abandonné l'agriculture chez eux pour l'industrie dans une autre région ; on se rappellera que ce courant existe à l'intérieur de la Basse-Normandie ; que la Bretagne et le Maine ne sont guère des pays industrialisés ; et de plus, que la culture maraîchère est fort importante en Seine-et-Marne et Seine-et-Oise. Étant donnée l'ancienneté de la statistique et le manque d'autres indications, il faut donc se contenter de trois conclusions : 1<sup>o</sup> qu'il y a eu des échanges importants de population entre les trois départements eux-mêmes ; 2<sup>o</sup> que les régions voisines de Basse-Normandie ont reçu beaucoup d'immigrants, et 3<sup>o</sup> que Paris a attiré environ la moitié des émigrants.

#### IV. — Immigration

##### *a) des Français :*

La Basse-Normandie est toujours signalée comme une région d'émigration ; mais il est maintenant clair qu'il existe aussi un mouvement important d'immigration. Cette immigration se divise en deux parties : immigration de Français et immigration d'étrangers, et nous en commencerons l'étude avec le mouvement des Français.

La statistique de « Population née hors du département <sup>1</sup> » montre d'abord qu'il y a eu une augmentation ininterrompue d'immigration depuis le commencement de la statistique en 1861 ; et, en second lieu, qu'il y eut trois vagues d'immigrants, la première vers 1872, la deuxième vers 1900, et la dernière vers 1921. On

verra que la première et la dernière de ces époques coïncident avec les périodes de réajustement au lendemain des guerres de 1870 et de 1914. Il existe un complément à la statistique déjà citée, qui nous permet d'avoir une idée de la constitution de la population bas-normande en 1891.

RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR DÉPARTEMENT D'ORIGINE  
(Départements avec plus de 100 originaires seulement)

|                    | <div>AISNE</div> <div>—</div>                    | <div>ARDENNES</div> <div>—</div>           | <div>CALVADOS</div> <div>—</div>             |
|--------------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------------------|
| Calvados . . . . . | 171                                              | 119                                        | —                                            |
| Manche . . . . .   | 301                                              | 169                                        | 8.077                                        |
| Orne . . . . .     | —                                                | 102                                        | 7.069                                        |
|                    | <div>CANTAL</div> <div>—</div>                   | <div>CHER</div> <div>—</div>               | <div>COTE-D'OR</div> <div>—</div>            |
| Calvados . . . . . | 132                                              | —                                          | 208                                          |
| Manche . . . . .   | —                                                | —                                          | 131                                          |
| Orne . . . . .     | —                                                | 143                                        | 138                                          |
|                    | <div>CHARENTE-<br/>INFÉRIEURE</div> <div>—</div> | <div>COTES-DU-<br/>NORD</div> <div>—</div> | <div>CREUSE</div> <div>—</div>               |
| Calvados . . . . . | —                                                | 1.799                                      | —                                            |
| Manche . . . . .   | 213                                              | 2.773                                      | 118                                          |
| Orne . . . . .     | —                                                | 1.116                                      | —                                            |
|                    | <div>DOUBS</div> <div>—</div>                    | <div>EURE</div> <div>—</div>               | <div>EURE-ET-<br/>LOIR</div> <div>—</div>    |
| Calvados . . . . . | 111                                              | 6.959                                      | 428                                          |
| Manche . . . . .   | —                                                | 516                                        | 218                                          |
| Orne . . . . .     | —                                                | 3.074                                      | 3.380                                        |
|                    | <div>FINISTÈRE</div> <div>—</div>                | <div>GIRONDE</div> <div>—</div>            | <div>ILLE-ET-<br/>VILAINE</div> <div>—</div> |
| Calvados . . . . . | 846                                              | —                                          | 1.426                                        |
| Manche . . . . .   | 1.263                                            | 112                                        | 4.918                                        |
| Orne . . . . .     | 547                                              | —                                          | 1.051                                        |

|                    | INDRE-ET-<br>LOIRE<br>—     | LOIR-ET-<br>CHER<br>—  | HAUTE-<br>LOIRE<br>—    |
|--------------------|-----------------------------|------------------------|-------------------------|
| Calvados . . . . . | —                           | 133                    | 170                     |
| Manche . . . . .   | 118                         | —                      | —                       |
| Orne . . . . .     | 155                         | 186                    | —                       |
|                    | LOIRE-<br>INFÉRIEURE<br>—   | LOIRET<br>—            | MAINE-ET-<br>LOIRE<br>— |
| Calvados . . . . . | 386                         | 140                    | 311                     |
| Manche . . . . .   | 579                         | 130                    | 285                     |
| Orne . . . . .     | 261                         | 163                    | 285                     |
|                    | MANCHE<br>—                 | MARNE<br>—             | MAYENNE<br>—            |
| Calvados . . . . . | 22.291                      | 130                    | 3.414                   |
| Manche . . . . .   | —                           | 202                    | 1.765                   |
| Orne . . . . .     | 3.830                       | 106                    | 10.355                  |
|                    | MEURTHE-ET-<br>MOSELLE<br>— | MEUSE<br>—             | MORBIHAN<br>—           |
| Calvados . . . . . | 231                         | 110                    | 751                     |
| Manche . . . . .   | 424                         | 144                    | 1.090                   |
| Orne . . . . .     | 241                         | —                      | 636                     |
|                    | NIÈVRE<br>—                 | NORD<br>—              | OISE<br>—               |
| Calvados . . . . . | 107                         | 528                    | 228                     |
| Manche . . . . .   | —                           | 954                    | 829                     |
| Orne . . . . .     | 122                         | 296                    | 174                     |
|                    | ORNE<br>—                   | PAS-DE-<br>CALAIS<br>— | PUY-DE-<br>DOME<br>—    |
| Calvados . . . . . | 15.509                      | 219                    | 176                     |
| Manche . . . . .   | 229                         | 688                    | 422                     |
| Orne . . . . .     | —                           | 207                    | 150                     |

|                    | HAUT-<br>RHIN        | RHONE              | HAUTE-<br>SAONE   |
|--------------------|----------------------|--------------------|-------------------|
| Calvados . . . . . | —                    | 125                | 133               |
| Manche . . . . .   | 243                  | 341                | 1.077             |
| Orne . . . . .     | —                    | —                  | 118               |
|                    | SAONE-ET-<br>LOIRE   | SARTHE             | SEINE             |
| Calvados . . . . . | 110                  | 1.371              | 3.081             |
| Manche . . . . .   | 122                  | 452                | 3.639             |
| Orne . . . . .     | 192                  | 8.985              | 6.743             |
|                    | SEINE-<br>INFÉRIEURE | SEINE-ET-<br>MARNE | SEINE-ET-<br>OISE |
| Calvados . . . . . | 4.477                | 280                | 588               |
| Manche . . . . .   | 1.384                | 236                | 428               |
| Orne . . . . .     | 1.088                | 212                | 712               |
|                    | SOMME                | VAR                |                   |
| Calvados .         | 313                  | —                  |                   |
| Manche. .          | 360                  | 128                |                   |
| Orne. . .          | 177                  | —                  |                   |

Nous voyons d'abord que la région parisienne n'envoie pas la moitié des immigrants. Le nombre de Parisiens, bien qu'important, est beaucoup plus restreint, et comprend, croyons-le, une bonne partie des fonctionnaires employés par l'État. C'est plutôt les régions voisines qui fournissent la plupart des immigrants en Basse-Normandie. La proximité joue un rôle très important, car dans le Calvados, c'est l'Eure, la Manche et la Seine-Inférieure ; dans la Manche, c'est le Calvados, l'Ille-et-Vilaine, la Mayenne et les Côtes-du-Nord ; et dans l'Orne, c'est le Calvados, l'Eure, l'Eure-et-Loir, la Manche, la Mayenne et la

Sarthe qui ont contribué le plus largement au peuplement de chaque département. En l'absence de renseignements, il est impossible de commenter le caractère économique de cette invasion, ou d'en tirer des conclusions : il faudrait avoir les résultats d'une autre enquête plus récente pour continuer ces investigations.

On ne doit pas ignorer un fait qui, bien que sans grande importance, est néanmoins très intéressant. Nous avons déjà vu que la guerre de 1870 entraîna un accroissement du volume de l'immigration en Basse-Normandie. La statistique confirme cette théorie ; car parmi les départements qui avaient fourni plus de 100 personnes à la région, nous trouvons l'Aisne, les Ardennes, la Côte-d'Or, la Marne, la Meurthe-et-Moselle, la Meuse, le Nord et la Haute-Saône. Ce flot venant de l'est est donc visible vingt ans après 1870, et nous pouvons soupçonner qu'une pareille statistique dressée aujourd'hui montrerait la même situation comme suite des événements de 1914-1918. Aussi, nous pouvons croire avoir l'explication des poussées d'immigration de 1872 et de 1921.

Un autre fait, peu important mais encore intéressant, est l'immigration en Basse-Normandie provenant des départements du Massif Central, du Cantal, de la Creuse et du Puy-de-Dôme.

#### b) *Immigration des étrangers :*

L'immigration des étrangers est plutôt un phénomène du <sup>xx</sup>e siècle.

POPULATION ÉTRANGÈRE

1851

|                  | Nombre | Nombre pour<br>1.000 habitants |
|------------------|--------|--------------------------------|
| Calvados . . . . | 1.146  | 23                             |
| Manche. . . . .  | 785    | 13                             |
| Orne . . . . .   | 332    | 7                              |

1911

|                  | Nombre | Nõmbre pour<br>1.000 habitants |
|------------------|--------|--------------------------------|
| Calvados . . . . | 1.126  | 28                             |
| Manche. . . . .  | 611    | 13                             |
| Orne . . . . .   | 717    | 23                             |

1926

|                  | Nombre | Nombre pour<br>1.000 habitants |
|------------------|--------|--------------------------------|
| Calvados . . . . | 10.741 | 275                            |
| Manche. . . . .  | 3.087  | 71                             |
| Orne . . . . .   | 4.162  | 149                            |

1931

|                  | Nombre | Nombre pour<br>1.000 habitants |
|------------------|--------|--------------------------------|
| Calvados . . . . | 15.245 | 380                            |
| Manche. . . . .  | 3.958  | 91                             |
| Orne . . . . .   | 4.264  | 156                            |

Les *Résultats Statistiques* antérieurs à 1921 ne donnent aucune information sur l'occupation des

étrangers ; aussi faut-il baser nos conclusions sur les statistiques d'après-guerre.

1926

|           | FORÊTS ET<br>AGRICULTURE | INDUSTRIES<br>EXTRACTIVES | INDUSTRIES DE<br>TRANSFORMATION |
|-----------|--------------------------|---------------------------|---------------------------------|
| Calvados. | 1.761                    | 747                       | 3.252                           |
| Manche .  | 402                      | 99                        | 1.026                           |
| Orne . .  | 1.177                    | 325                       | 1.020                           |

|           | MANUTENTION<br>ET TRANSPORT | COMMERCE<br>ET BANQUE | PROFESSIONS<br>LIBÉRALES |
|-----------|-----------------------------|-----------------------|--------------------------|
| Calvados. | 128                         | 204                   | 126                      |
| Manche .  | 86                          | 204                   | 102                      |
| Orne . .  | 22                          | 102                   | 74                       |

1931

|           | FORÊTS ET<br>AGRICULTURE | INDUSTRIES<br>EXTRACTIVES | INDUSTRIES DE<br>TRANFORMATION |
|-----------|--------------------------|---------------------------|--------------------------------|
| Calvados. | 1.700                    | 827                       | 4.401                          |
| Manche .  | 305                      | 359                       | 1.315                          |
| Orne . .  | 1.099                    | 411                       | 900                            |

|           | MANUTENTION<br>ET TRANSPORT | COMMERCE<br>ET BANQUE | PROFESSIONS<br>LIBÉRALES |
|-----------|-----------------------------|-----------------------|--------------------------|
| Calvados. | 145                         | 435                   | 139                      |
| Manche .  | 97                          | 195                   | 123                      |
| Orne . .  | 28                          | 98                    | 77                       |

1926

|            | DOMESTIQUES | SERVICES<br>PUBLICS | % DE LA<br>POPULATION ACTIVE |
|------------|-------------|---------------------|------------------------------|
| Calvados . | 191         | 90                  | 3,0                          |
| Manche .   | 49          | 225                 | 0,9                          |
| Orne . .   | 64          | 3                   | 1,6                          |

1931

|            |     |     |     |
|------------|-----|-----|-----|
| Calvados . | 207 | 94  | 4,2 |
| Manche .   | 53  | 214 | 1,2 |
| Orne . .   | 71  | 5   | 1,4 |

Les conclusions qu'on peut tirer de ces chiffres sont très utiles. Nous voyons que pour la région bas-normande entière, la plupart des étrangers sont occupés dans les industries de transformation, mais qu'après l'industrie, c'est l'agriculture qui a la plus grande importance. Dans l'Orne, il y a même autant de cultivateurs que d'ouvriers de ces industries. Troisième par ordre d'importance, est l'industrie extractive, suivie par le commerce, et après on ne peut guère différencier entre l'importance des autres occupations.

Il n'est pas difficile de trouver les raisons de cette répartition. Les mines de fer de Basse-Normandie ont peu d'attraction pour les Français, et être ouvrier d'usine ne demande pas de capital : aussi existe-t-il des groupes de Polonais à Potigny ou à May-sur-Orne et des populations industrielles étrangères à Colombelles et à la Cité du Plateau de Caen <sup>1</sup>. L'importance

1. Il faut noter que les populations étrangères ne se disséminent pas à travers le pays, mais tendent à se réunir en groupes compacts. La commune de Potigny, qui est presque plus polonaise que française, est un excellent exemple de cette tendance. Les chiffres suivants indiquent la nationalité des élèves de l'école communale de garçons.

Français : 122 ; Polonais : 223 ; Tchécoslovaques : 22 ; Yougo-

relativement faible de l'industrie bas-normande explique la position un peu inattendue de l'agriculture ; et l'existence des ports de Caen et Cherbourg est vraisemblablement une des raisons d'être de la population étrangère commerçante. Finalement, nous voyons que le Calvados a reçu la plupart des immigrants étrangers, et qu'après la guerre de 1914-18, sa supériorité à cet égard s'est accrue.

# RÉPARTITION PAR NATIONALITÉ

1851

|              | Allemands | Anglais  | Belges   |
|--------------|-----------|----------|----------|
| Calvados . . | 44        | 555      | 101      |
| Manche. . .  | 36        | 459      | 59       |
| Orne. . . .  | 47        | 59       | 48       |
|              | Espagnols | Italiens | Polonais |
| Calvados . . | 53        | 50       | 63       |
| Manche. . .  | 60        | 49       | 29       |
| Orne. . . .  | 49        | 17       | 37       |
|              | Russes    | Suisses  | Total    |
| Calvados . . | —         | 111      |          |
| Manche. . .  | —         | 60       | 758      |
| Orne. . . .  | —         | 25       | 332      |

1926

|              | Allemands | Anglais | Belges |
|--------------|-----------|---------|--------|
| Calvados . . | 36        | 291     | 2.451  |
| Manche. . .  | 19        | 232     | 625    |
| Orne. . . .  | 11        | 134     | 1.298  |

slaves : 9 ; Espagnols : 11 ; Belges : 1 ; Hongrois : 1 ; Italiens : 1 ; Marocains : 1 ; Russes : 1 ; total : 384. Population de la commune : Français : 1.080 ; Étrangers : 2.420.

|              | Espagnols | Italiens | Polonais |
|--------------|-----------|----------|----------|
| Calvados . . | 945       | 1.906    | 2.109    |
| Manche. . .  | 264       | 588      | 431      |
| Orne. . . .  | 560       | 740      | 483      |
|              | Russes    | Suisses  | Total    |
| Calvados . . | 708       | 376      | 10.741   |
| Manche. . .  | 294       | 117      | 3.087    |
| Orne. . . .  | 194       | 130      | 4.162    |

En l'absence d'une confirmation plus détaillée sur les occupations par nationalité, nous pouvons donner seulement quelques impressions obtenues par hasard. Les Anglais semblent s'occuper du commerce, car il existe entre la Basse-Normandie et l'Angleterre des échanges de charbon contre des primeurs et du minerai de fer. Les Belges tendent à fournir une main-d'œuvre à bon marché dans l'agriculture du pays, tandis que les Polonais travaillent dans les mines. Hors de ces spécialités, la main-d'œuvre industrielle se recrute sur une base plus large, sans grande distinction de nationalité.

Pour terminer cet exposé du mécanisme des mouvements de la population, il convient de résumer les faits principaux de nos quatre facteurs démographiques.

Pendant le xix<sup>e</sup> siècle, le taux de natalité bas-normand, déjà sensiblement inférieur à la moyenne française, baissa continuellement, mais moins rapidement que dans le reste du pays. Vers la fin du siècle, une nouvelle tendance à l'augmentation se produisit, et depuis 1900, on peut signaler un taux bas-normand non seulement en hausse, mais même supérieur à la moyenne. Cependant, le début d'un fléchissement de natalité devient visible après 1931. Toute tentative de comparaison des taux de natalité urbain et rural

demeure non concluante, car chaque département montre un résultat différent.

Le taux de mortalité a montré une évolution curieuse. Malgré les découvertes scientifiques et les progrès de ce qu'on appelle la civilisation, ce qui entraîna une diminution des décès dans la France entière, la mortalité bas-normande augmenta au cours du XIX<sup>e</sup> siècle pour ne baisser qu'au début du XX<sup>e</sup>, de sorte que le taux de mortalité, inférieur à la moyenne française en 1831, fut très au-dessus de la moyenne en 1900 et trop élevé même en 1931.

Cette fois, on peut signaler une distinction entre les populations urbaines et rurales. Il apparaît que les citadins ont un taux de mortalité nettement plus élevé, et à un tel degré que le remplacement naturel des habitants des villes n'est plus possible. De là, la nécessité d'un mouvement continu des campagnes vers les villes, même pour maintenir stationnaire la population de celles-ci. De plus, chaque augmentation des villes bas-normandes doit avoir lieu aux dépens des campagnes, ou bien par une immigration provenant d'autres régions.

Dire que l'étendue de l'émigration en Basse-Normandie était insoupçonnée ou insuffisamment connue est la meilleure façon de la décrire. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, un très important courant d'émigration existe, et, entre 1861 et 1936, il a enlevé à la Basse-Normandie au moins 300.000 personnes<sup>1</sup>. L'émigration semble avoir procédé par étapes assez régulières, avec peut-être un maximum vers 1900. Il est important d'observer que ce mouvement ne montre aucun signe

1. Environ 400.000 personnes ont quitté leur département natal, mais il faut tenir compte des déplacements à l'intérieur de la province.

de décroissance, car dans la période 1931-1936, il y eut un excédent d'émigration de 11.961 personnes. Les émigrants semblent avoir changé de domicile dans la Basse-Normandie, ou pour la plupart s'être dirigés, soit vers les régions voisines, soit vers la région parisienne.

L'ampleur inattendue de l'émigration fait la preuve d'une immigration également inattendue. Entre 1861 et 1931 environ, au moins 130.000 immigrants français sont arrivés dans les trois départements bas-normands, la plupart de régions voisines, mais bon nombre aussi des régions de l'est : triste révélation de l'histoire contemporaine de la France, de la région parisienne et du Massif Central.

Peu à peu est apparue une population étrangère plus nombreuse. On aurait tort de supposer que cette population s'occupe exclusivement de l'industrie et du commerce, puisque, dans l'Orne du moins, le plus grand groupe d'étrangers se trouve, en 1926, parmi les cultivateurs.

Notre exposé démographique s'est occupé de deux mouvements : l'un, dit naturel, qui résulte d'une balance entre la vie et la mort ; et l'autre, dépendant surtout de l'activité humaine. L'homme peut contrôler ses déplacements sur la terre, et, plus indirectement, sa vie, et ainsi sa façon de mourir, et même les circonstances d'une naissance : aussi faut-il reconnaître que, bien que les liens entre les deux mouvements soient à la fois nombreux et difficiles à saisir, il existe un facteur commun de volonté humaine.

Pour avoir un coup d'œil sur les effets du jeu des deux mouvements, nous avons dressé quatre « pyra-

mides d'âge » pour deux<sup>1</sup> départements et pour la France. Ce tableau rend visibles (fig. 4) les changements démographiques relatifs et absolus, et les résultats de l'interaction de la natalité, de la mortalité, de l'émigration et de l'immigration.

1. Le manque de chiffres de 1851 pour la Manche est vivement à regretter.

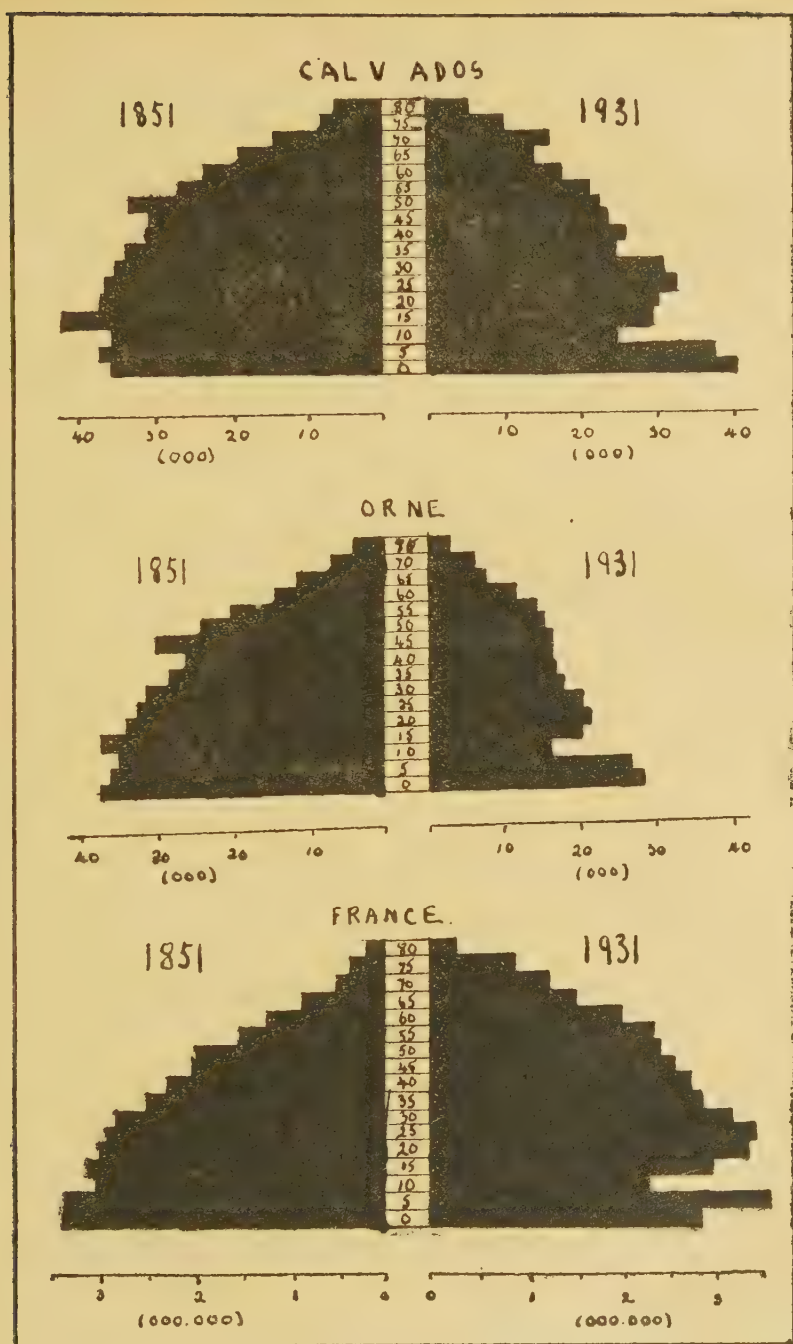


FIG. 4. — Groupes d'âge en 1851 et en 1931

## CHAPITRE III

---

### LES VILLES

---

#### I. — Développement

Dans son ouvrage sur les villes du Moyen Age en Flandre, Pirenne retrace les étapes de la formation des villes. Ses conclusions sont très applicables aux villes de Basse-Normandie, car dans cette région la presque totalité des centres urbains datent du Moyen Age ; et il n'existe point de « villes-champignons » comme dans des régions très industrialisées. Dans la Flandre, la situation n'était pas compliquée par la présence d'un système de villes romaines déjà existantes : des colons francs et, plus tard, des colons scandinaves vinrent s'établir dans une région presque inhabitée, et les villes qui se développèrent après ne doivent rien à des influences externes. Dans la Basse-Normandie la même situation se répète, les seuls vestiges de l'occupation romaine sont quelques noms tels que Coutances ou Caen ; les cités qui les portent sont des créations d'une époque moins éloignée <sup>1</sup>.

On pourrait multiplier les points de ressemblance

1. [102] RAYMOND et DANGER, p. 5.

entre les régions flamande et bas-normande : mais il suffit de signaler la similarité du milieu géographique et l'identité de situation entre les royaumes de France et d'Angleterre, ce qui exerça une grande influence sur l'histoire des deux provinces. Avec cette identité du milieu social, on peut avec quelque raison appliquer les théories élaborées pour la Flandre à la Basse-Normandie.

En Basse-Normandie, il fallait d'abord coloniser complètement un pays assez boisé, sauvage en quelques coins, et marécageux le long des côtes. Les monastères firent la plus grande part de ce travail, et l'église devint le centre naturel de chaque nouvelle colonie. A cette époque, le commerce était presque inconnu<sup>1</sup>, et les petits groupements humains menaient leur propre vie sans grands contacts avec l'extérieur.

Le développement des agglomérations humaines entraîna la nécessité d'avoir une certaine organisation administrative, et aussi une organisation défensive. Le milieu géographique détermina pour la plupart les situations de ces centres de défense et d'administration : aussi trouvons-nous une sorte de processus de différenciation qui créa des groupements avec un noyau militaire et administratif, et d'autres avec un noyau ecclésiastique. Le noyau des centres défensifs fut le château ; le noyau des autres fut, bien entendu, l'église ou le monastère.

C'est à l'époque suivante qu'on assiste au développement d'un commerce extérieur. La sécurité offerte par un château, et même par un monastère, attira les marchands ambulants qui, d'abord simples colporteurs, devinrent de plus en plus importants et riches.

1. [45] PIRENNE, p. 27.

Les seigneurs laïques et ecclésiastiques favorisèrent ces marchands dont ils pouvaient tirer des bénéfices utiles, moyennant leur protection ; et la circulation de ces gens augmentait la richesse des lieux par où ils passaient. Après quelque temps, il arriva, dans certains cas, que le quartier où résidaient les marchands devint plus important que le noyau originel où résidait le seigneur. Alors, les marchands ne furent plus satisfaits par une protection capricieuse, et ils demandèrent des droits bien établis et reconnus, et même le contrôle de leur quartier ou « bourg », qu'on peut maintenant qualifier de ville. Une lutte s'engagea entre ces marchands, ou « bourgeois », et le seigneur ; et dans ces villes où le commerce était important, les bourgeois l'emportèrent presque toujours, grâce à leur solidarité et à leur opulence <sup>1</sup>.

Avec la victoire des marchands, la ville se transforma de plus en plus en centre commercial, et centralisa la vie économique de sa région. Quelques villes exceptionnelles purent croître au delà de la situation de centre régional, grâce à un facteur particulier qui les favorisa, tel que, par exemple, une situation géographique sur des routes importantes, l'abondance d'une matière première, ou bien un site exceptionnel.

Il y a donc un cycle très net d'évolution des villes. On peut distinguer deux ou trois étapes de formation ; d'abord le noyau militaire ou ecclésiastique, avec sa ville étroitement en rapport avec lui, et dépendant plutôt de lui que de la région dans laquelle elle est située. Par degrés insensibles, ce type de ville se

1. Les rois du Moyen Age étaient contents de compter des bourgeois parmi leurs amis. Les civilités d'Edouard III d'Angleterre aux bourgeois de Gand et l'histoire de Richard Whittington, qui finança les guerres d'Henri V, sont très significatives.

transforme en centre régional. Une position géographique alliée à quelque prestige dérivé du château ou du monastère favorise le développement d'un courant d'échanges plus ou moins grand. Quand le courant d'échanges parvient à dépasser les limites immédiates de la petite région qui entoure la ville, nous avons une troisième espèce de ville, avec des relations continentales, et une importance plus que régionale.

Cette classification s'applique très bien à la Basse-Normandie. De nos temps, le premier type de ville, celui d'un château et son entourage humain, n'existe plus ; mais il y en a beaucoup du deuxième type : des petits centres régionaux groupés autour d'un bâtiment défensif ou ecclésiastique. La nécessité de protéger la Basse-Normandie des incursions du sud suscita la création d'une ligne de places fortes, qui commençait avec Laigle et continuait par Bellême, Alençon, Carrouges, La Ferté-Macé, Domfront, Mortain, Tinchebrai, Saint-James et Avranches, au Mont Saint-Michel, sentinelle avancée dans la mer<sup>1</sup>. Il faut ajouter à cette liste Falaise, qui gardait la frontière méridionale de la plaine de Caen ; Caen, qui contrôlait les routes du nord au sud par la vallée de l'Orne, et les routes vers l'est et l'ouest ; et quelques villes côtières comme Granville et Cherbourg, qui résistaient aux incursions anglaises.

Il existe aussi quelques villes ecclésiastiques, notamment Bayeux, Coutances et Sées, dont l'importance dérive purement d'une église ou d'une cathédrale. Donc, toutes ces villes ont leur origine dans un ancien bâtiment construit au Moyen Age, et il est rare d'en trouver autrement. Avec la diminution d'importance

1. Voir [31] Dictionnaire JOANNE, p. 3098, col.

du noyau, qu'entraîna la disparition des systèmes féodal et monastique, la ville devint de plus en plus un centre économique. Dans quelques cas, ce développement continua jusqu'au point de créer des relations internationales. Nous avons deux exemples d'une telle croissance : Caen et Cherbourg, qui se distinguent du reste des centres urbains par leur considérable importance, et qui sont à l'époque contemporaine au comble de leur grandeur. Mais s'il en est ainsi pour Caen et Cherbourg, il en est tout autrement pour d'autres. L'évolution économique a provoqué une différenciation de chaque ville, et l'on trouve toutes les étapes entre une croissance rapide et une décadence complète.

Il convient de diviser nos villes en catégories selon leur situation matérielle. Nous avons déjà indiqué les deux exemples de croissance rapide et assez continue dès le Moyen Age, et on peut trouver quelques autres villes qui, privées des avantages que possèdent Caen et Cherbourg, doivent faire fond sur une base étroitement régionale, et dont le développement fut moins rapide et moins éclatant. Telles sont Alençon, Flers, Lisieux et Saint-Lô, qui, sans commerce international, jouent un rôle plus restreint et possèdent une importance locale. La plupart des autres villes bas-normandes sont, depuis le début du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, en régression. On peut indiquer plusieurs bourgades comme Pont-l'Évêque ou Argentan qui, avec une augmentation de quelques centaines d'habitants depuis 1821, font exception à cette règle, mais elles sont assez rares. Nous pouvons grouper les villes en régression en deux catégories : celles qui sont en diminution depuis le Moyen Age et celles qui sont en diminution depuis le <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. Il n'y en a pas beaucoup dans la première

catégorie. Coutances, Sées et peut-être Bayeux vivent aujourd'hui sur leur importance médiévale. Coutances, autrefois la « ville maîtresse du pays<sup>1</sup> », n'a gardé que sa suprématie religieuse et sa réputation repose aujourd'hui sur la splendeur des monuments d'antan. Sées est un autre exemple de cette inertie de la puissance religieuse, qui conserve une certaine importance à un endroit abandonné par tous les autres courants d'activité<sup>2</sup>. Bayeux, « sans cesse endormie<sup>3</sup> », n'est guère plus qu'une ville touristique et, si l'on peut répéter la plaisanterie, c'est l'industrie de la tapisserie qui la fait vivre encore.

Presque toutes les autres villes que nous n'avons pas encore mentionnées atteignirent l'apogée de leur fortune au XIX<sup>e</sup> siècle. Falaise, avec sa foire de Guibray en pleine décadence, avait 70 maisons de fabricants en 1860 : aujourd'hui, le Bottin n'en signale que 27. On pourrait multiplier la liste des villes industrielles qui ont perdu la plupart de leur industrie après 1850. La région industrielle du Bocage, qui subit une crise exceptionnellement sévère à cette époque, contient bon nombre de ces villes, par exemple, Athis, Domfront, La Ferté-Macé, Sourdeval, Tinchebrai et Villedieu. On pourrait ajouter quelques ports, comme Harfleur et Granville, d'où la grande pêche et un commerce de primeurs et de produits laitiers avec l'Angleterre disparurent vers 1900. Les petits ports du Cotentin furent les plus sévèrement frappés par la diminution du commerce anglais.

Ce coup d'œil sur les villes bas-normandes révèle

1. ARDOUIN-DUMAZET, t. VI, p. 40.

2. Les évêchés anglais, beaucoup desquelles ont, à peu de choses près, les mêmes limites que les royaumes anglo-saxons du VI<sup>e</sup> siècle, sont une bonne illustration de cette tendance.

3. ARDOUIN-DUMAZET : *Op. cit.*, p. 117.

qu'il faut constater à la fois deux sortes de mouvement. Il existe un mouvement d'augmentation, qui a affecté moins d'une dizaine de villes et qui a provoqué un essor rapide de Caen et de Cherbourg, et une croissance moindre de quelques autres. En même temps, la plus grande partie des centres urbains en Basse-Normandie sont, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en régression, et il y en a quelques-uns pour lesquels cette diminution commença de bonne heure, même au début de l'époque moderne.

Nous avons vu que les villes proprement dites ont surtout une fonction économique ; et l'esquisse de leur évolution a montré qu'elles tendent à devenir de plus en plus l'expression de la vie économique de leur région. La Basse-Normandie ne fait pas exception à cette règle et c'est dans la fonction économique de ses villes qu'on doit chercher les causes du double mouvement de progression et de régression.

## ÉVOLUTION DES VILLES

### *I. — Villes en progression (Maximum de population en 1936)*

|                    | POPULATION |        |        |        |
|--------------------|------------|--------|--------|--------|
|                    | 1821       | 1851   | 1911   | 1936   |
| Caen. . . . .      | 36.644     | 45.280 | 46.934 | 61.134 |
| Deauville. . . . . | 86         | 121    | 3.824  | 4.663  |
| Isigny . . . . .   | 2.112      | 2.263  | 2.591  | 2.874  |
| Lisieux. . . . .   | 10.403     | 11.754 | 15.948 | 16.032 |
| Pont-l'Évêque. . . | 2.092      | 2.005  | 2.973  | 3.006  |
| Pontorson . . . .  | 1.456      | 1.726  | 3.022  | 3.030  |
| Alençon. . . . .   | 13.955     | 13.825 | 14.378 | 17.731 |
| Argentan . . . . . | 5.860      | 5.425  | 6.870  | 7.204  |
| Laigle . . . . .   | 5.419      | 5.581  | 5.698  | 6.007  |

**II. — Villes ayant atteint leur maximum vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle** (Maximum de population entre 1851 et 1911)

|                             |        |        |        |        |
|-----------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Condé-sur-Noireau . . . . . | 5.436  | 6.368  | 5.604  | 4.800  |
| Trouville . . . . .         | 1.236  | 3.504  | 6.190  | 6.184  |
| Avranches . . . . .         | 6.431  | 8.580  | 7.174  | 7.130  |
| Carentan . . . . .          | 3.009  | 2.862  | 3.987  | 3.876  |
| Cherbourg . . . . .         | 15.655 | 21.285 | 43.731 | 39.105 |
| Granville . . . . .         | 7.030  | 8.993  | 11.347 | 10.329 |
| Saint-James . . . . .       | 2.646  | 3.295  | 2.624  | 2.306  |
| Saint-Lô . . . . .          | 8.125  | 9.156  | 11.855 | 11.814 |
| Sourdeval . . . . .         | 4.306  | 4.238  | 3.351  | 3.232  |
| Villedieu . . . . .         | 3.024  | 3.801  | 3.383  | 3.272  |
| Athis . . . . .             | 3.780  | 4.605  | 2.443  | 1.824  |
| Domfront . . . . .          | 2.511  | 3.274  | 4.819  | 4.020  |
| La Ferté-Macé . . . . .     | 4.373  | 6.015  | 6.208  | 5.114  |
| Flers . . . . .             | 3.454  | 8.439  | 13.610 | 12.900 |
| Messei . . . . .            | 1.333  | 1.781  | 1.026  | 922    |
| Tinchebrai . . . . .        | 3.130  | 4.174  | 3.809  | 3.139  |

**III. — Villes en diminution continuelle**  
(Maximum de population de 1821)

|                     |        |       |       |       |
|---------------------|--------|-------|-------|-------|
| Bayeux . . . . .    | 10.280 | 9.360 | 7.638 | 7.637 |
| Falaise . . . . .   | 9.912  | 8.920 | 6.847 | 5.643 |
| Honfleur . . . . .  | 9.637  | 9.361 | 9.298 | 7.861 |
| Vire . . . . .      | 8.381  | 7.266 | 6.298 | 5.917 |
| Coutances . . . . . | 9.016  | 7.275 | 6.599 | 6.465 |
| Mortain . . . . .   | 2.527  | 2.221 | 1.909 | 1.786 |
| Valognes . . . . .  | 6.858  | 5.707 | 5.649 | 4.989 |
| Mortagne . . . . .  | 5.215  | 4.847 | 3.728 | 3.508 |
| Passais . . . . .   | 2.240  | 1.991 | 1.510 | 1.309 |
| Sées . . . . .      | 5.015  | 4.523 | 3.922 | 4.426 |

**II. — Fonction économique**

Il y a toujours deux facteurs dans le développement d'une ville : site particulier et situation régionale. De nos jours, le second facteur est beaucoup plus important, car il est la vraie raison d'être de la ville ; mais le premier dicte le choix final de la position d'un groupement urbain ; et à l'époque des guerres continuelles, le site devint souvent la seule considération.

Nous sommes sortis, aujourd'hui, de l'époque où la sécurité et la possibilité de faire la guerre furent les premières considérations, du moins dans l'ouest de la France ; et ce sont les relations économiques et commerciales qui ont la plus grande importance dans la vie urbaine. L'effet de ce changement sur le choix d'un site pour une ville a été très grand. Aujourd'hui, on cherche un endroit plat, bien adapté aux voies ferrées et aux routes : autrefois, on cherchait un lieu accidenté ou même rocheux, d'où l'on pouvait dominer la région environnante.

Donc, l'étude du site d'une ville peut donner des indications utiles et dans la Basse-Normandie, c'est une méthode très valable. Nous avons déjà constaté l'existence d'une ligne de places fortes entre Laigle et le Mont Saint-Michel. Il est significatif que cette ligne se trouve sur les pentes rocheuses de l'anticlinal de Tinchebrai, la région la plus accidentée de Basse-Normandie. Les défilés au nord de l'anticlinal qui commandent du Bocage vers la plaine de Caen ont aussi leurs châteaux à Falaise et à Saint-Lô. Dans ces régions, le milieu se prêtait à la construction d'une forteresse dans un site grandiose. Aussi, peut-on constater que chaque voyageur note la position magnifique de la plupart des villes bas-normandes. Mortain, avec sa « situation rocheuse <sup>1</sup> », Tinchebrai, Vire, dans un site « moins grandiose que Mortain, mais superbe <sup>2</sup> », Saint-Lô, autrefois nommée « Rocher de la Liberté » et Alençon, « ancienne ville féodale <sup>3</sup> », ont une réputation qui attire bon nombre de touristes <sup>4</sup>. On pourrait

1. [3] ARDOUIN-DUMAZET, t. VI, p. 19.

2. [3] ARDOUIN-DUMAZET, t. VI, p. 30.

3. [3] ARDOUIN-DUMAZET, t. LIV, p. 38.

4. [115] Guide Bleu : *La Normandie*.

allonger cette liste avec Caen, Falaise, Avranches « campée sur une colline de granite <sup>1</sup> » et Domfront, qui domine la vallée de la Varenne. Il est donc évident que la valeur défensive du site fut l'élément principal dans l'établissement de beaucoup des villes bas-normandes, et ceci est un facteur important dans l'étude du développement urbain.

Avec le développement économique du pays, la nécessité de défense diminua, et les villes-forteresses de Basse-Normandie eurent à remplir une autre fonction, celle de favoriser des courants d'échange et de multiplier les contacts entre une région et une autre. Le commerce exige de bons moyens de communications : aussi les lieux écartés et difficiles à atteindre se trouvaient-ils distancés par des rivaux plus ouverts à la circulation. Les centres bas-normands, perchés pour la plupart sur des collines ou des rochers, dans un terrain difficile à traverser, se développèrent moins aisément en villes-marchés. D'autres villes, avec un site moins grandiose, et dans une région moins pittoresque, attirèrent facilement les nouveaux courants de circulation et prirent un grand essor.

L'histoire économique démontre que les échanges débutent sur une échelle très restreinte. C'est souvent l'abondance d'un produit dans une région s'échangeant contre un excédent de produit d'une autre région, qui inaugure le commerce. Ce mouvement dépend des facteurs géographiques, qui, par leur variété, influencent le développement d'économies différentes. On peut donc suivre l'évolution du système qui commence par des échanges d'abord entre plaine et colline, forêt et lande, côte et prairie ; puis, entre région et

1. [14] DEMANGEON, CHOLLEY, ROBEQUAIN, Album VIII, p. 5.

région, et ensuite, entre un pays et un autre. Aussi, pour comprendre la fonction des villes bas-normandes, faut-il connaître leur milieu régional.

On peut concevoir la Basse-Normandie comme un manteau avec une grande frange, car la plaine de Caen, au centre, groupe autour d'elle une série de régions tout à fait différentes. A l'est, le pays d'Auge, avec ses collines qui s'élèvent brusquement au-dessus de la plaine ; au sud, le Bocage, plus accidenté encore, froid et pluvieux et couvert de forêts ; au sud-ouest, la région quasi bretonne de l'arrondissement d'Avranches ; et au nord-ouest, le Cotentin. Ces caractères régionaux indiquent la variété de la production. La plaine de Caen, favorisée par un climat plus doux et un sol fertile, tient en honneur la culture des céréales riches, comme le blé et l'orge. Ses champs plats et ouverts invitent la charrue et cette région est depuis longtemps une région de culture. Le pays d'Auge, en raison de ses collines, est à la fois plus humide et moins propice à la culture. L'herbe qui pousse merveilleusement nourrit beaucoup de vaches et, depuis des siècles, l'exploitation basée sur les prairies n'a pas changé dans ses grandes lignes<sup>1</sup>. La renommée des fromages de Pont-l'Évêque et de Camembert sont une indication des caractéristiques de l'économie du pays d'Auge.

Le Bocage est une région complexe, car il réunit deux espèces de paysage, l'un assez plat, ou légèrement ondulé, et propre à la culture des céréales ; et l'autre accidenté, couvert d'arbres, froid, pluvieux et difficile à cultiver. On retrouve dans le premier type quelques-unes des caractéristiques de la plaine

1. [103] REINHARD, p. 37. — Voir aussi : *Mémoires de la Généralité d'Alençon*, 1699. Bibl. Nat. Fonds français, n° 4286.

de Caen, c'est vraiment un stade de transition entre la richesse de la plaine et la pauvreté du véritable Bocage. On signale deux exemples importants de ce type : les plaines d'Argentan et de Falaise. La culture des céréales y est possible, mais l'humidité en empêche un grand développement, et les herbages semblent mieux adaptés à ces conditions que les céréales. Le vrai Bocage est divisé par Tinthouin en deux régions : l'Houlme et le Bocage virois<sup>1</sup>. Autrefois, on cherchait à cultiver les céréales telles que l'avoine, le seigle et le sarrasin, qui résistaient au milieu hostile, mais, aujourd'hui, le grand effort se porte sur les prairies consacrées à l'engraissement des bœufs et des vaches. Parmi les industries agricoles, celle du lait a la première place. Il fallait chercher un supplément à l'agriculture, et les bestiaux, les forêts et les gisements de minerai fournirent des matières premières pour la tannerie, la quincaillerie et les industries boisselières. L'industrie des soufflets de Sourdeval, qui réunit tous les trois genres d'activité, est un bon exemple de l'ingéniosité bocaine appliquée à l'utilisation des ressources naturelles.

Le Bessin et le Cinglais sont tous deux des régions de transition entre la plaine de Caen et le Cotentin. Le Bessin se distingue par l'originalité de son économie basée sur l'exploitation des herbages, mais avec les grandes exploitations qui rappellent la plaine<sup>2</sup>. C'est une région herbagère avec les méthodes d'exploitation d'une région riche. Le Cinglais est un peu plus bocain, car bien que la base de l'économie soit la même, c'est une région d'exploitations petites ou moyennes<sup>3</sup>.

1. [110] TINTHOUIN, p. 135.

2. [ 70] DUMONTET, p. 105.

3. [110] TINTHOUIN, p. 142.

Le Cotentin est aussi une région composite. Entouré par la mer, la vie agricole, basée autrefois sur la culture des céréales et de plus en plus aujourd'hui sur l'élevage des bestiaux, trouve un supplément sur la côte, soit par la pêche, soit par la culture maraîchère. L'extrême nord du Cotentin est surtout une région maritime, qui semble tourner le dos au reste de la province.

Les limites des trois départements bas-normands comprennent quelques morceaux d'autres régions géographiques. La ville d'Alençon est située au coin d'une plaine qui a beaucoup de ressemblance avec la plaine de Caen et le blé assume là une position importante dans la vie agricole. Le Bas-Maine et le Perche prêtent un peu de leur territoire à la Basse-Normandie, mais cette fois, c'est l'élevage du cheval qui est en honneur<sup>1</sup>. Ces lambeaux de territoire s'inclinent vers la Loire et le sud, et, par conséquent, n'appartiennent pas à la région géographique bas-normande<sup>2</sup>. Il faut énumérer ces petites régions, non pas à cause de leur importance, mais parce qu'elles ajoutent à la variété du milieu géographique en Basse-Normandie. Le Bocage est en quelque sorte une frontière entre la région qui s'incline vers la Manche, et la région de la Loire, dont ces petits morceaux de territoire font partie.

Il faut maintenant reprendre l'autre aspect de la formation des villes. Nous avons étudié séparément les caractéristiques économiques et historiques du développement, et le milieu territorial. Il convient de les réunir, afin de donner une base concrète aux théories et de préciser les fonctions géographiques des villes. Un commerce doit débiter par des échanges

1. [92] MUSSET : *Le Perche*, p. 358.

2. [64] CROZET, p. 133.

entre régions voisines et on vient de voir qu'en Basse-Normandie la multitude des différences régionales est une des caractéristiques les plus importantes. Aussi, le milieu géographique se prêtait-il au développement d'un système d'échanges et le blé des plaines, les cuirs du pays d'Auge, le bois et les articles manufacturés du Bocage, le sel et le poisson de la côte et les animaux du Bessin furent sans doute la base de ces échanges.

Nous avons vu que les courants d'activité commerciale tendaient à se concentrer autour des places fortes, dont ils augmentaient progressivement l'importance et la réputation. On a signalé qu'en Basse-Normandie, ces places fortes se trouvaient pour la plupart dans le pays accidenté du sud ; et il se trouvait ainsi que le mouvement de commerce bas-normand devait passer par un terrain assez difficile. Tant que ce commerce fut local et d'une amplitude restreinte, on n'eut pas besoin de bons moyens de communication. La ville, sise au centre de toute la Basse-Normandie, profita de sa situation à la fois centrale et d'accès facile sur la plaine, et devint le siège du gouvernement dès le <sup>x</sup><sup>i</sup><sup>e</sup> siècle <sup>1</sup>. Mais, c'est surtout sa situation centrale et dans une région riche, plutôt que le terrain plat, qui aida le développement de Caen, car jusqu'au <sup>x</sup><sup>i</sup><sup>e</sup> siècle chaque région géographique de Basse-Normandie menait sa propre vie étroitement locale : le pays et non la province fut l'unité économique ; et à l'exception de certains articles, comme la dentelle d'Alençon, il y avait peu de commerce avec le monde extérieur. L'importance relativement grande du trafic en marchandises par mer en Basse-Normandie est un indice

1. [102] RAYMOND et DANGER, p. 6.

du manque de trafic par terre<sup>1</sup>. Avec un tel système de commerce régional, la Basse-Normandie se divisait en une multitude de petites régions, chacune avec sa ville-marché. L'impossibilité de transporter bien loin les produits normands, dont la plupart étaient, d'ailleurs, des denrées alimentaires, et donc périssables, créa un pullulement de ces marchés locaux. Les vieux lieux-forts trouvaient facilement une place dans ce schéma et avec la diminution de leur fonction défensive, ils trouvèrent une nouvelle activité. Le château de Falaise tomba en ruines, mais la foire de Guibray étendit sa renommée à toute la Normandie.

Ce stade de l'activité économique dura jusqu'au xix<sup>e</sup> siècle. Chaque petite région avait son centre commercial, une ville-marché, souvent ancienne place forte. Ces centres furent remarquables par leur nombre plutôt que par leur importance, mais leur caractéristique principale fut leur façon de centraliser très complètement toute l'activité de la région, dont ils étaient le noyau. Non seulement le commerce, mais aussi l'industrie rurale passait par ces villes-marchés. La division du travail, qui fut la base des industries rurales bocaines, fut élaborée et dirigée dans les villes<sup>1</sup>. Les fils économiques menaient tous à un petit centre local, à l'intérieur, et non à l'extérieur du pays et chacun de ces centres avait peu de rapports avec son voisin. La difficulté des communications avait accentué les différences locales, et quoique la centralisation dans les petites régions fût très complète, il n'existait guère d'unité dans l'ensemble de la province.

Vers le milieu du xix<sup>e</sup> siècle, l'essor des chemins

1. [87] MAURAIN, p. 70. — Voir aussi : [91] MUSSET : *Les genres de Vie anciens au Bocage*, p. 8.

de fer bouleversa le vieux système commercial en Basse-Normandie, et de nos jours l'invention de l'automobile a complété sa destruction. La prospérité suivit les chemins de fer et, plus tard, les routes nationales. La construction de ces voies de communication suscita en Basse-Normandie un processus de sélection sévère, dont le meilleur exemple se trouve dans la plaine d'Alençon. Les habitants de la ville d'Alençon ayant manifesté de la méfiance à l'égard du chemin de fer<sup>1</sup>, la grande ligne de Paris en Bretagne fut construite par Le Mans. Depuis sa construction, Le Mans a gagné plus de 50.000 habitants, et Alençon 4.000.

On cherchait des tracés faciles, le long des plaines pour le chemin de fer, et ainsi la province bas-normande, séparée du reste de la France par les collines escarpées du Bocage et du pays d'Auge, n'obtint qu'une seule grande ligne, celle de Paris à Cherbourg. L'ancienne route vers la Bretagne qui passait par Alençon ne fut pas doublée par la voie ferrée, et le pays accidenté entre Caen et Alençon se prêtait mal à la construction ferroviaire. Ce n'est pas par accident que les deux plus grandes villes bas-normandes, Caen et Cherbourg, se trouvent sur la ligne directe vers Paris, et que Lisieux, remarquable par son augmentation de population, est située sur la même ligne.

Pour les vieilles villes-marchés du sud, le développement des chemins de fer fut un désastre. Non seulement elles se trouvèrent écartées du nouveau mouvement commercial à cause de leur terrain difficile, mais les chemins de fer détruisirent le vieux système de commerce régional, et transformèrent toute la Basse-Normandie en une seule région écono-

1. [64] CROZET, p. 133.

mique liée directement à Paris, et ouverte à la concurrence du reste de la France, et même du monde. Au lieu d'une circulation commerciale étroite et restreinte à une seule région, les nouveaux moyens de communication réunirent tous les courants en deux grandes artères, l'une passant vers Paris par la plaine de Caen, et l'autre par le Maine et les plaines au nord de la Loire.

Le chemin de fer et l'automobile décentralisèrent le système économique bas-normand, et les fermiers du Bocage établirent des liaisons directes avec les marchands de Paris, au lieu des marchands de Falaise ou d'Argentan. Les vieux centres régionaux, et surtout les villes défensives du sud, avec leur situation magnifique et leurs chemins creux, ne pouvaient résister au mouvement d'intégration des régions bas-normandes en une seule province. Leur site, en particulier, était un désavantage pour la construction des chemins de fer, et leur situation régionale n'avait plus aucune importance, car avec la disparition des petites frontières régionales, les courants de trafic échappaient à leur influence. En même temps que la décadence commerciale, les industries rurales, qui faisaient vivre une population urbaine nombreuse, furent atteintes par la concurrence du dehors.

L'industrie de la toile de Vire et la bonneterie de Falaise furent écrasées par la concurrence d'Elbeuf et de Troyes ; et l'industrie cotonnière, très répandue dans toute la Basse-Normandie, dut céder à des centres tels que Roubaix, Rouen et Tarare. Le vieil équilibre économique se transforma pendant que l'ancienne vie locale disparaissait ; et la Basse-Normandie, qui autrefois se suffisait à elle-même, se trouva dans la situation d'une région complémentaire de la

région industrielle de Paris. Les courants commerciaux qui avaient jusqu'à cette époque circulé autour d'une multitude de petites villes se trouvèrent canalisés et dirigés par quelques centres plus importants.

Telle est l'explication à la fois de la croissance de villes telles que Caen, Cherbourg et Lisieux, et de la régression des autres centres plus petits. Tant que la base de l'économie bas-normande fut régionale, le mouvement économique faisait grandir une multitude de villes sans distinction de site ; et les vieux bourgs à la lisière du Bocage, bien que bâtis pour une fonction défensive et non commerciale, se plaçaient aisément dans ce système. L'âge des chemins de fer opéra une sélection entre les villes, et canalisa tout le commerce de la région sur celles qui possédaient les facteurs favorables de site accessible et de situation centrale. Les autres, privées de leur commerce et de leurs industries, devaient dorénavant compter seulement sur l'inertie historique, qui leur conserva quelques restes de leur prestige religieux, de leur importance administrative et de leur activité économique ; et sur la valeur touristique de leurs sites grandioses et de leurs anciens monuments. Donc, le *xix<sup>e</sup>* siècle donna un nouvel essor à quelques villes favorisées et entraîna la déchéance de la plupart des autres.

Il est intéressant de suivre l'évolution des deux villes bas-normandes qui ont été ainsi favorisées par le nouvel ordre économique. Caen avait toujours eu une importance plus grande, à cause de sa situation au cœur de la région la plus riche de Basse-Normandie, et à cause de ses fonctions de port et de centre religieux, militaire et administratif <sup>1</sup>. Avec la disparition de ses

1. [106] ROSTAND, p. 8.

rapports avec l'Angleterre vers la fin du Moyen Age, la Basse-Normandie se trouvait à la périphérie du royaume français, et en quelque sorte écartée des courants commerciaux et industriels. Pour Caen, la position de siège d'une généralité ne compensait guère la perte de son rôle comme entrepôt pour l'Angleterre et la France, dont elle avait joui aux temps des Normands. Aussi la ville décrut-elle en importance et, au XVIII<sup>e</sup> siècle, ne fut plus qu'un marché régional en décadence <sup>1</sup>. De son passé brillant, il ne restait que la mémoire ; et en 1825, un Caennais pouvait même écrire : « Notre port ne peut être considéré que comme un petit port de cabotage insignifiant <sup>2</sup>. » Ce fut seulement avec la construction des chemins de fer que Caen put profiter de sa position sur l'Orne et de sa situation au centre de la Basse-Normandie. La demande des populations ouvrières de la région parisienne en produits alimentaires transforma peu à peu la Basse-Normandie en fournisseur de la capitale. Les produits laitiers du Bessin, les céréales de la plaine passaient par Caen en route pour Paris, et la demande toujours croissante de la capitale donna un grand essor à l'élevage et à l'agriculture de la région. Non seulement la plaine de Caen, mais aussi les régions à l'ouest de Saint-Lô, et les bocages au sud de Falaise devinrent tributaires de Caen, de sorte qu'on pouvait dire, même au XX<sup>e</sup> siècle, que les transactions des produits alimentaires étaient l'élément principal de l'activité de la ville <sup>3</sup>.

Un autre élément de prospérité se trouvait dans l'exploitation des minerais de fer de la vallée de

1. [74] GIDEL, p. 12.

2. [74] GIDEL, p. 13.

3. [102] RAYMOND et DANGER, p. 7.

l'Orne. Des améliorations du port avaient permis l'importation de la houille et l'exploitation des minerais assura cet avantage, assez rare dans les ports français, qu'est un fret de retour. L'activité du port de Caen dérive presque exclusivement du trafic de ces deux matières.

TRAFFIC DU PORT DE CAEN (en tonnes)

|         | Traffic général | Exportation de<br>minerai de fer | Importation de<br>houille |
|---------|-----------------|----------------------------------|---------------------------|
| 1880. . | 323.000         | 27.000                           | 182.000                   |
| 1890. . | 408.000         | 8.000                            | 226.000                   |
| 1900. . | 568.000         | 96.000                           | 362.000                   |
| 1913. . | 1.126.000       | 489.000                          | 565.000                   |
| 1920. . | 1.094.000       | —                                | 744.000                   |
| 1930. . | 2.065.000       | 531.000                          | 1.122.000                 |
| 1935. . | 1.643.000       | 336.000                          | 932.000                   |

Une phrase du Secrétaire de la Chambre de Commerce de Caen indique l'importance des gisements de minerai : « Si les hauts fourneaux n'existaient pas, Caen retomberait dans l'état de douce somnolence qu'elle avait autrefois <sup>1</sup>. » Depuis 1872, la progression du nombre des habitants de la ville est continue, et il faut reconnaître que la fonction agricole et la fonction industrielle ont contribué à peu près également à sa richesse. On ne doit pas non plus négliger la présence d'organismes tels que bureaux d'administration, établissements d'enseignement et tribunaux, qui se trouvent toujours dans un chef-lieu départemental. Grâce à sa situation centrale et à ses bons moyens de communication, Caen a pu élargir son rayon d'influence et tirer profit de toute la Basse-Normandie <sup>2</sup>.

1. [68] DEVAUX : Ass. de C., 1934, p. 219.

2. [98] PRENTOUT : *Caen et Bayeux*, p. 9.

Il est plus facile de suivre le développement de Cherbourg. Cette ville, qui ne doit rien à la terre, est exclusivement une création de la mer. Sa situation, l'extrémité de la presqu'île du Cotentin, éloignée de tout courant de circulation par terre, ne donnait aucune possibilité d'expansion commerciale tant que les communications restaient médiocres ; et la position avancée sur mer de la ville n'excita que les craintes des Ministres de la Défense<sup>1</sup>. Cherbourg fut, en quelque sorte, l'héritière des places fortes du sud de la Basse-Normandie, car depuis longtemps l'importance de la ville résidait dans son arsenal et dans son utilité pour la défense de la Manche contre une attaque navale. Les travaux d'amélioration exécutés sous Louis XIV, Louis XVI, Napoléon I<sup>er</sup> et Charles X envisagèrent la création d'un port de guerre, plutôt que d'un port de commerce ; et l'arsenal de Cherbourg, avec sa population ouvrière, militaire et navale, contribuait pour la plus grande part au développement de la ville. En 1859, Baude écrivit : « Les constructions navales sont et doivent demeurer la principale industrie de la ville<sup>2</sup>. »

Le développement des lignes de paquebots trans-atlantiques donna une nouvelle importance à Cherbourg. La situation du port, presque au milieu de la Manche, et en face des ports de Plymouth et de Southampton, en fit le port d'escale par excellence, et son choix comme port de relâche par les grandes compagnies étrangères a fait ses preuves.

1. [75] HAINNEVILLE, p. 360. Vauban, en particulier, s'intéressa à la défense de la ville.

2. Cité dans [74] GIDEL, p. 120.

TRAFIC DU PORT DE CHERBOURG

| Années   | Paquebots | Tonnage   | Passagers |
|----------|-----------|-----------|-----------|
| 1869 . . | 47        | 82.000    | 1.175     |
| 1880 . . | 84        | 177.000   | 2.295     |
| 1900 . . | 378       | 1.652.000 | 30.313    |
| 1913 . . | 557       | 4.504.000 | 68.678    |
| 1922 . . | 634       | 7.297.000 | 104.708   |
| 1938 . . | 598       | 6.432.000 | —         |

Ce trafic d'escale constitue la presque totalité du trafic civil du port, puisque le rayon d'action de Cherbourg est très restreint, et ne dépasse pas les limites du département de la Manche. La concurrence de Caen, de Granville et de Saint-Malo pour le commerce bas-normand est trop forte pour une ville aussi éloignée que Cherbourg, et le mot de *Quoniam*<sup>1</sup> donne une bonne explication de l'absence de ce commerce. De nos jours, Cherbourg a souffert de la diminution de l'émigration vers le Nouveau Monde, de la concurrence du Havre pour le trafic trans-atlantique et, chose curieuse, de la conclusion de l'Entente Cordiale. Les effets des deux premiers facteurs sur le mouvement du port sont évidents ; mais il faut aussi rappeler que la disparition de la menace d'une attaque d'Outre-Manche a permis de transférer l'activité défensive vers la Méditerranée. En 1911, Cherbourg avait 43.731 habitants et, en 1936, 39.105. Cette diminution est due à la dépendance absolue de la ville vis-à-vis des facteurs externes, et elle est un indice non seulement du pouvoir de ces facteurs, qui permirent le développement d'un port sans aucun avantage d'arrière-pays, mais aussi de leur instabilité.

1. [101] *QUONIAM*, p. 119. « Il est plus difficile de détourner un courant de marchandises que de créer des bassins. »

### III. — La place des villes dans la vie bas-normande

Pour terminer l'étude des villes bas-normandes, il convient de résumer d'abord leur influence sur la vie du pays et, ensuite, leur importance relative. Les statistiques de natalité et mortalité nous ont montré qu'on meurt plus tôt dans les villes que dans les campagnes : on peut invoquer plusieurs facteurs pour expliquer la mortalité plus élevée des citadins. Les ouvrières d'usine se trouvent souvent forcées de faire soigner leurs enfants en bas âge par des nourrices mercenaires, qu'on a accusées d'exercer leur industrie sans conscience et sans humanité, de sorte qu'une part de la mortalité élevée tombe sur les enfants des familles ouvrières <sup>1</sup>. Si l'on peut douter de l'importance de ce facteur, il est cependant clair que les logements de la classe ouvrière exercent une mauvaise influence sur la santé de leurs occupants. On peut encore voir en quelques coins de Caen des égouts ouverts, et des rues d'une largeur de moins de 150 centimètres : le taudis est plutôt un phénomène urbain que rural.

La vie industrielle enlève souvent la femme à la cuisine et lorsque tous deux, mari et femme, travaillent à l'usine, il est parfois impossible d'avoir des repas bien préparés et suffisants. On est souvent tenté de chercher au café un supplément à un repas préparé à la hâte. D'autre part, les habitants des campagnes s'occupent pour la plupart à la production des denrées alimentaires, et même les plus pauvres arrivent à trouver, soit dans les terrains cultivés, soit dans les landes et dans les forêts, un minimum de nourriture. Mais dans les villes, les ouvriers sont sous la dépen-

1. [5] BAUDRILLART, p. 133.

dance étroite de leur salaire pour obtenir de quoi vivre, et une dépense imprévue entraîne automatiquement une réduction dans la nourriture de la famille. Ainsi, au point de vue matériel, les populations pauvres des campagnes sont mieux placées que les populations indigentes des villes. Il faut se garder de dire cependant que les campagnes sont, par comparaison aux villes, une espèce de paradis, mais, en général, les classes rurales pauvres sont mieux logées, mieux nourries et mieux chauffées que les classes pauvres urbaines.

Quelques auteurs ont dénoncé l'immoralité régnant parmi les habitants des villes et les statistiques donnent un certain appui à leur remarque.

1835

|                | NAISSANCES<br>NATURELLES | TOTAL DES<br>NAISSANCES | % DU<br>TOTAL |
|----------------|--------------------------|-------------------------|---------------|
| Caen . . . . . | 309                      | 1.063                   | 30,0          |
| Calvados . . . | 1.316                    | 10.704                  | 12,3          |
| Cherbourg . .  | 79                       | 604                     | 13,1          |
| Manche. . . .  | 959                      | 13.838                  | 6,9           |
| Alençon . . .  | 76                       | 326                     | 23,3          |
| Orne . . . . . | 479                      | 9.346                   | 5,1           |

1881

|                | NAISSANCES<br>NATURELLES | TOTAL DES<br>NAISSANCES | % DU<br>TOTAL |
|----------------|--------------------------|-------------------------|---------------|
| Caen . . . . . | 145                      | 848                     | 17,1          |
| Calvados . . . | 1.153                    | 9.160                   | 14,4          |
| Cherbourg. . . | 62                       | 765                     | 8,1           |
| Manche. . . .  | 713                      | 11.611                  | 6,5           |
| Alençon . . .  | 51                       | 731                     | 16,4          |
| Orne . . . . . | 293                      | 7.570                   | 4,0           |

Ces chiffres montrent l'état moral des populations urbaines sous une lumière sombre<sup>1</sup>, et bien qu'on ne doive pas trop louer la vie de campagne<sup>2</sup>, on peut donc résumer l'effet de l'urbanisation en Basse-Normandie par ces paroles de Cauchois et Grandjacques : « C'est à dire et à redire que les campagnes... ont toujours l'avantage sur les villes en fait de vitalité et même de morbidité et d'hygiène. C'est la partie restée saine de la population<sup>3</sup>. »

Il est nécessaire d'avoir une idée exacte de l'importance relative des villes bas-normandes, car l'attention qu'on a accordée à la population urbaine risque d'en donner une image fausse. La population urbaine a augmenté continuellement dans l'ensemble de la région ; mais elle a diminué après 1900 environ dans l'Orne et aussi dans la Manche. C'est donc la plaine de Caen qui est en grande partie responsable pour l'augmentation des populations urbaines et les chiffres de mouvement d'un département à l'autre fournissent une preuve de ce fait<sup>4</sup>.

Cependant, les chiffres de 1936, qui constituent un maximum de population urbaine, démontrent d'une façon définitive que la Basse-Normandie reste encore une région rurale.

1. Il faut se garder quand même d'attacher trop d'importance à une méthode qui utilise des chiffres pour préciser une attitude psychologique.

2. [8] CAUCHOIS et GRANDJACQUES, p. 16.

3. « Ces paysans d'hier à qui vont maintenant tous les éloges., ont été dans leurs temps sévèrement jugés, par exemple, par Balzac par Zola et par Maupassant. » [4] AUGÉ-LARIBÉ, p. 270.

4. Immigrants 1891 :

Calvados : Originaires de la Manche, 22.291 ; de l'Orne, 15.509.

Manche : Originaires du Calvados, 8.077 ; de l'Orne, 2.418.

Orne : Originaires du Calvados, 7.069 ; de la Manche, 3.830.

POPULATION RURALE      POPULATION URBAINE

|                          | 1906    | 1936    | 1906    | 1936    |
|--------------------------|---------|---------|---------|---------|
| Calvados. . .            | 287.000 | 255.000 | 117.000 | 150.000 |
| Manche . . .             | 369.000 | 324.000 | 118.000 | 114.000 |
| Orne. . . .              | 244.000 | 208.000 | 72.000  | 61.000  |
| Basse-Nor-<br>mandie . . | 900.000 | 787.000 | 307.000 | 325.000 |

POURCENTAGE URBAIN

|                     | 1906 | 1936 |
|---------------------|------|------|
| Calvados. . . . .   | 29,0 | 37,0 |
| Manche . . . . .    | 25,2 | 26,0 |
| Orne . . . . .      | 22,8 | 22,7 |
| Basse-Normandie . . | 24,4 | 29,3 |

Une simple comparaison de la Basse-Normandie avec le Lancashire, région classique de l'urbanisation, établira le caractère essentiellement rural de cette région française. Dans le Lancashire, il existe deux centres (Manchester-Salford-Stretford et Liverpool-Bootle), chacun avec plus d'un million d'habitants, et cinq villes de plus de 100.000 habitants. Les agglomérations urbaines sont si nombreuses que parfois les limites des villes se touchent sans laisser de campagne dans l'intervalle. En parcourant les 40 kilomètres de chemin de fer de Manchester à Blackburn, on passerait par Salford (250.000 habitants), Farnworth (27.000), Darwen (35.000) et Blackburn (120.000). Blackpool, la plage renommée du Lancashire, compte 120.000 habitants, et reçoit pendant la première semaine d'août un bon million de visiteurs. Par comparaison, les splendides villes de Basse-Normandie, Caen (61.000), Cherbourg (39.000) apparaissent mo-

destes et la plage de Deauville-Trouville (11.000) tiendrait aisément dans la banlieue de Blackpool. Aussi faut-il conclure que les villes bas-normandes, quoique importantes, ne sont pas l'élément principal dans la vie du pays. La proportion de population urbaine est même inférieure à la proportion pour l'ensemble de la France<sup>1</sup> et le Bas-Normand caractéristique de son pays, c'est le paysan cultivateur.

---

1. Basse-Normandie : 29 p. 100 ; France : 55 p. 100.

•

## CHAPITRE IV

---

### L'EXPLICATION DES FAITS

---

Cet exposé du mouvement de la population bas-normande commença par un examen des chiffres, seul moyen d'avoir une idée complète et exacte des faits. On a examiné ensuite le mécanisme de ce mouvement, qui se divise en quatre éléments : natalité, mortalité, émigration, immigration ; et les résultats montrent qu'en Basse-Normandie la natalité est à la fois trop faible et en déclin, que la mortalité, trop élevée et en augmentation jusqu'à 1900, frappe surtout les populations urbaines ; qu'un courant d'émigration a enlevé un tiers de la population, mais qu'en même temps, un courant d'immigration insoupçonné a masqué une partie de ces pertes. Le dernier chapitre est à certains égards très incomplet, car on a suggéré un certain bouleversement du système économique, et on l'a même invoqué pour expliquer l'évolution des villes bas-normandes ; mais, les caractéristiques du bouleversement lui-même restent inexplicées et à certains égards inconnues. Donc, il faut non seulement poursuivre les indications données par l'étude du mouvement de la population, mais aussi remplir la lacune qui existe. Le plan adopté est d'esquisser d'abord l'évolution de la vie économique en Basse-

Normandie depuis 1800 et de réunir ensuite les facteurs importants de cette évolution dans un tableau qui permette d'évaluer leur influence. Nous espérons compléter, de cette façon, l'examen de la situation démographique bas-normande et aussi, élucider le processus complexe du mouvement de population.

### I. — État de la propriété

Il est difficile d'avoir une idée exacte de l'état de la propriété, car non seulement les statistiques laissent quelque chose à désirer, mais encore il faut reconnaître l'existence de différences régionales. Donc, le problème se ramène à un calcul de proportion<sup>1</sup>.

En Basse-Normandie, on peut signaler deux traits caractéristiques, un grand attachement à la terre et un morcellement des propriétés. Les ouvrages littéraires nous donnent des indications imprécises, mais peut-être dignes de foi à cause de leur nombre, sur l'attachement du Normand à la terre. Heureusement, il existe des renseignements plus détaillés. Baudrillart reconnaît : « l'importance vraiment exagérée..., attachée par le cultivateur normand à la possession de la terre<sup>2</sup> » et l'enquête sur les salaires agricoles témoigne que les journaliers propriétaires sont très attachés à la terre<sup>3</sup> et « qu'il est très rare... que les très petits propriétaires vendent leur propriété<sup>4</sup> ».

A ces informations, nous pouvons ajouter les observations des autres. De Félice signala l'attache-

1. [9] CLAPHAM, p. 27 (t).

2. [5] H. BAUDRILLART, t. II, p. 128.

3. [40] Enquête 1912, p. 76.

4. [40] Enquête 1912, p. 73.

ment des ouvriers de l'arsenal de Cherbourg, qui ont le goût de la campagne et qui « préfèrent s'établir à quelques kilomètres de leur atelier, dans une maisonnette avec un lopin de terre<sup>1</sup> ». Les ouvriers de la région industrielle de Flers ont le même attachement pour la campagne, et ils doublent souvent leur travail industriel d'un travail agricole<sup>2</sup>. Il est aussi très frappant de voir les ouvriers de la région caennaise, qui arrivent souvent par autobus aux usines, et qui se transforment souvent le soir en cultivateurs. C'est un phénomène qui se répète en Flandre, mais qui est tout à fait inconnu dans la région industrielle du nord de l'Angleterre. Il semblerait que l'attachement à la terre persiste non seulement parmi les cultivateurs, mais aussi parmi les ouvriers industriels. On pourrait multiplier les exemples d'une occupation doublée par la culture faite dans la journée par la femme et le soir par le mari<sup>3</sup>.

Les chiffres, bien que d'une valeur fort médiocre, indiquent l'importance attachée par le Normand à la possession de la terre.

#### SITUATION DANS L'AGRICULTURE

|             | CALVADOS |                         | MANCHE |                         |
|-------------|----------|-------------------------|--------|-------------------------|
|             | Chefs    | Employés<br>et ouvriers | Chefs  | Employés<br>et ouvriers |
| 1896. . . . | 27.219   | 37.093                  | 50.634 | 53.482                  |
| 1906. . . . | 41.495   | 33.371                  | 76.792 | 46.081                  |
| 1921. . . . | 40.406   | 38.627                  | 74.562 | 51.947                  |

1. [71] DE FÉLICE, p. 463.

2. [3] ARDOUIN-DUMAZET, t. VI, p. 19-35.

3. « *Bien des habitants de la commune de Saint-Clement (Manche) travaillent à ces différents genres de métiers, tout en faisant valoir leur lopin de terre.* » Résumé typique de l'activité bas-normande, cité par [65] DAVODET, p. 22.

ORNE

|               | Chefs  | Employés<br>et ouvriers |
|---------------|--------|-------------------------|
| 1896. . . . . | 36.730 | 32.543                  |
| 1906. . . . . | 49.494 | 27.402                  |
| 1921. . . . . | 45.919 | 31.615                  |

L'autre trait de la propriété bas-normande est le morcellement. Avec une population dense très attachée à la possession d'un lopin de terre, le morcellement est presque une conclusion naturelle. Avant la Révolution de 1789, une population si nombreuse se pressait sur la terre que dans les régions pauvres on ne pouvait pas gagner sa vie<sup>1</sup>. Des méthodes de culture surannées élevaient le chiffre de viabilité des exploitations, de sorte qu'on parlait même à cette époque d'un surpeuplement<sup>2</sup>. La mendicité très répandue en Basse-Normandie à cette période en fut un symptôme<sup>3</sup>. Il y avait deux solutions du problème : améliorer les méthodes de culture, ou tourner l'indigent des campagnes vers l'industrie. Ce fut la seconde qui attira l'attention des hommes d'État d'alors : Delacroix se déclara en 1793 en faveur de cette solution ; et nous avons vu qu'au Bocage bas-normand les industries faisaient vivre une population très dense<sup>4</sup> : mais ce fut la première solution qui joua vraiment le plus grand rôle. La Révolution « opened a window through which the breath of change might blow<sup>5</sup> » et l'effet de ces changements fut de rendre possible au petit

1. [33] LEFÈVRE, p. 510.

2. [ 6] BLOCH, p. 249.

3. [ 5] BAUDRILLART, t. I, p. 94. « *L'Assemblée provinciale réunie à Rouen en 1787 préparait un système complet pour l'extinction de la mendicité.* »

4. [91] MUSSET : *Les genres de vie ancienne au Bocage*, p. 7.

5. [9] CLAPHAM, p. 11.

exploitant de vivre sur une exploitation de plus en plus petite. Les résultats de ces changements furent très apparents dès la chute de Napoléon I<sup>er</sup> et la Statistique Agricole de 1814, malheureusement incomplète pour la Basse-Normandie, en donne une preuve satisfaisante. Dans l'arrondissement de Vire, « la grande culture n'est point connue. La division des terres est si multipliée depuis l'égalité des partages, que les fermes d'une grande étendue se sont trouvées tellement divisées qu'elles ne laissent presque plus de traces de grande culture..., l'étendue de la petite culture s'est beaucoup augmentée depuis la Révolution <sup>1</sup> ».

La division des exploitations, aidée par un développement de métiers ruraux, se ralentit sous la Monarchie de juillet et toucha presque à sa fin vers 1848. On était arrivé une fois encore à la limite de viabilité et si nous suivions l'opinion de Lavergne que la population donne la mesure la plus exacte des progrès agricoles <sup>2</sup>, nous aurions bon nombre de preuves de ce fait. Le taux de natalité bas-normand, avec le total le plus élevé de son histoire en 1816, commençait à baisser d'une façon alarmante vers 1840 ; la population bas-normande atteignit son maximum absolu vers 1846, et commença de diminuer après cette date ; l'exode rural, sensible déjà sous Louis-Philippe <sup>3</sup>, prit une extension rapide après 1850.

Après 1850, il n'y eut pas de seconde révolution qui permît une nouvelle baisse des limites de viabilité des exploitations. L'évolution agricole prit une autre

1. [42] Stat. Agricole, 1814, pp. 143-144.

2. [32] LAVERGNE, p. 48.

3. [6] BLOCH, p. 249. — Voir aussi les chiffres d'émigration brute, ch. II.

direction, cette fois, vers l'introduction des machines. Entre 1890 et 1914 se place l'époque de cette introduction, et l'effet de l'utilisation des machines sur la propriété fut très grand. Nous ne considérons ici aucun changement de culture : pour l'instant, les différences d'utilisation sont peu importantes, car l'effet des machines sur le régime de la propriété fut le même pour les prés et pour les champs. Les propriétés morcelées se prêtaient mal à l'exploitation par machines. Il y avait des désavantages de limitation physique, à cause des très petits terrains et du prix élevé des machines, qui pesait beaucoup sur le petit exploitant. Aussi l'introduction des machines inaugura-t-elle un mouvement vers l'amalgamation des propriétés, qui est surtout un phénomène du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Le Maire de la commune de Fleury (Manche) signale cette tendance comme un élément dans le mouvement démographique de sa région, « ... vache et lopin sont achetés par les cultivateurs du voisinage, qui, en agrandissant l'exploitation familiale, vont utiliser les machines<sup>2</sup> ». Il ne faut pas surestimer cette tendance cependant, car elle ne date que d'environ 1900, tandis que l'autre tendance de morcellement des propriétés commença au moins vers 1789. Nous avons ainsi trois périodes : tendance au morcellement, jusqu'à 1850, ensuite, situation stationnaire, qui dura jusqu'à 1900 ; puis, une tendance vers l'amalgamation.

Les influences de l'état de la propriété sur la démographie bas-normande ne sont pas très difficiles à

1. [76] HÉDIARD : *L'Agriculture dans le Calvados*, p. 28.

La dimension moyenne des exploitations fut 10 à 15 hectares en 1892 et en 1929 15 à 20 hectares dans le Calvados et dans la Manche et 12 à 20 hectares dans l'Orne. *Atlas de France*, pl. 36.

2. Rapport du Maire de Fleury (Manche), cité dans [65] DAVODET, p. 14.

trouver. Un pays de petits exploitants attachés jalousement à la terre ne sera pas évidemment très renommé pour ses progrès agricoles. Les façons d'exploitation empêchent l'emploi de nouvelles méthodes, et nous avons vu qu'en Basse-Normandie les progrès du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle ne pouvaient se développer que par une modification de la situation existante. L'utilisation des machines devait attendre un changement de l'état de propriété. Leurs méthodes un peu surannées avaient placé les cultivateurs bas-normands dans une situation économique désavantageuse, et les petits exploitants ne purent lutter qu'avec grande difficulté contre la concurrence du dehors et contre les crises agricoles successives depuis 1880. Ce n'est sans doute pas seulement une coïncidence que depuis l'ère d'amalgamation des propriétés, le taux de naissances s'est élevé, et qu'avec la fin de la tendance au morcellement, la population bas-normande a augmenté. Il semble que la seconde moitié du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, qui vit le morcellement des terres à son maximum, fut la période la plus difficile pour les exploitants et elle fut aussi la période de crise démographique. Il est difficile de résister à la conclusion que le morcellement de la propriété fut un facteur de cette crise, car il exerça un mauvais effet sur l'économie agricole. Une Basse-Normandie rurale moins morcelée est plus propre peut-être « à se plier à une économie dégagée à la fois de l'esprit de tradition et de... l'angoisse perpétuelle de la faim <sup>1</sup> ».

1. [6] BLOCH, p. 249.

## II. — Évolution agricole

Pour esquisser l'évolution agricole de la Basse-Normandie, il faudra avoir recours aux statistiques ; et pour commencer, il vaudra mieux jeter un coup d'œil sur les statistiques elles-mêmes. Les chiffres qu'on vient de citer, avec leur désaccord visible entre 1896 et 1906, peuvent être adoptés comme point de départ pour une critique des statistiques officielles, mais si l'on désire un exemple encore plus frappant, on pourrait essayer de trouver la superficie de la France<sup>1</sup>. On pourrait multiplier les critiques des statistiques agricoles officielles, mais nous nous bornerons à signaler les conclusions de Musset<sup>2</sup>. D'après cet auteur, il serait bien imprudent et hardi de baser ses travaux sur les statistiques officielles. Aussi avons-nous essayé de rédiger l'exposé sans trop nous appuyer sur les chiffres. Toute tentative d'utiliser les statistiques dites d'économie rurale a dû échouer, car le changement de plan à chaque époque en a annulé la valeur. Il ne nous reste que la possibilité de trouver les grandes lignes de l'évolution agricole dans d'autres

1. [4] AUGÉ-LARIBÉ, p. 46. « Quelle est la superficie de la France ? 53.646.374 hectares d'après le Service Géographique de l'Armée ; 52.840.000 d'après le Bureau des Longitudes ; 52.857.199 d'après la Statistique Agricole de 1882 et 1892 ; 52.955.764 d'après la Statistique Annuelle pour 1909. »

2. [43] MUSSET : *Les Statistiques officielles françaises*, pp. 285-288. « Chaque statistique, prise à part, a une valeur assez ou fort médiocre. Les diverses statistiques, même quand les questions posées sont les mêmes... ne sont pas exactement comparables et avec les changements dans les modes d'évaluation, toute confrontation devient impossible.

« Nous avons dit plus haut à quelles erreurs on s'expose à comparer sans critique les statistiques décennales ; il en va de même pour les statistiques annuelles.

« Les statistiques en somme ne doivent être employées qu'accèssoirement dans un travail général ou local... elles ne doivent jamais servir de base. Elles ne sont qu'un moyen abrégé... de représentation. »

travaux et de les adapter autant que possible à la région bas-normande avec l'aide des statistiques.

a) *Situation de l'agriculture au début du XIX<sup>e</sup> siècle :*

Dans son étude sur l'agriculture en Normandie au Moyen Age, Delisle expose l'état stationnaire de la technique agricole. Depuis huit siècles, les pratiques agricoles n'avaient guère changé : les méthodes qui caractérisèrent le Moyen Age étaient presque toutes pratiquées en 1789, de sorte qu'un paysan du XIII<sup>e</sup> siècle pourrait visiter beaucoup de fermes au XVIII<sup>e</sup> siècle sans grand étonnement<sup>1</sup>.

Avec une telle immobilité pendant six siècles, il n'est pas surprenant que la Révolution n'effectua relativement que peu de changements dans l'économie bas-normande. Il est vrai qu'une bonne partie des traditions féodales disparut ; et la propriété subit un changement fondamental ; mais, aujourd'hui, on reconnaît de plus en plus que la Révolution s'occupa plutôt de l'aspect juridique de la propriété que des façons de l'exploitation matérielle. Pour l'agriculture, le terrain fut préparé pour les progrès qui devaient s'achever pendant le XIX<sup>e</sup> siècle : l'importance de 1789 n'est pas dans des améliorations techniques, mais dans la création d'un milieu propice au progrès par la destruction des pratiques surannées. Avant 1815 il n'y avait aucune force économique capable de transformer les conditions de la vie rurale<sup>2</sup> ; et la Révolution fut un prélude essentiel aux changements radicaux du XIX<sup>e</sup> siècle. L'inertie de plusieurs

1. [12] DELISLE, p. 11.

2. [9] CLAPHAM, p. 6.

siècles fut dissipée pendant la dernière décade du XVIII<sup>e</sup> siècle, et, après 1810 environ, de nouvelles forces purent opérer pour changer foncièrement les bases de l'économie rurale. Il y a donc deux caractéristiques de la période révolutionnaire : continuation du système agricole perpétué depuis le Moyen Age<sup>1</sup>, et préparation pour la transformation qui allait s'achever plus tard.

L'agriculture au début du XIX<sup>e</sup> siècle basait ses pratiques sur la nécessité des subsistances. Toute exploitation devait autant que possible fournir non seulement la nourriture, mais aussi une partie des vêtements et même de l'outillage qui lui étaient nécessaires. L'agriculture de subsistance était un caractère universel de la Basse-Normandie à cette période, et les causes se trouvent dans le manque de moyens de communication, et, à un degré moindre, dans les traditions héritées du passé et consacrées par un usage de plusieurs siècles.

Le manque de communications fut sans aucun doute le premier facteur contribuant à l'état arriéré de l'économie bas-normande. Les cahiers de la région en 1789 se plaignaient du manque de bons chemins<sup>2</sup>, et les transports restaient lents et coûteux<sup>3</sup>. Avant l'établissement de la route de Lisieux à Pont-l'Évêque, une bonne partie des marchandises de la région passaient en bateau par la Touques. « Depuis l'établissement de la route, le transport des marchandises...

1. « L'économie rurale n'a point fait de progrès, c'est toujours la même mode de culture. » [42] Stat. Agric., 1814, p. 135 (Calvados).

2. Cahier de doléance de Caen. « Qu'on évite l'abus des grandes routes... qui, passant par des villages protégés..., nuisent le commerce. » Cahier du Tiers-Etat, 1789.

3. [27] HAYEM, p. 337.

est devenu moins coûteux<sup>1.</sup> » Aucune statistique n'existe sur les voies de communication ; aussi faut-il se contenter de chiffres établis sous Louis-Philippe tout en se rappelant des « immenses travaux publics entrepris par la Monarchie de Juillet<sup>2.</sup>

VOIES DE COMMUNICATION 1837 (en kilomètres)

|              | Routes<br>royales | Routes<br>départementales | Chemins<br>vicinaux | Total |
|--------------|-------------------|---------------------------|---------------------|-------|
| Calvados . . | 406               | 533                       | 5.915               | 6.845 |
| Manche. . .  | 365               | 580                       | 5.291               | 6.241 |
| Orne . . . . | 327               | 472                       | 7.310               | 8.111 |

Ponts de plus  
de 20 mètres  
de longueur

|                |    |
|----------------|----|
| Calvados . . . | 11 |
| Manche . . . . | 11 |
| Orne . . . . . | 5  |

La « Statistique Agricole de 1814 » nous fournit d'autres renseignements qui servent à corriger les chiffres déjà cités, et elle éclaire la situation d'une meilleure façon que ses auteurs n'auraient pu l'espérer. Dans l'arrondissement de Lisieux, on y signale que « les communications existantes sont... très suffisantes, mais il s'en faut de beaucoup qu'elles soient praticables en tout temps : le mauvais état des chemins a toujours été en augmentant depuis que la loi du 6 octobre 1791 en a mis la réparation à la charge des

1. [42] Stat. Agric., 1814, p. 125. — On peut aussi considérer l'activité des nombreux petits ports le long des côtes comme un indice du manque de communications sur terre. En 1821 et 1851, la population était très dense dans la région côtière.

2. [32] LAVERGNE, p. 47.

communes<sup>1</sup> ». Il en fut de même dans l'arrondissement de Vire<sup>2</sup> où « on peut assumer que les communications existantes sont suffisantes, quoiqu'elles ne soient pas praticables en tout temps... par la dégradation qu'elles ont éprouvée pendant vingt ans<sup>3</sup> ». Nous pouvons nous rendre compte que les communications, ainsi qualifiées, suffisaient à peine aux besoins d'une agriculture qui garde elle-même des caractères du Moyen Age. Dans ces conditions, on doit regarder l'état des communications au début du xix<sup>e</sup> siècle comme la cause principale de la situation stationnaire de l'agriculture.

Une autre cause résidait dans l'obstination du paysan à l'égard des pratiques nouvelles, obstination renforcée en Basse-Normandie par l'esprit conservateur inné de la race normande. En 1814, un sous-préfet du Calvados disait des Bas-Normands : « Ce qu'ils n'ont pas vu pratiquer à leurs ancêtres est pour eux un monstre insurmontable<sup>4</sup>. » Dans l'arrondissement de Lisieux encore la même chose : « Il n'a été fait aucune entreprise<sup>5</sup>. » L'esprit conservateur compte pour quelque chose dans la démographie de Basse-Normandie, et c'est toujours un facteur dans l'activité économique. En 1857, Lavergne écrivait que la culture normande « n'adopte qu'avec lenteur des innovations<sup>6</sup> », et en 1903 Guinchant attribua la déchéance de l'industrie textile en partie à « un esprit trop conser-

1. [42] Stat. Agric., 1814, pp. 125-126.

2. La Statistique Agricole donne des renseignements sur ces deux arrondissements seulement.

3. [42] Stat. Agric., 1814, p. 147.

4. [42] Stat. Agric., 1814, p. 156.

5. [42] Stat. Agric., 1814, p. 135.

6. [32] LAVERGNE, p. 91.

vateur qui a souvent prévalu ; ou a eu trop de respect pour les routines <sup>1</sup> ».

Un élément de la situation en Basse-Normandie vers 1800 était l'extrême contraste entre les régions. Nous avons esquissé déjà les caractères régionaux de ces pays, mais il faut reconnaître que les modes d'agriculture avaient accentué les différences du milieu géographique. Une agriculture de subsistance se prête mal à un choix discriminant d'exploitation, et il est impossible de développer pleinement toutes les ressources. Aussi dans la Basse-Normandie y avait-il des régions riches et des régions pauvres. « La campagne d'Alençon... ainsi que la plus grande partie des terres des villages qui sont aux environs, sont fertiles et abondantes en toutes sortes de grains <sup>2</sup>. » Autrefois, le contraste entre les riches plaines et le Bocage était éclatant. « D'un côté... un pays de villageois confortablement installés. Là-bas, des vallons sauvages et écartés... une vie morose et solitaire. Les gens des environs de Caen ou de Falaise parlaient des Bocains avec une certaine pitié <sup>3</sup>. »

La raison de cette opposition résidait dans le système d'agriculture, qui se basait surtout sur la production des céréales, le blé de préférence, mais avec des substituts dans les régions froides et pluvieuses. Le but primordial était toujours d'assurer une alimentation suffisante à chaque ferme : ces conditions, une fois remplies, on pouvait se tourner vers un peu de spécialisation dans une seule production. Le cultivateur essayait de réunir le plus de variété possible

1. GUINCHANT, Ass. de C., 1903, p. 121.

2. DE LA BRETECHE, Intendant d'Alençon, 1789-1800, cité dans [23] DUVAL, p. 13.

3. LE CANU, pp. 38-40.

dans son exploitation : une région propre à l'élevage devait produire la plupart des céréales, et une région qui se fût prêtée à la grande culture devait nourrir quelques animaux. Dans ces circonstances, il était inévitable qu'on ignorât et qu'on perdît une partie des possibilités de l'exploitation ; l'expérimentation et la spécialisation étaient presque interdites. Toute région impropre à la culture du blé était condamnée à une situation difficile, même à la pauvreté.

Ce système peu intelligent d'économie agricole restreignait le bien-être de la masse de la population en Basse-Normandie. En 1815, le paysan « lived very hard and worked unceasingly. In spite of his work he was not yet entirely free of the spectre that had followed him all through the ages, that of famine in years of harvest-failure and dearth<sup>1</sup> ». A cet égard, on peut suggérer que la densité élevée de la population dans toute la région côtière de Basse-Normandie est en rapport avec l'industrie de la pêche, qui offrait un supplément au régime, parfois très maigre et insuffisant, des populations agricoles ; et, d'ailleurs, le déclin de l'industrie de la pêche en Basse-Normandie coïncide avec le progrès des méthodes agricoles. En ce qui concerne l'économie rurale, nous sommes encore à peu près dans l'Ancien Régime, pendant la première décade du XIX<sup>e</sup> siècle. Les événements politiques ne s'étaient pas traduits en mouvements économiques, et des survivances du passé persistaient encore. Mais l'inertie qui avait tant pesé sur l'agriculture se dissipait, et un potentiel énorme de force transformatrice s'accumulait. Vers 1815, l'économie rurale commença à se développer et à évoluer.

1. [9] CLAPHAM, p. 402.

b) *Transformation de l'utilisation du sol :*

La première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle vit un grand développement des moyens de communication. Sous Napoléon I<sup>er</sup> on entama la construction d'un réseau de routes nationales et la Monarchie de Juillet entreprit d'immenses travaux publics, construisant 125.000 kilomètres de chemins nouveaux, de nombreux canaux et 9.000 kilomètres de chemins de fer<sup>1</sup>. Après 1800, on peut signaler un progrès constant des communications, qui, à la fin, transforma complètement l'économie du pays.

En Basse-Normandie, le progrès des communications provoqua d'importants changements. On a déjà indiqué les caractéristiques de la région, qui se divisait en nombreux petits groupements régionaux, chacun avec sa ville-marché et chacun se suffisant à peu près à lui-même. Cette sorte d'économie, avec des échanges sur l'échelle la plus restreinte, avait eu un effet très important sur l'utilisation des terres. Nous avons déjà vu comment en Basse-Normandie, il avait fallu produire tous les objets nécessaires à la vie autant que possible dans le cadre familial, le reste aux environs immédiats ; et qu'on avait dû ignorer, à certains égards, les caractères géographiques de la région. Avec cette sorte d'utilisation du sol, on ignorait le potentiel du terrain, puisqu'il fallait toujours cultiver les mêmes plantes et soigner les mêmes bestiaux : si une certaine plante ou animal donné ne réussissait pas, tant pis, il fallait trouver un substitut quelconque, et le niveau de vie se trouvait un peu baissé.

Le développement des communications détruisit ce

1. [32] LAVERGNE, p. 46.

système d'agriculture se suffisant à elle-même, en permettant aux fermiers d'exploiter les avantages géographiques de leur milieu régional par une spécialisation dans deux ou trois produits qui payaient. Le fermier du Bocage, autrefois dans la nécessité de cultiver quelques céréales, pouvait dorénavant profiter du climat humide pour s'adonner entièrement à l'élevage ; tandis que le fermier de la plaine de Caen pouvait exploiter la richesse du sol sans devoir maintenir les bestiaux qui gênaient ses nouvelles pratiques d'assolement. Il y avait donc une possibilité d'utilisation plus complète des facteurs naturels : l'homme pouvait s'enrichir par une exploitation plus judicieuse et plus étroitement adaptée au milieu géographique. La possibilité d'échanger des produits inaugura une ère nouvelle pour les cultivateurs et les conditions du travail ont changé en peu de temps « de fond en comble <sup>1</sup> ».

Le processus de transformation ne s'acheva pas tout naturellement, car, comme une sorte d'obstacle, le caractère conservateur des Normands s'y opposait. Une poussée contre ce conservatisme fut souvent donnée, cependant, par la concurrence du dehors, qui, avec le développement continu des communications, devenait de plus en plus sévère. Un processus de sélection géographique eut lieu : chaque région de France ne pouvait plus s'adonner à une production sans distinction, mais devait se spécialiser dans les deux ou trois produits qui lui convenaient le mieux. En somme, la France se transformait pendant le XIX<sup>e</sup> siècle en une seule unité économique ; et la

1. [32] LAVERGNE, p. 47.

Basse-Normandie devait trouver sa place dans le nouveau système.

Le premier pas dans la transformation de l'utilisation des terres en Basse-Normandie fut l'abandon des céréales qui ne poussaient qu'avec difficulté en beaucoup d'endroits, et leur remplacement, soit par l'herbe, soit par des cultures fourragères. L'élevage commença de devenir l'élément principal du système agricole et cette tendance semble presque inévitable quand on se rend compte d'abord du manque de prairies naturelles dans le reste de la France à cause du climat trop chaud et insuffisamment humide ; et ensuite des avantages pour la culture des céréales que possèdent des régions telles que la Brie et la Beauce.

L'introduction des nouvelles plantes fourragères permit l'amélioration du système d'assolement. Au début du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, on pratiquait l'assolement triennal, avec jachère en première année. En 1835 la jachère occupait environ 52.000 hectares dans le Calvados, 27.000 hectares dans la Manche et 91.000 ha. dans l'Orne. L'extension donnée aux plantes sarclées et aux prairies artificielles a fait disparaître peu à peu la jachère complète, qui n'est plus pratiquée que dans des cas exceptionnels.

De nos jours, on trouve un assolement d'une durée de dix ou cinq années dans la Basse-Normandie, chose qui s'est produite à cause des améliorations de la technique et à cause de la prédominance donnée à l'élevage<sup>1</sup>. Ces changements témoignent de l'ampleur de la transformation depuis 1800.

1. Sur la plaine de Caen « véritable contrée des labours », l'assolement est : 1<sup>re</sup> année : plante sarclée ; 2<sup>e</sup> année : blé ; 3<sup>e</sup> année : avoine ; 4<sup>e</sup> année : trèfle ; 5<sup>e</sup> année : blé ; 6<sup>e</sup> année : orge avec sainfoin ; 7<sup>e</sup> année : sainfoin ; 8<sup>e</sup> année : sainfoin ; 9<sup>e</sup> année : blé ; 10<sup>e</sup> année : avoine.

Autrefois, le blé était l'élément principal de l'agriculture. Si les circonstances étaient défavorables, on le remplaçait par le seigle ou le sarrasin. En même temps, on cultivait l'orge et l'avoine afin de pouvoir nourrir pendant l'hiver les animaux, non seulement les animaux des prés, mais aussi les animaux de basse-cour. Les statistiques de 1837 indiquent l'importance du blé dans l'agriculture de la Basse-Normandie, mais il faut signaler aussi des différences régionales, par exemple dans l'Orne, où le seigle remplaçait le blé, et où la proportion élevée de l'avoine indiquait un cheptel nombreux ; et encore dans la Manche, avec ses cultures de sarrasin et d'orge.

STATISTIQUES AGRICOLES  
(Superficies en hectares)

|                                  | CALVADOS                     |                              | MANCHE                       |                              | ORNE                         |                              |
|----------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
|                                  | 1837                         | 1929                         | 1837                         | 1929                         | 1837                         | 1929                         |
| Froment . . . . .                | 102.000                      | 33.000                       | 89.000                       | 25.000                       | 57.000                       | 35.000                       |
| Seigle . . . . .                 | 6.000                        | 2.000                        | 9.000                        | 3.000                        | 17.000                       | 2.000                        |
| Orge . . . . .                   | 21.000                       | 17.000                       | 62.000                       | 18.000                       | 28.000                       | 11.000                       |
| Avoine . . . . .                 | 38.000                       | 29.000                       | 27.000                       | 14.000                       | 57.000                       | 37.000                       |
| Sarrasin . . . . .               | 15.000                       | 7.000                        | 60.000                       | 15.000                       | 19.000                       | 4.000                        |
| Colza . . . . .                  | 16.000                       | 86                           | 1.000                        | —                            | 200                          | —                            |
| Lin . . . . .                    | 600                          | 865                          | 2.000                        | —                            | 800                          | 230                          |
| Betteraves . . . . .             | 200                          | 6.000                        | 200                          | 4.000                        | —                            | 5.000                        |
| Prairies artificielles . . . . . | 33.000                       | 33.000                       | 46.000                       | 34.000                       | 32.000                       | 45.000                       |
| Prairies naturelles . . . . .    | 108.000                      | 275.000                      | 89.000                       | 309.000                      | 126.000                      | 195.000                      |
| Jachères . . . . .               | 52.000                       | pas de<br>rensei-<br>gnement | 27.000                       | pas de<br>rensei-<br>gnement | 91.000                       | pas de<br>rensei-<br>gnement |
| Landes, etc. . . . .             | 41.000                       | 21.000                       | 16.000                       | 31.000                       | 26.000                       | 14.000                       |
| Pâtures . . . . .                | pas de<br>rensei-<br>gnement | 32.000                       | pas de<br>rensei-<br>gnement | 66.000                       | pas de<br>rensei-<br>gnement | 129.000                      |

Il ne vaut guère la peine de commenter ces chiffres : ils parlent par eux-mêmes. Malgré un changement de classement qui rend difficile de distinguer entre « Prairies », « Landes », « Jachères » et « Pâturages », la transformation fondamentale de l'utilisation des terres est facile à voir. Les autres statistiques agricoles confirment les chiffres déjà cités.

FROMENT (*en hectares*)

|            | 1837    | 1852    | 1862    | 1892   | 1929   |
|------------|---------|---------|---------|--------|--------|
| Calvados . | 102.000 | 109.000 | 112.000 | 76.000 | 33.000 |
| Manche. .  | 89.000  | 110.000 | 114.000 | 79.000 | 25.000 |
| Orne . . . | 57.000  | 74.000  | 79.000  | 69.000 | 35.000 |

PRAIRIES NATURELLES (*en hectares*)

|            |         |         |         |         |         |
|------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Calvados . | 108.000 | 121.000 | 119.000 | 184.000 | 275.000 |
| Manche. .  | 89.000  | 92.000  | 88.000  | 148.000 | 309.000 |
| Orne . . . | 126.000 | 129.000 | 122.000 | 166.000 | 195.000 |

Selon cette dernière statistique, le « couchage » des terres en herbages débuta au plus tôt après 1870 et probablement après 1890. Il faut se garder d'attacher trop d'importance aux chiffres, étant données les critiques de Musset et les changements de plan des statistiques en 1851, 1891 et 1929 ; mais, dans tous les trois départements, une augmentation soudaine des prairies, correspondant à une forte diminution des superficies cultivées en blé, se place entre 1891 et 1929. La légère augmentation de la superficie en blé de 1837 à 1891 s'explique (si une explication est nécessaire, compte tenu des erreurs des statistiques) peut-être par les progrès techniques effectués pendant cette période.

Ayant précisé l'époque de la transformation, il faut

essayer de trouver les différences régionales. Malheureusement, des statistiques détaillées n'existent que pour 1837 et 1852 ; elles sont établies par arrondissements, dont les limites ne correspondent pas aux limites des régions géographiques. Aussi, toute comparaison n'aura-t-elle qu'une valeur presque nulle. Il existe, cependant, des statistiques pour le Calvados et on peut tenter l'esquisse d'une comparaison des emblavements dans ce département.

EMBLAVEMENTS EN HECTARES

|                   | 1837   | 1852   | 1929   |
|-------------------|--------|--------|--------|
| Arrondissement de | —      | —      | —      |
| Bayeux . . . .    | 17.000 | 19.000 | 5.000  |
| Caen . . . .      | 32.000 | 28.000 | 14.000 |
| Falaise . . . .   | 17.000 | 22.000 | 8.000  |
| Lisieux . . . .   | 11.000 | 13.000 | 1.000  |
| Pont-l'Évêque .   | 8.000  | 9.000  | 1.000  |
| Vire . . . .      | 16.000 | 20.000 | 7.000  |

Il n'est pas possible de faire une comparaison absolue à toutes les époques, mais les chiffres démontrent d'une façon incontestable, que le véritable pays du blé est depuis toujours la plaine de Caen. Le Bessin et le Pays d'Auge (arrondissements de Bayeux, Lisieux et Pont-l'Évêque) montrent une infériorité à toutes les périodes et ils semblent avoir plus perdu proportionnellement de leur superficie cultivée en blé. Le fait que la Manche, avec une plus grande superficie, avait toujours des emblavements inférieurs numériquement à ceux du Calvados, indique que la Manche était moins propice à la culture du blé que la plaine de Caen et l'essor énorme des prairies naturelles depuis 1892 confirme cette indication.

Dans le Calvados et dans la Manche, la superficie

des prairies naturelles a plus que doublé depuis 1837, tandis que dans l'Orne, il n'y a eu qu'une augmentation d'environ 65 p. 100. Ceci est dû au fait que le milieu géographique avait empêché une grande extension de la culture de blé, et, même en 1837, l'Orne était beaucoup plus avancé dans l'évolution vers le « couchage en herbe » que les départements voisins.

Nous avons ainsi plusieurs régions en Basse-Normandie qui se distinguent l'une de l'autre par leurs différentes manières d'évoluer. La plaine de Caen a le moins changé de base et le blé reste encore un élément de première importance dans l'économie de la région. La Manche semble avoir changé davantage, car, en 1837, la balance entre le blé et les prairies naturelles fut exactement égale, mais, en 1929, elle fut de l'ordre de 12 à 1 en faveur des prairies naturelles. Les chiffres correspondants sont pour le Calvados, 8 à 1 et pour l'Orne 6 à 1. Le Pays d'Auge et le Bessin sont aussi des régions où la transformation des terres en prairies a été très complète. Comme la plaine de Caen, l'Orne a subi un moins grand changement, mais pour une raison différente. La plaine a résisté au mouvement de « couchage », l'Orne était déjà un pays d'herbe avant le commencement du mouvement, et ne devait pas évoluer autant pour transformer son système agricole.

c) *La question des machines et la main-d'œuvre :*

En 1900, l'auteur d'une étude sur la plaine de Caen pouvait écrire « la vaste plaine... est très appropriée à l'usage des machines agricoles et on s'étonne qu'elles n'y soient pas plus nombreuses, ni plus perfectionnées <sup>1</sup>,

1. GUÉNAUX cité dans [76] HÉDIARD : *L'Agriculture dans le département du Calvados*, p. 38.

et presque partout, les labours étaient exécutés à l'aide de l'ancienne charrue du Calvados... construite par les maréchaux du pays <sup>1</sup> ».

|                                 | CALVADOS |       | MANCHE |        |
|---------------------------------|----------|-------|--------|--------|
|                                 | 1892     | 1929  | 1892   | 1929   |
|                                 | —        | —     | —      | —      |
| Charrues à brabants } doubles } | —        | 6.816 | —      | 13.450 |
| Charrues polysocs .             | 160      | 2.324 | 66     | 6.835  |
| Charrues simples .              | 14.595*  | —     | 46.444 | —      |

| ORNE                                  |                |
|---------------------------------------|----------------|
|                                       |                |
|                                       | 1892      1929 |
|                                       | —            — |
| Charrues à brabants . } doubles . . } | —      7.500   |
| Charrues polysocs . .                 | 184      179   |
| Charrues simples . .                  | 30.964*      — |

Malgré les erreurs des statistiques, tout le monde est d'accord pour placer l'ère de l'introduction des machines agricoles aux environs de 1900 <sup>3</sup> et en Basse-Normandie, le conservatisme des fermiers retarda encore de quelques années leur utilisation sur une grande échelle <sup>4</sup>. On peut se demander par quels moyens ce trait du caractère normand fut vaincu et il semble qu'on peut imputer l'utilisation des machines à une raréfaction de la main-d'œuvre dans la province. Il est bien établi qu'un mouvement fort développé d'émigration priva la Basse-Normandie depuis la

1. [76] HÉDIARD, p. 38.

2. Voici une erreur manifeste des statistiques agricoles. Il est incroyable que l'Orne eût pu posséder plus de charrues que le Calvados en 1892.

3. [76] HÉDIARD : *Op. cit.*, p. 38. [9] CLAPHAM, p. 172.

4. Ce qu'ils n'ont pas vu pratiquer à leurs ancêtres est pour eux un monstre insurmontable.

Monarchie de Juillet, d'environ 4.000 à 5.000 personnes en moyenne tous les cinq ans. Après 1880, on commençait à sentir l'effet de cet écoulement continu, qui affectait presque uniquement les campagnes<sup>1</sup>. Aux campagnes congestionnées du début du XIX<sup>e</sup> siècle, avait succédé un pays beaucoup plus vide d'hommes ; et les émigrants étaient pour la plupart des paysans sans capitaux ou sans grande propriété : surtout des ouvriers agricoles. Vers la fin du siècle, il n'y avait plus de main-d'œuvre abondante et l'Enquête sur les Salaires agricoles de 1912 signala que partout « le nombre des salariés agricoles diminue très rapidement<sup>2</sup> ». Dans la plaine de Caen, « le nombre des salariés tendait à diminuer d'une façon alarmante<sup>3</sup> ». Un symptôme de la raréfaction des ouvriers agricoles, ce furent les plaintes des fermiers que leur main-d'œuvre était inconstante et de mauvaise qualité<sup>4</sup>. Quelques fermiers appelaient même des Belges et des Bretons pour remplacer les ouvriers bas-normands qui manquaient<sup>5</sup>. Mais, d'autres combattaient la raréfaction avec des machines agricoles, y étant astreints dans certains cas par la difficulté d'obtenir un nombre suffisant d'aides et en dépit de leurs préjugés contre toute innovation.

Les effets de l'utilisation des machines agricoles furent très importants. Il est utile de rappeler cette phrase de Karl Marx, qu'il y a toujours trop d'ouvriers pour les besoins moyens ; toujours trop peu pour les besoins exceptionnels de l'agriculture<sup>6</sup>. Avec une

1. La population urbaine était en augmentation.

2. [40] *Enquête sur les salaires agricoles*, 1912, pp. 72, 81, 254, 262, 299, 306.

3. [40] *Enquête sur les salaires agricoles*, 1912, p. 306. — Aussi [37] MAUCO, p. 31. [4] AUGÉ-LARIBÉ, p. 143.

4. [40] *Enquête sur les salaires agricoles*, 1912, p. 305.

5. [36] MARX, p. 767.

telle situation, les machines pouvaient aisément trouver une place, car après leur usage pendant quelques semaines, on pouvait les ignorer le reste de l'année, et il n'y avait pas à dépenser des frais d'entretien pendant cette période. On ne pouvait disposer d'un ouvrier agricole de cette façon : il fallait qu'il pût trouver du travail toute l'année ; aussi, les fermiers tendaient de plus en plus à remplacer leur main-d'œuvre humaine par des machines<sup>1</sup>. On créa ainsi un cercle vicieux, plus on se servait de machines, plus la main-d'œuvre diminuait à cause des émigrations forcées par suite du manque de travail, et plus il fallait encore avoir recours aux machines.

Il existe une grande confusion dans les études sur cette question de machines et de main-d'œuvre, car il est souvent difficile de savoir si les machines ont chassé les ouvriers, ou si elles ont été adoptées pour les remplacer<sup>2</sup>. On peut citer bon nombre d'opinions sur les vraies causes, avec un même nombre d'opinions justement opposées.

En Basse-Normandie, la situation est assez claire. Nous avons ces trois faits, à peu près indiscutables, que l'émigration commença vers 1830, que l'introduction des machines agricoles date des environs de 1900 ; et que la transformation des terres emblavées en prairies prit un grand essor après 1890. Tenant compte de ces faits, il est difficile de résister à la conclusion que l'utilisation des machines fut, à quelques égards, une conséquence de l'émigration, qui entraîna

1. « Aussi cherche-t-on à diminuer l'emploi de la main-d'œuvre normande... en utilisant des machines. » [41] *Enquête sur la propriété*, 1909, pp. 45-47.

2. [4] AUGÉ-LARIBÉ, p. 143.

une forte réduction du nombre des ouvriers agricoles<sup>1</sup>. Une fois commencée, l'utilisation des machines prit, en effet, un développement trop grand pour remplir juste la lacune creusée dans la main-d'œuvre de la région, et son effet final fut de déplacer une partie des salariés agricoles. En même temps, la transformation de l'utilisation des terres fut aidée par l'invention des machines, et dans les régions de prairies on n'avait besoin que d'une main-d'œuvre très restreinte. Les ouvriers agricoles furent ainsi assaillis de deux côtés : les machines les privaient de leur travail d'été et d'hiver ; et le développement des cultures fourragères et du « couchage en herbe » restreignait l'emploi de la main-d'œuvre.

On a constaté qu'une faucheuse mécanique supprime six ou sept salariés, et une moissonneuse quinze<sup>2</sup>. Il n'est guère surprenant, alors, que l'effet de l'introduction des machines en Basse-Normandie fut d'augmenter le volume des courants d'émigration, qui avaient montré quelques signes de ralentissement vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'utilisation des machines agricoles est donc un facteur direct de la dépopulation bas-normande<sup>3</sup>. Il faut reconnaître aussi l'influence du machinisme sur la transformation des terres en

1. On se permet de citer une confirmation de cette théorie dans [25] GARRIGOU-LAGRANGE, p. 94. « C'est plutôt l'exode rural qui... a précipité le « couchage en herbe » et des méthodes plus extensives. »

2. [4] AUGÉ-LARIBÉ, p. 141.

3. On pourrait multiplier les témoignages de ce fait, mais quelques exemples, tirés de *l'Enquête sur la dépopulation dans la Manche*, faite par A. Davodet, suffiront. Commune de Savigny : « Si la main-d'œuvre a été réduite, c'est grâce à l'emploi de quelques machines. » (Rapport du Maire). Commune de Cérisy : « Le fléchissement de la population agricole peut être attribué au développement du machinisme, qui a diminué les besoins de la main-d'œuvre. » (Rapport du Maire). Commune de Saint-Laurent-de-Terregatte : « La transformation des terres en herbages y contribue [à la dépopulation] mais davantage encore l'emploi des machines agricoles. » (Rapport du Maire).

herbages, qui est une seconde cause, et dont nous parlerons plus loin. Il existe donc deux aspects du problème de l'emploi des machines : l'effet direct de diminution du travail et l'effet indirect sur l'évolution agricole, qui ont eu tous deux le résultat de chasser les ouvriers agricoles des campagnes. Selon J.-S. Mill, les machines dans l'industrie « have permitted a greater number to live the same life of drudgery » ; mais il est évident que dans l'agriculture bas-normande l'emploi des machines a largement contribué à un mouvement de dépopulation.

d) *La situation de l'agriculture à l'époque actuelle :*

La situation de l'agriculture dans la Basse-Normandie à l'époque actuelle présente quelques caractères intéressants. La transformation de l'utilisation du sol est si avancée que deux tiers du territoire agricole sont en prairies et une bonne part des produits des terres labourables est consacrée à l'alimentation du cheptel. La majeure part de l'orge<sup>1</sup>, les deux tiers des betteraves<sup>2</sup> et la presque totalité de l'avoine sont produits en vue des besoins du bétail ; aussi, est-il facile d'estimer l'importance de l'élevage dans l'économie agricole bas-normande.

1. [76] HÉDIARD : *L'Agriculture dans le Calvados*, p. 50.

2. Stat. Agric., 1929.

STATISTIQUE AGRICOLE 1929

| SUPERFICIES<br>EN HECTARES DE : | CALVADOS    | MANCHE      | ORNE        |
|---------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Froment . . . . .               | 33.000      | 25.000      | 35.000      |
| Seigle . . . . .                | 2.000       | 2.000       | 2.000       |
| Orge . . . . .                  | 17.000      | 18.000      | 11.000      |
| Avoine . . . . .                | 29.000      | 14.000      | 37.000      |
| Sarrasin . . . . .              | 7.000       | 15.000      | 4.000       |
| Pommes de terre . . . .         | 4.000       | 5.000       | 5.000       |
| Betteraves . . . . .            | 6.000       | 5.000       | 5.000       |
| Colza . . . . .                 | 86          | —           | —           |
| Lin . . . . .                   | 865         | —           | 230         |
| Prairies artificielles . .      | 33.000      | 34.000      | 45.000      |
| Prairies naturelles . . .       | 275.000     | 309.000     | 195.000     |
| Pâtures . . . . .               | 32.000      | 66.000      | 129.000     |
| <br>Terres labourables . . . .  | <br>146.000 | <br>127.000 | <br>163.000 |
| Prairies . . . . .              | 308.000     | 375.000     | 316.000     |
| Maraîchers . . . . .            | 4.000       | 7.000       | 4.000       |
| Territoire non cultivé . .      | 21.000      | 31.000      | 14.000      |

1929

| NOMBRE D'ANIMAUX<br>DE RACE                     | CALVADOS | MANCHE  | ORNE    |
|-------------------------------------------------|----------|---------|---------|
| Chevaline . . . . .                             | 52.000   | 75.000  | 57.000  |
| Bovine (Vaches à lait com-<br>prises) . . . . . | 297.000  | 547.000 | 318.000 |
| Vaches à lait . . . . .                         | 133.000  | 289.000 | 98.000  |
| Ovine . . . . .                                 | 29.000   | 138.000 | 32.000  |
| Porcine . . . . .                               | 49.000   | 107.000 | 36.000  |

La statistique indique que la plupart des pratiques agricoles bas-normandes ont quelque rapport avec l'élevage des animaux et que les animaux de race bovine dominant. Il est important de noter, cependant, que la moitié seulement de ces bêtes sont des vaches à lait. L'industrie du lait, bien que très développée, n'est pas la seule occupation des éleveurs. Dans l'Houlme, les prairies sont consacrées à l'engrais-

ment des bœufs<sup>1</sup> et il en est de même pour d'autres régions du Bocage et de la Manche. Malgré ce fait, ce sont les produits laitiers qui ont fait la renommée de la Basse-Normandie. Les fromages du Pays d'Auge et le beurre du Bessin sont achetés dans toute la France et Isigny, Camembert, Pont-l'Évêque et Livarot sont aussi bien connus que Caen ou Cherbourg. Le fait que ces produits laitiers jouissent d'une telle réputation sur le marché national montre que la Basse-Normandie fait partie du nouveau système économique créé en France au XIX<sup>e</sup> siècle. Grâce aux facteurs naturels favorables, la région a pu se spécialiser avec succès dans la production animale et l'amélioration des communications lui a assuré un marché grand comme la France entière. « Les fromages de la région se vendent même à l'étranger<sup>2</sup>. »

Il existe des régions en Basse-Normandie où l'herbe ne convient pas à la production laitière. Nous avons vu que quelques-unes de ces régions pratiquent l'engraissement des bœufs, mais au sud, vers les bords du Perche, l'élevage du cheval est en honneur. Le cheval percheron, jadis un monstre de grossièreté a acquis au XIX<sup>e</sup> siècle une renommée universelle et il est élevé dans « tout le sud de la Basse-Normandie, même dans la plaine de Caen<sup>3</sup> ». Le cheval, les vaches et les bœufs se sont identifiés avec l'herbe ; mais, il existe un autre animal qui s'identifie en France avec les terres labourables. Le mouton tint une place importante dans l'économie bas-normande, tant qu'il

1. [110] TINTHOUIN, p. 136.

2. *Rapport sur l'exportation des produits laitiers* présenté le 17 décembre 1938 au Comité Régional du Commerce extérieur de la France. *Bulletin de la IV<sup>e</sup> Région Economique*, février 1939, pp. 47- 52.

3. [92] MUSSET : *Le Perche*, p. 359.

y eut beaucoup de jachère. Mais, avec les améliorations de la technique, la jachère tendit de plus en plus à disparaître et avec elle la plupart des moutons, qui trouvaient leurs moyens d'existence sur ces terres épuisées<sup>1</sup>.

# NOMBRE DE BÊTES A LAINE

|                | CALVADOS | MANCHE  | ORNE    |
|----------------|----------|---------|---------|
| 1837 . . . . . | 184.000  | 319.000 | 214.000 |
| 1929 . . . . . | 29.000   | 138.000 | 32.000  |

Donc, aujourd'hui, la situation en Basse-Normandie se caractérise par l'importance toujours croissante de l'élevage de plusieurs animaux : qui sont par ordre d'importance, la vache à lait, les bœufs, puis le cheval, et enfin, le cochon, qui est adjoint à l'industrie laitière. Les terres labourables ont été transformées directement en herbages, ou bien une part croissante de leurs produits est consacrée à l'alimentation des animaux ; mais, en tout cas, le résultat est le même. La culture simple du paysan du XVIII<sup>e</sup> siècle a disparu, et les Bas-Normands ne produisent plus tout ce dont ils ont besoin sur leurs propres fermes. Ils dépendent des marchés du reste de la France, surtout de la région parisienne.

Il ne faut pas terminer l'exposé sans considérer deux régions fort intéressantes. La plaine de Caen a résisté au mouvement général de transformation en herbages et la culture de blé y est encore en honneur. On trouvera l'explication dans la géographie et dans la géologie du pays, car le milieu se prête mieux à la

1. [110] TINTHOUIN, p. 136.

grande culture ; et, grâce à ces avantages, la plaine a pu profiter des améliorations de la technique agricole, non pas pour transformer son économie, mais pour maintenir ses cultures traditionnelles.

Le Bocage, réputé depuis toujours région pauvre et ingrate, est devenu riche au XIX<sup>e</sup> siècle. La transformation des terres enrichit les propriétaires, mais il faut aussi se rendre compte des amendements du sol affecté aux céréales par l'utilisation d'engrais et à la pratique de méthodes plus éclairées. La région où le blé « était autrefois inconnu <sup>1</sup> » et où « il y avait plus de boue que de louis <sup>2</sup> » avait en 1929 plus de blé que le Calvados et que la Manche. L'agriculture est sortie de sa routine séculaire et les assolements ordonnés ont fait délaisser l'usage des jachères. Ces progrès notables de la technique agricole ont eu leur effet dans la vie de la région : le paysan est plus aisé, car les améliorations ne se sont pas limitées à la culture. La quantité de viande consommée dans la région « a plus que doublé depuis cinquante ans <sup>3</sup> ».

Il convient, maintenant, de tracer les étapes du développement agricole depuis 1789. La première étape est l'abandon de l'agriculture de subsistance qui caractérisa la Basse-Normandie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les progrès politiques achevés en 1789 furent suivis plus tard par des progrès économiques <sup>4</sup>, qui entraînèrent une ère de prospérité pour toute la Basse-Normandie. Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, Lavergne pouvait écrire : « Si j'avais à désigner la plus heureuse partie de la France, je n'hésiterais pas, je désignerais la Nor-

1. [81] LECŒUR, p. 163.

2. [31] Dictionnaire Joanne, col. I, p. 3099.

3. [81] LECŒUR, p. 163.

4. [9] CLAPHAM, ch. I et III.

mandie<sup>1</sup> ». L'abandon des méthodes surannées et les débuts des améliorations des communications, qui furent d'abord suffisantes pour favoriser les échanges régionaux, mais insuffisantes pour entraîner la concurrence du dehors, inaugurèrent une période de prospérité qui dura jusqu'en 1850<sup>2</sup>.

Le développement continu des transports poussa à la transformation de l'utilisation des terres, et nous constatons qu'après 1850, la Basse-Normandie fut astreinte à baser de plus en plus son économie sur un commerce de produits animaux et laitiers. Ce mouvement, rendu inévitable par la concurrence d'autres régions, allait croissant et vers le début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, il prit un grand essor. Les crises agricoles successives le favorisèrent, et, comme nous l'avons vu, l'élevage devint à la fin l'élément principal de l'agriculture du pays.

Après la guerre de 1914-18, la hausse extraordinaire du prix des denrées alimentaires provoqua un changement inattendu de la situation agricole. On trouvait que « Cultiver la terre, c'était un labeur qui rendait et payait<sup>3</sup> ». La Basse-Normandie semble en avoir profité et il se peut que le chiffre élevé d'étrangers travaillant dans l'agriculture après la guerre soit un indice de cet état de prospérité. Le Secrétaire de la IV<sup>e</sup> Région Economique de la France (Basse-Normandie) caractérisa la période qui suivit immédiatement la guerre comme « des années de surproduction, de profits trop facilement acquis<sup>4</sup> ». Dans ces conditions,

1. [32] LAVERGNE, p. 90.

2. [32] LAVERGNE, p. 47. « Depuis 1847, ces progrès se sont sensiblement ralentis. »

3. [13] DEMANGEON : *Le Déclin de l'Europe*, p. 296.

4. [68] DEVAUX : *Le Mouvement industriel en Basse-Normandie*, Ass. de C., 1934, p. 211.

on peut avancer que la hausse du taux de natalité, constatée à cette époque-là, fut en partie une conséquence de la prospérité générale.

Les chiffres de la répartition du territoire agricole, déjà cités, ont indiqué l'étendue de la transformation « extensive » ; mais pour compléter l'exposé de l'évolution agricole, il faut avoir quelque notion de la transformation « intensive » : c'est-à-dire, de la qualité aussi bien que de la quantité des cultures. Les chiffres de rendement fournissent la meilleure synthèse que nous puissions avoir du progrès de la technique agricole et il sera inutile de les commenter.

#### RENDEMENT A L'HECTARE

| FROMENT |       |          | SEIGLE   |          |               | ORGE |    |    |  |
|---------|-------|----------|----------|----------|---------------|------|----|----|--|
| C.      | M.    | O.       | C.       | M.       | O.            | C.   | M. | O. |  |
| 1837    | . . . | 13 13 14 | 11 11 13 | 15 17 12 | (hectolitres) |      |    |    |  |
| 1852    | . . . | 17 14 15 | 12 12 15 | 15 17 14 | ( — )         |      |    |    |  |
| 1892    | . . . | 12 13 13 | 15 14 21 | 18 17 16 | ( — )         |      |    |    |  |
| 1929    | . . . | 19 18 19 | 14 16 17 | 17 18 13 | (quintaux)    |      |    |    |  |

| AVOINE |     |          | SARRASIN |               |    |  |
|--------|-----|----------|----------|---------------|----|--|
| C.     | M.  | O.       | C.       | M.            | O. |  |
| 1837   | . . | 16 18 13 | 14 12 14 | (hectolitres) |    |  |
| 1852   | . . | 16 19 16 | 15 14 17 | ( — )         |    |  |
| 1892   | . . | 22 21 19 | 19 17 17 | ( — )         |    |  |
| 1929   | . . | 17 17 21 | 14 15 11 | (quintaux)    |    |  |

Les rapports entre l'évolution agricole et le mouvement de la population sont très importants. La première période après 1789, caractérisée par un grand développement de l'agriculture, correspond à une croissance de la population ; et il n'est pas difficile de voir que celle-ci est une conséquence directe de l'autre. Levasseur<sup>1</sup> et Lavergne reconnurent tous les deux

1. [34] LEVASSEUR, t. III, p. 469.

que les progrès agricoles avaient rendu la Basse-Normandie l'une des « plus heureuses parties de la France<sup>1</sup> », et que l'accroissement de la population en fut la mesure la plus exacte<sup>2</sup>. Au développement des marchés, des moyens de transport et de la technique agricole, les populations bas-normandes répondirent par une augmentation du taux de natalité : et le chiffre de naissances de 1816 est le plus élevé qu'on ait jamais enregistré. Le fléchissement de cette prospérité commença à se faire sentir sous la Monarchie de Juillet, avec l'essor des chemins de fer. Le milieu du xix<sup>e</sup> siècle est une période de crise ; car, avec la déchéance du vieux système, la prospérité disparut, et on ne pouvait prévoir les événements futurs. Une transformation complète est toujours difficile ; en Basse-Normandie, la crise fut très longue et très aiguë. Vers le xx<sup>e</sup> siècle, il devint évident que la Basse-Normandie allait se transformer en un pays d'herbages et qu'elle pouvait prospérer en pratiquant l'élevage. La crise de transformation qui dura d'environ 1840 à 1910 et le nouvel ordre qui en résulta, frappaient de deux façons la population de la région.

En premier lieu, la transformation s'opéra par une concurrence sévère qui détruisit le mode de vie ancien, basé sur la culture avec un métier à domicile comme supplément. Les paysans trouvaient qu'il fallait abandonner leurs métiers ingénieux ; et, qu'en même temps, il était devenu plus difficile de vivre de la culture de leurs champs. Le seul remède en beaucoup de cas fut l'émigration, car il était souvent impossible d'exister dans les nouvelles conditions. Avec un avenir incertain à cause de la transformation fondamentale toujours

1. [32] LAVERGNE, p. 90.

2. [32] LAVERGNE, p. 47.

ponctuée de crises agricoles, il n'est guère surprenant que la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle fût pour la population bas-normande une période de déclin. Un très bon indice du déséquilibre de la vie bas-normande fut le développement de la mendicité. En 1863, Baudrillart signala que dans le seul département de l'Orne, il y avait 10.000 mendiants <sup>1</sup>. On est ramené à l'époque de 1789, avec les plaintes identiques de l'Assemblée générale de Rouen.

En second lieu, nous avons vu que le rôle croissant de l'élevage priva d'emploi un grand nombre d'ouvriers agricoles, car le maintien d'une prairie exige moins de bras que la culture d'un champ. Les « couchages » en herbe entraînèrent automatiquement une diminution de la main d'œuvre : aussi trouvons-nous que le nouveau système agricole mit fin à la période de crise, mais augmenta plutôt que diminua le chômage des ouvriers agricoles. L'Enquête sur les Salaires agricoles invoqua comme facteur de la dépopulation des campagnes « le genre de culture de la région... qui est devenu essentiellement herbagère <sup>2</sup> » ; et l'enquête faite par Davodet révèle la même chose. La moitié des rapports communaux constatent d'une façon définitive que la diminution des populations agricoles provient en partie de la transformation en herbages des terres agricoles.

Il est clair que l'évolution agricole a produit une raréfaction de la population rurale et qu'au point de vue démographique « tout change et rien n'amende ». L'autre conclusion qu'on peut tirer de la situation de l'agriculture est qu'il sera vain d'attendre le terme de l'exode rural avant que le processus de transformation en herbages n'ait touché à sa fin. Donc, l'exposé

1. [5] BAUDRILLART, p. 342.

2. [40] *Enquête sur les salaires agricoles*, 1912, p. 78.

du développement agricole en Basse-Normandie a démontré que l'évolution agricole a été un facteur dans la dépopulation de la Basse-Normandie, non seulement en raison des crises qui accompagnèrent les changements, mais aussi en raison du nouveau genre d'exploitation. Aux campagnes isolées de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, a succédé un pays employant de meilleures méthodes et peut-être plus prospère, mais un pays sans grand nombre d'habitants. Les bestiaux ont chassé l'homme.

### III. — Évolution de l'industrie

Au Moyen Age, la Basse-Normandie avait une place dans l'industrie française, car ses richesses naturelles et agricoles lui assuraient un approvisionnement en matières premières et tant que les industries ne demandaient pas un outillage très compliqué, les ouvriers savaient tirer un bénéfice de leur dextérité et de leur ingéniosité. Les industries se développaient dans un milieu agricole ; aussi, avaient-elles deux caractéristiques importantes : elles se basaient sur la transformation des matières premières produites dans la région et elles tendaient à s'établir dans les endroits où l'agriculture offrait peu de bénéfices et où les habitants devaient par suite trouver un travail supplémentaire pour gagner leur vie.

La longue côte de Basse-Normandie, avec ses estuaires peu profonds, favorisait le développement d'une industrie chimique basée sur le sel. Le sel lui-même fut obtenu tout le long de la côte d'Avranches à Trouville ; et à l'intérieur du pays, il fut utilisé pour

la verrerie et pour la tannerie. L'industrie de la verrerie se situait dans les régions boisées : c'est-à-dire, dans le Bocage, dont les forêts fournissaient les combustibles nécessaires aux fourneaux, à Bénv-Bocage, à La Lande-Pourrie, Nonant-les-Pins, Tanneville et à Tourlaville. La tannerie s'établissait dans les régions d'élevage : c'est-à-dire au Bessin, au Pays d'Auge et au Bocage ; et les centres en furent Alençon, Argentan, Bayeux, Falaise<sup>1</sup>, Lisieux, Livarot, Mortagne, Saint-Lô et Vimoutiers.

Au xvi<sup>e</sup> et au xvii<sup>e</sup> siècles, il y avait une industrie textile, basée une fois encore sur les produits du pays. L'industrie drapière utilisait la laine des moutons qui étaient, autrefois, très nombreux dans la Basse-Normandie, surtout dans la Manche<sup>2</sup>, et les centres de fabrication suivaient tout naturellement la même distribution que les animaux. Avranches, Cherbourg, Coutances, Granville, Montsecret, Saint-Lô, Valognes et Vire, Bayeux, Caen, Condé-sur-Noireau, Falaise, Fervaques et Lisieux, Argentan et Écorché furent les principales villes d'industrie drapière. Le lin fut cultivé partout, mais les villes manufacturières se concentraient le long des pentes bocaines, où il y avait l'abondance d'eau nécessaire à la fois pour faire marcher les usines et pour préparer la matière première. Il y avait plusieurs exceptions à la règle, mais celles-ci n'étaient pas très nombreuses. Alençon, Athis, Avranches, Canisy, Carentan, Caen, Condé-sur-Noireau, Coutances, La Ferté-Macé, Flers, Laigle, Lisieux, Livarot, Saint-Lô et Vimoutiers furent les centres de l'industrie de la toile.

1. L'histoire d'Arlette indique l'ancienneté de l'industrie de la tannerie à Falaise.

2. Stat. Agric., 1837. Animaux de race ovine : Calvados, 184.000 ; Manche, 319.000 ; Orne, 214.000.

A la veille de la Révolution, il y avait une petite industrie sidérurgique, localisée dans l'ouest du Bocage, dans les villes de Domfront, Flers, La Ferté-Macé Tinchebrai, Sourdeval et Mortain. Les gisements de minerai de fer de la plaine de Caen étaient presque inexploités.

Au début du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, la Basse-Normandie avait une tradition industrielle qui remontait bien loin dans le passé. Les obstacles à l'agriculture dans plusieurs régions avaient favorisé le développement d'une activité industrielle adjointe à la culture, et il y avait toute une gamme d'occupations allant du fermier des régions riches, qui vivait exclusivement par la culture, à l'industriel qui centralisait les courants d'activité industrielle dans toute une région. Les rapports entre l'agriculture et l'industrie étaient tellement intimes que même en 1904 un observateur pouvait dire que les ouvriers d'usine avaient l'habitude de demander un congé au temps de la moisson <sup>1</sup>.

Basée sur la transformation de produits du pays, profitant des circonstances naturelles locales, et liée étroitement à l'agriculture, l'industrie bas-normande faisait vivre une population nombreuse au début du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. Les genres de production se divisaient en plusieurs espèces : textiles, quincaillerie, et une multitude d'autres objets divers qui garnissaient la « Balle » que portaient les marchands ambulants du Bocage. L'industrie textile avait changé de caractère depuis le Moyen Âge. La culture du lin avait presque disparu, et le <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle vit la diminution progressive du nombre de moutons : aussi l'industrie textile trouvait-elle sa matière première dans le coton. Les

1. [26] GUINCHANT : ASS. de C., 1904, t. II, p. 119.

industries de la toile et du drap avaient cédé la place à la fabrication de tissus en coton, qui se vendaient dans le pays, et aussi dans tout l'ouest de la France. Comme dans le Lancashire, un climat humide et une tradition textile favorisèrent le développement d'une industrie du coton, mais sur une échelle plus restreinte, car, à cette époque, la fabrication se faisait presque entièrement à la maison.

Une industrie de confection des étoffes fabriquées s'installa dans la région, et la bonneterie de la région de Falaise eut des débouchés importants dans une bonne partie de la France. Une fois encore, le travail s'achevait à la maison : il y avait quelques entrepreneurs dans les villes qui dirigeaient et partageaient les travaux de fabrication parmi les paysannes de la région. Au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, Alençon fut choisi comme centre de l'industrie française de la dentelle. On ne se rend pas toujours compte que le choix de Colbert fut inspiré non par le hasard, mais par l'existence d'une bonne tradition de fabrication de guipures et de broderies. En 1650, il y avait 800 à 900 ouvrières en dentelles aux environs d'Alençon <sup>1</sup>. Cette industrie donnait un supplément de gain aux femmes indigentes, qui lui consacraient leurs loisirs ; mais elle fut toujours dépendante de la mode, et comme toutes les industries de luxe, elle eut ses vicissitudes. Avec la chute de l'ancien régime, une longue période de décadence commença qui a duré jusqu'à l'époque actuelle ; et les dentellières d'Alençon et de Bayeux devinrent de moins en moins nombreuses au cours du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle <sup>2</sup>.

La quincaillerie montrait les mêmes caractéristiques

1. [64] CROZET, p. 135.

2. Noé estime qu'en 1823 il y avait 70.000 ouvrières de dentelle aux environs de Bayeux et 50.000 en 1863. [94] Noé, p. 7.

d'étroite spécialisation. Chaque stade de la fabrication était fait par des ouvriers différents, et la plupart du travail se faisait, là encore, à la maison. Les gisements de minerai, le cuir des animaux de la région, et le bois des forêts étaient les bases de l'industrie, et comme en Suisse, pays classique d'industrie manufacturière dans un milieu sans grands avantages naturels, les produits manufacturés étaient de poids léger, et avec beaucoup de travail sur peu de matière première. La coutellerie, les batteries de cuisine, et divers autres objets de ménage en étaient les principales productions.

Ces articles, et d'autres du même genre, étaient fabriqués pendant l'hiver, quand la culture était impossible ; et leurs fabricants parcouraient la France, une « balle » au dos contenant leurs propres produits. Ce système convenait à merveille non seulement aux conditions de l'époque — avec son manque de communications, et sa population généralement éparse — mais aussi aux goûts et aux aptitudes des ouvriers eux-mêmes.

Ce sont les conditions et les caractéristiques de l'industrie bas-normande plutôt que les produits actuels, qui sont importants dans la démographie de la région. On a vu que cette industrie avait ses racines dans l'agriculture, et les liens entre les deux ne furent jamais rompus avant 1850. Dans certaines régions, l'ingéniosité des habitants avait créé des combinaisons de l'agriculture et de l'industrie, de sorte qu'ils avaient de multiples occupations tantôt agricoles, tantôt industrielles, suivant la saison et l'aptitude de l'ouvrier. Il est impossible de surestimer l'importance de la balance délicate entre l'agriculture et l'industrie que maintenaient les habitants des régions où la vie

était difficile à cause du milieu hostile. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle cette balance avait beaucoup augmenté la variété des ressources des régions impropres à la culture, et avait par suite permis à un grand nombre de personnes de pourvoir aux besoins de leur existence. Les régions où se pratiquait la combinaison de culture et d'industrie furent, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les régions les plus peuplées de Basse-Normandie. La population dérivait une partie de ses ressources de l'industrie à domicile, et on ne peut expliquer les densités élevées de population entre 1821 et 1851 que par ce fait. La fertilité de la terre compte pour quelque chose, mais elle ne peut expliquer les densités supérieures à 100 au kilomètre carré qu'on trouve en beaucoup de communes sur les cartes de 1821 et 1851.

Les progrès de l'industrie en France au cours du XIX<sup>e</sup> siècle portèrent un rude coup aux métiers ruraux. Les ouvriers-laboureurs de Basse-Normandie, avec leurs ateliers mal outillés, ne pouvaient lutter contre les usines avec leurs travailleurs-spécialistes. L'amélioration des moyens de communication ouvrit les marchés bas-normands à la concurrence, et le progrès du machinisme nécessita la concentration de l'industrie. L'ouvrier agricole ne pouvait pas s'armer des nouvelles machines qui produisaient rapidement et à bon marché, et ses frais de production restaient inévitablement trop élevés.

Dans ces conditions, chaque progrès de l'industrie entraînait la ruine des métiers ruraux de la Basse-Normandie. Il est malheureusement difficile d'avoir des précisions sur ce mouvement de déchéance, car les enquêtes industrielles s'occupaient pour la plupart des usines employant plus de 10 ouvriers<sup>1</sup> et les

1. Introduction à l'Enquête industrielle, 1931, p. 17.

industries à domicile échappaient à leurs observations ; mais nous pouvons quand même apprécier l'importance de l'industrie textile dans le Bocage, et aussi son déclin depuis le siècle dernier.

NOMBRE D'OUVRIERS  
DANS L'INDUSTRIE TEXTILE

|                | CALVADOS | MANCHE | ORNE   |
|----------------|----------|--------|--------|
| 1865 . . . . . | 17.609   | 1.426  | 44.388 |
| 1931 . . . . . | 4.677    | 1.109  | 6.748  |

OUVRIERS ISOLÉS DANS LES INDUSTRIES  
DE TRANSFORMATION

|                |        |        |        |
|----------------|--------|--------|--------|
| 1896 . . . . . | 22.167 | 19.852 | 19.067 |
| 1901 . . . . . | 20.147 | 20.205 | 15.755 |
| 1931 . . . . . | 11.183 | 12.945 | 7.901  |

A ces chiffres, on peut ajouter quelques renseignements sur les diverses industries. L'industrie drapière de Vire comptait 3.000 ouvriers en 1860, et 170 en 1904 ; et trois ouvriers seulement s'occupaient de la même industrie à Saint-Lô<sup>1</sup>. A La Ferté-Macé, il y avait 140 tissages à la main en 1860, et il n'en restait que 10 en 1900. Le Bottin signalait plus de 50 maisons de bonneterie à Falaise en 1860, et moins de 10 en 1939.

Les progrès industriels ne provoquèrent pas la disparition totale de l'industrie en Basse-Normandie. L'industrie cotonnière surtout pouvait s'adapter à

1. [71] DE FÉLICE, p. 455.

certains égards aux nouvelles conditions en se concentrant dans plusieurs villes. Cette transformation en grande industrie se fit en deux étapes : dont la première fut la petite usine qui employait généralement la force hydraulique, mais qui ne faisait qu'une seule opération<sup>1</sup>. Le deuxième stade fut le grand établissement réunissant plusieurs opérations, et mu par la vapeur. Les groupements de ces grandes usines se développèrent aux environs de Flers, et le long de la vallée de la Vire ; mais l'industrie cotonnière autrefois répandue dans tout le pays a décliné, et son influence ne se sent maintenant que dans quelques villes manufacturières. Flers, le principal centre de la région, comptait en 1924 sept filatures et quatre tissages (3.200 métiers<sup>2</sup>).

L'influence de cette concentration de l'industrie sur la démographie locale n'est pas difficile à saisir. Pour lutter avec succès contre la concurrence, il fallait que l'ouvrier se donnât complètement à son métier. Il lui fallait quitter les campagnes et s'installer près des usines : ainsi se développa une population ouvrière urbaine tout à fait séparée des campagnes. Avec la ruine des métiers ruraux, les anciens artisans furent forcés de choisir entre l'émigration, ou un mouvement vers les villes industrielles, et en tout cas leur attachement à la terre fut rompu. Une fois installés dans les villes, les ouvriers prenaient de nouvelles habitudes. Le mode de vie, l'alimentation, les façons

1. L'Enquête textile de 1876 nous donne une bonne illustration du premier stage :

|                   | <i>Puissance en CV</i> | <i>Vapeur</i> | <i>Hydraulique</i> |
|-------------------|------------------------|---------------|--------------------|
| Calvados. . . . . |                        | 336           | 640                |
| Manche . . . . .  |                        | 40            | 249                |
| Orne . . . . .    |                        | 250           | 80                 |

2. [110] TINTHOUIN, p. 137.

de penser devaient subir un changement, dont il ne faut pas négliger l'importance<sup>1</sup>.

D'autre part, cette évolution de l'industrie cotonnière en Basse-Normandie est une conséquence générale du progrès du machinisme, et bien que même au XIX<sup>e</sup> siècle ces progrès ne se fussent pas fait sentir sur toutes les petites industries qui ne connaissaient encore que le travail à la main, il semble que toute activité industrielle devra subir inévitablement la même concentration, ou bien la décadence.

En même temps que les industries bien établies furent contraintes de se transformer de fond en comble, de nouvelles industries firent leur apparition. La découverte des gisements de fer de la plaine de Caen a profondément modifié la vie de cette région, et une industrie métallurgique s'est développée depuis 1900. En 1914, le bassin normand-angevin était au second rang parmi les bassins français et, de cet ensemble, c'était le bassin normand qui avait pris le plus grand développement<sup>2</sup>.

#### PRODUCTION DE MINÉRAI DE FER EN BASSE-NORMANDIE

|          |                |        |                |
|----------|----------------|--------|----------------|
| 1900 . . | 152.000 tonnes | 1913 . | 518.000 tonnes |
| 1906 . . | 292.000 —      | 1921 . | 1.265.000 —    |
| 1910 . . | 306.000 —      | 1931 . | 1.845.000 —    |
|          |                | 1936 . | 1.416.000 —    |

Après la guerre, l'installation de hauts fourneaux près de Caen ajouta un précieux élément à l'industrie

1. « A La Ferté-Macé, les tisserands campagnards abandonnèrent leur commune pour s'établir en ville. En 1872, La Ferté-Macé comptait 9.738 habitants, soit une augmentation de plus de 2.500 en moins de cinq ans. Inversement les bourgs voisins se dépeuplèrent. La Sauvagère possédait 2.070 habitants en 1858 et 1.531 en 1878. [82] Y. LEFRANC, p. 117.

2. [10] La sidérurgie française, p. 95.

bas-normande, et le Secrétaire de la Chambre de Commerce de cette ville a apprécié son effet sur la vie de la région <sup>1</sup>. Même avant la guerre les dirigeants prévoyaient des difficultés du fait du manque de main-d'œuvre <sup>2</sup>. Le problème a été résolu par la création de nouveaux groupes de population, à Colombelles, à Poligny et à la Cité du Plateau de Caen, et par l'installation d'une population ouvrière étrangère appelée du dehors de la France. Nous avons discuté les résultats de l'immigration étrangère et son importance dans la vie bas-normande, plus haut, dans la section sur l'immigration.

Une caractéristique de l'évolution industrielle est le mouvement vers une forte concentration. Nous l'avons déjà remarqué dans l'industrie cotonnière, mais c'est une tendance universelle. Les statistiques nous fournissent quelques renseignements à ce sujet, mais ceux-ci ont peu de valeur à cause des changements de plan à chaque enquête. Le progrès du machinisme est très visible ; mais les changements de main-d'œuvre sont plus difficiles à saisir.

NOMBRE DE BROCHES 1861

|                | Coton   | Laine  | Chanvre |
|----------------|---------|--------|---------|
|                | —       | —      | —       |
| Calvados . . . | 176.000 | 33.000 | 23.000  |
| Manche . . .   | 48.000  | 4.000  | 16      |
| Orne . . . .   | 95.000  | 160    | 2.000   |

1. « Il y a un changement notoire dû à l'arrivée des Hauts Fourneaux..., population augmentée, quartiers nouveaux. » [68] DEVAUX : Ass. de C., 1934, p. 211.

2. [10] La Sidérurgie française, p. 96.

MACHINES A  
VAPEUR 1861

|                    | Nombre | C.V.  |
|--------------------|--------|-------|
| Calvados . . . . . | 41     | 1.003 |
| Manche . . . . .   | 72     | 912   |
| Orne . . . . .     | 912    | 321   |

FORCES MOTRICES

1906

|                    | Etablissements<br>avec force | Puissance totale |
|--------------------|------------------------------|------------------|
| Calvados . . . . . | 734                          | 18.600 (C.V.)    |
| Manche . . . . .   | 762                          | 13.685 (C.V.)    |
| Orne . . . . .     | 710                          | 16.629 (C.V.)    |

1931

|                    |     |                |
|--------------------|-----|----------------|
| Calvados . . . . . | 881 | 118.433 (kW) * |
| Manche . . . . .   | 893 | 30.958 (kW)    |
| Orne . . . . .     | 923 | 41.495 (kW)    |

\* Il semble que 1 KW = 1,3 C.V.

ETABLISSEMENTS PAR NOMBRE DE SALARIÉS

1896

|                    | 1 à<br>20 salariés | 20 à<br>100 salariés | Plus de<br>100 salariés |
|--------------------|--------------------|----------------------|-------------------------|
| Calvados . . . . . | 37.846             | 93                   | 16                      |
| Manche . . . . .   | 26.698             | 182                  | 37                      |
| Orne . . . . .     | 24.762             | 126                  | 26                      |

1906

|                    |        |     |    |
|--------------------|--------|-----|----|
| Calvados . . . . . | 25.416 | 219 | 38 |
| Manche . . . . .   | 36.307 | 105 | 19 |
| Orne . . . . .     | 23.449 | 103 | 35 |

1931

|                   |        |     |    |
|-------------------|--------|-----|----|
| Calvados. . . . . | 22.604 | 370 | 51 |
| Manche . . . . .  | 31.311 | 192 | 30 |
| Orne . . . . .    | 13.725 | 170 | 35 |

PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS

1921

|           | Avec 1 à<br>10 ouvriers | 11 à 20 | 21 à 100 | Plus de 100 |
|-----------|-------------------------|---------|----------|-------------|
| Calvados. | 36.993                  | 6.175   | 10.638   | 13.308      |
| Manche .  | 69.847                  | 2.977   | 5.212    | 9.289       |
| Orne. . . | 43.246                  | 2.964   | 6.256    | 9.394       |

1931

|           |        |       |        |        |
|-----------|--------|-------|--------|--------|
| Calvados. | 48.706 | 7.190 | 14.945 | 16.588 |
| Manche .  | 57.415 | 4.526 | 7.547  | 9.569  |
| Orne . .  | 33.848 | 3.126 | 6.878  | 9.141  |

Il est très significatif que le nombre d'employés dans les petites usines a nettement diminué et qu'en même temps les établissements plus grands ont augmenté en nombre et en personnel.

Avant de terminer l'exposé du mouvement industriel en Basse-Normandie, il faut reprendre la question de la main-d'œuvre. Nous avons vu qu'à l'économie relativement stable du début du XIX<sup>e</sup> siècle, succéda une économie en incessante progression et la population qui avait trouvé une partie de ses ressources dans l'activité industrielle ne pouvait exister désormais que par des mouvements migratoires.

La vieille industrie à domicile, répandue dans les campagnes et en contact intime avec la vie agricole, fut atteinte par la concurrence de la grande industrie

et le <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle vit sa décadence et finalement sa disparition complète pour certains genres de production. Le tissage à domicile, par exemple, était définitivement condamné par la politique douanière de 1860 et il disparut avant 1900 <sup>1</sup>. Dans la décade 1873-83, « il semble qu'... en Normandie... les plus obstinés des ouvriers cotonniers ruraux aperçurent l'impossibilité de continuer leur métier <sup>2</sup> ».

Le travail à domicile fut remplacé par une industrie concentrée dans plusieurs villes ; mais les conditions naturelles qui avaient favorisé le développement des métiers ruraux furent moins favorables au mouvement de concentration. Le manque de houille, la distance de la mer et l'esprit conservateur normand furent des obstacles sérieux, de sorte qu'on caractérisa l'industrie moderne bas-normande comme une « survivance du passé... placée dans les conditions les plus artificielles <sup>3</sup> ». Il est donc évident que l'industrie fonctionne de nos jours sur une échelle plus restreinte qu'autrefois : et on aurait tort d'imaginer que l'industrie à domicile se transforma naturellement et aisément en industrie concentrée dans les villes. Beaucoup d'ouvriers à domicile, privés d'emploi par les progrès du machinisme, ne pouvaient trouver une situation à la ville, car même après sa concentration, l'industrie se trouvait mal placée, et, à l'exception de l'industrie du fer, le <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle a vu une réduction progressive de l'activité industrielle en Basse-Normandie. L'arsenal de Cherbourg, appui principal de la ville, a beaucoup perdu de son importance depuis l'entente avec l'Angleterre et l'industrie cotonnière « a vu... s'aggraver singu-

1. [109] SOULAS, p. 402.

2. [108] SION, p. 319.

3. [71] DE FÉLICE, p. 440.

lièrement sa situation <sup>1</sup> ». Aujourd'hui, il y a un arrêt presque complet à Condé-sur-Noireau et à Flers : « en ce qui concerne l'industrie textile, il faut employer le mot « désastreux <sup>2</sup> ».

Donc, les ouvriers bas-normands avaient beaucoup de difficulté à s'adapter à la nouvelle situation. A l'époque de la disparition des métiers ruraux, pour la plupart des ouvriers le seul remède était l'émigration. Les autres qui arrivaient à trouver une place dans les usines de la région devaient quitter la campagne et vivre dans des quartiers industriels, en qualité de population urbaine. Il n'est pas nécessaire de rappeler les différences de natalité et de mortalité accusées par les populations urbaines et rurales ; et on discutera plus tard les conditions d'existence dans les villes. Pourtant, il ne faut pas négliger le fait que en Basse-Normandie les populations urbaines ne se remplacent pas à cause de l'excédent des décès et ceci, avec la concentration de toute l'activité industrielle dans les villes, nécessite un mouvement continu des campagnes vers les villes. Dans ces conditions, l'augmentation de la population urbaine en Basse-Normandie, constatée à toute époque, est à la fois un symptôme de la disparition des métiers ruraux et un indice du bouleversement démographique dans la région. Il est, malheureusement, impossible d'avoir des statistiques sur les changements de la situation de la main-d'œuvre industrielle bas-normande, puisque les statistiques elles-mêmes ne remontent pas plus loin que 1896, et que, d'autre part, il est impossible de séparer les

1. [68] DEVAUX : *Le mouvement industriel en Basse-Normandie, 1914-1934*, Ass. de C., 1934, p. 217.

2. [68] DEVAUX : *Le mouvement industriel en Basse-Normandie 1914-1934*, Ass. de C., 1934, p. 217.

ouvriers purement agricoles des ouvriers avec un petit métier. On peut supposer que la catégorie *Population active* dans l'agriculture comprend une bonne part de travailleurs à domicile, mais on ne peut baser aucune conclusion sur cette hypothèse.

Les statistiques nous permettent, cependant, d'estimer très exactement l'importance relative de l'industrie dans la vie économique bas-normande. Étant donnés les changements et les crises qu'elle a subis au cours des années, et « la situation artificielle » dans laquelle elle est placée à l'époque actuelle, on pourra prévoir que dans la région « la vie monte de la terre et ne descend pas de l'usine ».

# STATISTIQUES

## POPULATION ACTIVE TOTALE

|                                   | CALVADOS |        | MANCHE  |         | ORNE   |        |
|-----------------------------------|----------|--------|---------|---------|--------|--------|
|                                   | 1901     | 1931   | 1901    | 1931    | 1901   | 1931   |
| Pêche. . . . .                    | 1.358    | 1.038  | 1.334   | 1.413   | 4      | 3      |
| Forêts. . . . .                   | 646      | 465    | 177     | 108     | 1.006  | 861    |
| Agriculture . . . . .             | 95.909   | 84.266 | 137.064 | 133.330 | 91.412 | 81.356 |
| Mines. . . . .                    | 438      | 2.029  | —       | 180     | 75     | 697    |
| Carrières. . . . .                | 748      | 1.259  | 1.756   | 1.337   | 780    | 853    |
| Industrie d'alimentation. . . . . | 5.310    | 6.328  | 4.289   | 5.104   | 3.301  | 3.204  |
| — chimique. . . . .               | 892      | 1.307  | 350     | 635     | 190    | 238    |
| — du papier, etc. . . . .         | 291      | 273    | 207     | 163     | 178    | 504    |
| — polygraphique. . . . .          | 698      | 856    | 375     | 515     | 535    | 686    |
| — textile. . . . .                | 8.376    | 4.677  | 1.958   | 1.109   | 11.963 | 6.748  |
| — travail d'étoffes. . . . .      | 15.615   | 915    | 16.072  | 12.014  | 9.510  | 5.978  |
| — du cuir. . . . .                | 3.261    | 1.767  | 3.188   | 6.511   | 2.295  | 1.381  |
| — du bois. . . . .                | 8.202    | 6.428  | 8.644   | 5.415   | 7.728  | 5.099  |
| — métaux. . . . .                 | 4.285    | 6.956  | 4.353   | 8       | 4.447  | 4.414  |
| Construction. . . . .             | 8.947    | 10.681 | 7.762   | 7.912   | 4.909  | 4.319  |
| Manutention et transport. . . . . | 10.276   | 12.904 | 5.852   | 7.047   | 5.095  | 5.730  |
| Commerce. . . . .                 | 19.314   | 23.912 | 17.137  | 19.043  | 12.061 | 11.733 |
| Professions. . . . .              | 4.248    | 7.239  | 3.717   | 5.733   | 2.820  | 4.201  |
| Domestiques. . . . .              | 15.775   | 10.338 | 12.035  | 6.484   | 8.359  | 5.373  |
| Services publics. . . . .         | 11.229   | 9.600  | 27.355  | 18.000  | 7.864  | 6.000  |

# SOMMAIRE

CALVADOS

MANCHE

ORNE

— 146 —

|                                      | 1901    | 1931    | 1901    | 1931    | 1901    | 1931    |
|--------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Pêche. . . . .                       | 1.358   | 1.038   | 1.334   | 1.413   | 4       | 3       |
| Forêts et agriculture. . . . .       | 95.555  | 84.731  | 137.241 | 133.438 | 100.418 | 82.217  |
| Industries extractives. . . . .      | 1.186   | 3.288   | 1.756   | 1.517   | 855     | 1.550   |
| Industrie de transformation. . . . . | 57.058  | 55.975  | 47.659  | 40.424  | 45.808  | 34.318  |
| Transports. . . . .                  | 10.276  | 12.904  | 5.852   | 7.047   | 5.095   | 3.730   |
| Commerce. . . . .                    | 19.314  | 23.912  | 17.137  | 19.043  | 12.061  | 11.733  |
| Professions. . . . .                 | 4.248   | 7.239   | 3.717   | 5.733   | 2.820   | 4.201   |
| Domestiques. . . . .                 | 15.775  | 10.338  | 12.035  | 6.484   | 8.359   | 5.375   |
| Services publics. . . . .            | 11.229  | 9.600   | 27.355  | 18.000  | 7.804   | 6.000   |
| Total. . . . .                       | 215.049 | 210.129 | 253.383 | 233.690 | 174.470 | 151.888 |

Il est bien évident que l'industrie est en Basse-Normandie une activité de second plan et que la région est foncièrement agricole. Même dans le Calvados, le nombre d'ouvriers industriels a diminué, et dans les deux autres départements, les pertes sont très importantes. Nous nous permettons de penser, en vue de la prédominance de métiers ruraux dans l'Orne, que la très forte diminution des ouvriers agricoles — plus grande absolument que dans les deux autres départements — démontre en partie la disparition du travail à domicile. Tout semble indiquer que l'industrie bas-normande est en déclin : l'évolution des villes qu'on vient d'étudier révèle le même fait, car la plupart des villes, Cherbourg compris, sont en régression malgré le mouvement de concentration industrielle. Le commerce de la région dépend, selon Devaux, surtout de l'activité agricole, et le courant bien développé d'émigration qui ne donne encore aucun signe de déclin est un autre indice de l'instabilité de la situation industrielle. Le chiffre de moins de 30 p. 100, qui représente la proportion de la population active employée dans l'industrie, indique l'importance fondamentale de l'agriculture dans l'activité économique de la Basse-Normandie.

#### **IV. — Facteurs humains**

Aucune étude de population ne serait complète sans un examen des facteurs qu'on peut qualifier d'humains. Ces facteurs ne se prêtent guère à une expression statistique, car ils dérivent de la volonté humaine et leur action est souvent indirecte, de sorte qu'on n'aperçoit pas toujours leurs effets : mais, il ne faut jamais

les négliger, puisqu'il est parfois impossible d'expliquer un phénomène démographique autrement que par un facteur psychologique. On n'a jamais trouvé une raison valable pour la faible natalité de Basse-Normandie sans invoquer la volonté humaine.

Ayant essayé de voir comment le Bas-Normand gagne sa vie, il convient, maintenant, de préciser son milieu familial ; et on peut considérer d'abord l'habitat. Dans les campagnes, la situation semble s'être améliorée depuis le siècle dernier, mais il y avait beaucoup de progrès à faire, car l'enquête de 1912 révéla que les ouvriers agricoles couchaient souvent à l'étable. En ce temps-là, l'amélioration de la nourriture fut la principale cause de satisfaction dans la situation agricole, parce qu'on signala pour la plupart des conditions défectueuses au point de vue de l'hygiène. Un principal de collège de Basse-Normandie nous affirma que la moitié de ses élèves internes vivaient dans de meilleures conditions au collège que chez eux ; et qu'il arrivait parfois que les nouveaux arrivants ignoraient l'usage des meubles dans l'internat. Un autre fonctionnaire se plaignit du manque de confort en Basse-Normandie, des méthodes surannées de chauffage et des modes de vie arriérés. Rien de plus évocateur des mauvaises conditions dans les campagnes que les enquêtes sur la main-d'œuvre agricole, qui révèlent « des conditions... telles qu'à les lire, on croirait vivre dans un autre siècle <sup>1</sup> » ; et il n'est pas surprenant que les paysans soient parfois éblouis par le luxe des villes.

Mais les villes elles-mêmes ont une réputation pire que celle des campagnes. Les ouvriers bas-normands

1. [37] MAUCO, p. 30.

les plus mal logés sont ceux qui vivent à la ville<sup>1</sup>. Une promenade à travers le vieux Caen révélerait des taudis, des logements insalubres, des rues étroites et des égouts ouverts en quelques coins encore. A Saint-Lô, des pompes fournissent l'eau potable sur quelques grandes rues. L'ouvrier d'usine a souvent seulement deux chambres, et quoique les villes bas-normandes ne soient pas aussi grandes que sont Rouen ou Lille, on y trouve une tendance aux mêmes conditions d'habitat insalubre. L'insalubrité urbaine est un facteur important dans la natalité bas-normande<sup>2</sup>, et le développement industriel et urbain, par sa mauvaise influence sur l'hygiène générale, a contribué directement à la hausse de la mortalité et est parvenu à perpétuer ces mauvaises conditions par son influence sur l'hérédité et la race<sup>3</sup>. Une autre autorité déclare que « les causes de la dénatalité paraissent résider... dans l'entassement d'une population urbaine accrue<sup>4</sup> ». Tout le monde est d'accord : « c'est à dire et à redire que les campagnes — et pourtant cela ne semble pas évident à tout le monde — ont toujours l'avantage sur les villes en fait de natalité et même de mortalité et d'hygiène<sup>5</sup> ».

La vie urbaine est responsable, selon quelques auteurs, d'un relâchement des mœurs. La promiscuité de l'usine, la vie solitaire, car à la ville on est plus ignoré par ses voisins qu'à la campagne, ont été invoquées comme facteurs d'un avilissement de l'état moral. Nous avons pu obtenir quelques statistiques

1. [71] DE FÉLICE, p. 443.

2. [8] CAUCHOIS et GRANDJACQUES, p. 8.

3. [8] CAUCHOIS et GRANDJACQUES, p. 16.

4. [48] RIVIÈRE : Ass. de C., 1934, p. 13.

5. [8] CAUCHOIS et GRANDJACQUES, p. 19.

pour le milieu du xix<sup>e</sup> siècle, qui constatent d'une manière frappante l'opposition de mœurs entre la ville et la campagne.

|                | 1835       |            | 1858       |            |
|----------------|------------|------------|------------|------------|
|                | NAISSANCES |            | NAISSANCES |            |
|                | légitimes  | naturelles | légitimes  | naturelles |
| Ville de       |            |            |            |            |
| Caen . . . . . | 741        | 309        | 738        | 198        |
| Cherbourg . .  | 525        | 79         | 868        | 97         |
| Alençon . . .  | 250        | 138        | 307        | 69         |

|                     | 1881       |            |
|---------------------|------------|------------|
|                     | NAISSANCES |            |
|                     | légitimes  | naturelles |
| Villes de           |            |            |
| Caen . . . . .      | 703        | 145        |
| Cherbourg . . . . . | 703        | 62         |
| Alençon . . . . .   | 261        | 51         |

NOMBRE DE NAISSANCES NATURELLES  
POUR 1.000 NAISSANCES LÉGITIMES

|                  | 1835 | 1858 | 1881 |
|------------------|------|------|------|
| Caen . . . . .   | 417  | 268  | 202  |
| Calvados . . . . | 140  | 191  | 144  |
| Cherbourg . . .  | 150  | 112  | 88   |
| Manche . . . .   | 75   | 142  | 65   |
| Alençon . . . .  | 552  | 225  | 203  |
| Orne . . . . .   | 54   | 142  | 40   |

Les chiffres indiquent bien les différences de moralité entre les populations urbaines et rurales : mais il ne faut pas imaginer pourtant que la vie rurale en Basse-

Normandie est jugée très favorablement. Baudrillart se rendait compte que « le progrès moral est... dans les campagnes normandes loin d'être en rapport avec le progrès matériel<sup>1</sup> », et Douarche disait que même avant 1789, l'état moral en Normandie laissait quelque chose à désirer et que de nos jours il en était de même, puisque la région avait une criminalité et une mendicité trop élevées<sup>2</sup>. Les statistiques montrent un fait très curieux cependant.

1858

|          | NOMBRE DE NAISSANCES |             |             |
|----------|----------------------|-------------|-------------|
|          | NAISSANCES           | NAISSANCES  | NATURELLES  |
|          | LÉGITIMES            | ILLÉGITIMES | POUR 1.000  |
|          | —                    | —           | NÉS VIVANTS |
| Calvados | 8.805                | 1.023       | 116         |
| Manche . | 12.113               | 863         | 71          |
| Orne . . | 7.619                | 397         | 52          |
| France . | —                    | —           | 73          |

1881

|          |        |       |     |
|----------|--------|-------|-----|
| Calvados | 8.007  | 1.153 | 144 |
| Manche . | 10.898 | 713   | 65  |
| Orne . . | 7.277  | 293   | 40  |
| France . | —      | —     | 78  |

1906

|          |       |     |     |
|----------|-------|-----|-----|
| Calvados | 7.623 | 989 | 136 |
| Manche . | 9.801 | 708 | 72  |
| Orne . . | 5.180 | 300 | 58  |
| France . | —     | —   | 88  |

1. [5] BAUDRILLART, p. 109.

2. [17] DOUARCHE : Ass. de G., 1903, pp. 3-12. — Aussi [5] BAUDRILLART, p. 342.

|          |       | 1936 |    |
|----------|-------|------|----|
|          |       | —    |    |
| Calvados | 7.047 | 659  | 93 |
| Manche . | 8.965 | 398  | 44 |
| Orne . . | 4.570 | 223  | 49 |
| France . | —     | —    | 75 |

C'est seulement dans le Calvados qu'on peut reprocher aux habitants une moralité trop légère : et, dans ces conditions, il est difficile d'être d'accord avec les auteurs qui ont dénoncé l'immoralité de toute la Basse-Normandie, car leurs reproches ne sont guère justifiés dans la Manche et dans l'Orne. Il semblerait qu'on s'était renseigné sur l'état moral de la population bas-normande dans le seul département du Calvados, sans pousser les enquêtes plus loin.

Quelle que soit la situation au point de vue de naissances illégitimes, personne ne peut nier que les ruraux ont beaucoup évolué. Les liens familiaux et régionaux se sont relâchés, le besoin de luxe est devenu plus impérieux et de nouvelles façons de penser et de vivre se sont introduites<sup>1</sup>. On peut se demander, pourtant, quelle est l'importance de tous ces facteurs de mœurs et d'habitat dans la démographie. La meilleure réponse est qu'ils sont des circonstances fonctionnant d'une façon indirecte et qui créent un milieu propice pour d'autres mouvements. Les conditions de logement ont une influence sur la natalité et la mortalité et elles ont aussi une certaine importance en poussant les ouvriers vers l'émigration. Des mœurs légères comptent pour beaucoup dans la propagation des maladies et Grandjacques et Rivière regardent le taux élevé de décès en Basse-Normandie en quelque

1. [4] AUGÉ-LARIBÉ, p. 277.

sorte comme une réponse à l'état moral <sup>1</sup>. Il faut aussi se rendre compte d'un changement de pensée, qu'on a qualifié de bouleversement foncier et qui est d'extrême importance dans les mouvements de population, mais nous en remettrons l'examen au chapitre suivant.

Il reste à discuter un trait du caractère bas-normand, dont l'action est tout à fait directe et dont on peut retracer très facilement les effets. Bien que « tout ait été dit depuis longtemps à ce sujet navrant », il faut signaler que l'alcoolisme est encore un élément important dans la vie du pays. On pourrait multiplier les témoignages du règne de ce fléau, car tous les témoins, sans exception, sont d'accord. Une statistique officielle évaluait la consommation d'alcool pur en 1906 à 17,2 litres par tête d'habitant dans le Calvados, 8,5 litres dans la Manche et 8,64 litres dans l'Orne (pour le cidre, chiffres correspondants : Calvados 270 litres, Manche 403, Orne 193 <sup>2</sup>). « Toute la Normandie pue l'alcool <sup>3</sup> », c'est un coup d'œil juste sur la situation. Douarche cite six thèses ou brochures consacrées à l'étude de l'alcoolisme en Normandie, publiées entre 1880 et 1902 <sup>4</sup>. Selon le même auteur, le mal s'aggrava à partir de 1880 <sup>5</sup>, mais de nos jours il a diminué. On trouve un rapport entre ce fait et le fait que le taux de mortalité bas-normand augmenta pendant le XIX<sup>e</sup> siècle et fut à son maximum vers 1890-1900. Le nombre des cas de folie et de neurasthénie attribués directement à l'alcoolisme atteint un

1. [8] CAUCHOIS et GRANDJACQUES, p. 16. — Aussi [48] RIVIÈRE, p. 3.

2. Stat. Ann., 1907.

3. [4] AUGÉ-LARIBÉ, p. 280.

4. [17] DOUARCHE : Ass. de C., 1903, p. 103.

5. [17] DOUARCHE : Ass. de C., 1903, p. 63.

chiffre important. Un établissement d'aliénés en Basse-Normandie comptait :

|               |        |
|---------------|--------|
| 60 malades en | 1853   |
| 330           | — 1863 |
| 562           | — 1873 |
| 735           | — 1883 |
| 792           | — 1893 |
| 909           | — 1903 |

Mais, ce qui est pire, le buveur tue sa descendance plus sûrement que lui-même. L'alcool remplit les écoles d'enfants arriérés et anormaux <sup>1</sup> et on a constaté qu'au bout de quelques générations, les familles alcooliques ne peuvent plus se reproduire. Un autre signe des ravages causés par l'alcool : le nombre de conscrits inaptes au service militaire s'est élevé vers 1900 jusqu'à 55 p. 100 dans certains cantons de l'Orne <sup>2</sup> et nous avons pu confirmer, qu'aujourd'hui, il en est presque de même dans la Basse-Normandie entière.

Donc, l'alcoolisme doit être considéré comme un facteur de la dépopulation de la région. La correspondance entre l'extension de l'alcoolisme et la croissance du taux de mortalité au XIX<sup>e</sup> siècle nous permet de donner une explication de l'augmentation absolue du nombre de décès, phénomène tout à fait extraordinaire pour une population en décroissance. D'autre part, la misère et la dégradation physique chez les alcooliques les affectent non seulement eux-mêmes, mais affectent aussi leurs familles et même leurs descendants. Nous avons signalé qu'une famille alcoolique tend à la fin à disparaître — autre cause, quoique infime, de dépopulation — mais il faut aussi reconnaître l'influence d'une quantité de personnes

1. [48] RIVIÈRE : ASS. de C., 1934, p. 17.

2. [4] AUGÉ-LARIBÉ, p. 280.

mal développées physiquement et mentalement, sur la vie d'une région, sur l'industrie et sur le commerce, sur la réputation matérielle et spirituelle du pays. Il est donc possible de trouver des rapports entre les plaintes que le Normand aventureux d'autrefois ait disparu<sup>1</sup>, que la main-d'œuvre bas-normande est de mauvaise qualité<sup>2</sup>, et qu'on doit se servir d'étrangers pour les travaux<sup>3</sup> d'une part, et le nombre d'enfants arriérés dû à l'alcoolisme de l'autre. Baudrillart cite l'avis de plusieurs instituteurs que la mésintelligence entre certains cultivateurs et leurs ouvriers s'en est fort accrue<sup>4</sup>. Un renseignement très utile fourni par le directeur du personnel médical d'un asile d'aliénés en Basse-Normandie nous permet à la fois de compléter pour l'époque contemporaine les statistiques déjà citées dont la plupart datent d'avant-guerre, et aussi d'apprécier l'effet de l'alcoolisme sur les populations bas-normandes.

« 1<sup>o</sup> Malades entrés pour délire alcoolique :

|                |         |                |
|----------------|---------|----------------|
| 1930 . . . . . | 34 sur  | 148 entrants   |
| 1931 . . . . . | 33 —    | 155 —          |
| 1932 . . . . . | 31 —    | 126 —          |
| 1933 . . . . . | 30 —    | 127 —          |
| 1934 . . . . . | 25 —    | 131 —          |
| 1935 . . . . . | 15 —    | 109 —          |
| 1936 . . . . . | 33 —    | 115 —          |
| 1937 . . . . . | 32 —    | 119 —          |
| 1938 . . . . . | 33 —    | 145 —          |
| Total. . . . . | 266 sur | 1.175 entrants |

1. [5] BAUDRILLART, p. 107.

2. [26] GUINCHANT : Ass. de C., 1903, p. 21.

3. [40] *Enquête sur les salaires agricoles*, 1912, p. 75

[10] *La Sidérurgie française*, p. 96.

4. [5] BAUDRILLART, p. 120.

« 2° Sujets atteints de déséquilibre mental, épilepsie,  
« etc., dont 70 p. 100 au moins étaient enfants  
« d'alcooliques :

|                |       |
|----------------|-------|
| 1930 . . . . . | 29    |
| 1931 . . . . . | 36    |
| 1932 . . . . . | 22    |
| 1933 . . . . . | 30    |
| 1934 . . . . . | 21    |
| 1935 . . . . . | 19    |
| 1936 . . . . . | 21    |
| 1937 . . . . . | 18    |
| 1938 . . . . . | 33    |
|                | <hr/> |
|                | 229   |

« En résumé, en neuf ans, sur 1.175 entrants, 266 sont  
« entrés par alcoolisme personnel ; 70 p. 100 au moins  
« sur 229, soit 160, sont entrés pour hérédo-alcoolisme.

« En tout, 389 sur 1.175 ont été internés à cause de  
« l'alcool, soit 33 p. 100 des entrants. Ce chiffre est  
« insuffisant, car dans bien des cas réputés non alcoo-  
« liques, la boisson a joué le rôle d'adjuvant. »

Pour terminer, il faut signaler quelques traits du caractère bas-normand qui ont affecté l'évolution du taux de natalité. Le paysan bas-normand est très attaché à son exploitation et, comme les Chinois, il la regarde souvent comme une charge qu'on lui a confiée. Faire grossir sa propriété, c'est son ambition et son lopin de terre est, en général, sa principale richesse. Les lois de l'héritage ayant prescrit la division égale de la propriété, le paysan conserve la richesse qu'il a créée en restreignant le nombre de ses héritiers. Pour cette raison, le taux de natalité en Basse-Normandie est toujours resté faible, puisque les Bas-Normands, bien qu'ignorant Malthus, pratiquent instinctivement ses conseils. Même en 1850, Lavergne pouvait

écrire : « la Normandie est celle de nos provinces où la population s'accroît le moins relativement au progrès de la richesse <sup>1</sup>. » On est résolu à ne pas avoir d'enfants, ou du moins, à en limiter le nombre autant que possible ; et le taux de natalité dans la région atteste la portée effective de ces calculs. On voit le résultat de cette stérilité volontaire dans le taux de la natalité de la population rurale, qui, en Basse-Normandie n'est guère différent du taux de la population urbaine. Pour la France en général, le taux de natalité urbaine est fortement au-dessous du taux de natalité rurale.

On croit expliquer ainsi le fait que la natalité bas-normande est restée pendant longtemps au-dessous de la moyenne française. De plus, avec cette attitude d'esprit qualifiée de « malthusienne » qui prévaut dans la région, toute amélioration permise par l'hygiène se trouve annulée par les calculs des parents. Plus les enfants survivent, plus on est résolu à restreindre les naissances.

Il reste encore à trouver une explication de la baisse relative continue qui s'est produite à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle en Basse-Normandie elle-même. La diminution progressive de la natalité semble avoir accompagné l'accroissement général de la richesse : aussi faut-il chercher les caractéristiques et l'évolution de ce mouvement malthusien hors de la Basse-Normandie et dans la France entière, même dans toute l'Europe de l'Ouest ; car, c'est un phénomène d'ordre général dans la civilisation européenne. La courbe des naissances pour la France nous montre qu'il y a eu depuis 1800 un mouvement de dénatalité de grande envergure ; et il est acquis que ce mouvement accom-

1. [32] LAVERGNE, p. 96.

pagnait un accroissement général de richesse. Pour le moment, cependant, nous voulons éviter une discussion de ce phénomène international, qui n'appartient pas particulièrement à la Basse-Normandie. Il conviendra mieux de reprendre cette question un peu plus tard et nous nous bornerons à insister sur son importance dans toute étude de démographie contemporaine.

---

## CHAPITRE V

---

### RÉSUMÉ

---

Jusqu'à présent, notre étude des mouvements de population en Basse-Normandie s'est bornée à indiquer les faits de mouvement, et à énumérer les facteurs qui ont eu une influence, quelle qu'elle soit, sur ce mouvement. Il reste encore un travail indispensable : celui d'estimer l'importance relative des facteurs, afin de pouvoir élucider tout le mécanisme du dépeuplement qui s'est opéré en Basse-Normandie. L'effet de chaque facteur dans la démographie du pays a été discuté ; mais il faut compléter l'examen par une synthèse qui permettra d'obtenir une vue exacte du jeu des divers facteurs. Il semble bon de diviser ces facteurs, selon leur origine, en deux groupes : économiques et humains ; mais, on doit constater qu'une division stricte et absolue est impossible, car, comme nous le verrons, l'origine de certains facteurs est dans un mélange compliqué de circonstances économiques et de volonté humaine.

#### *Facteurs économiques*

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'économie de Basse-Normandie fut transformée par le développement des moyens de communication. Les inventions de Macadam

et de Telford, et, plus tard, l'établissement des chemins de fer mirent fin à une situation qui durait sans grand changement depuis le Moyen Age. Une société qui avait dû baser ses communications sur des chemins « impraticables pendant l'hiver<sup>1</sup> » et sur un trafic « lent et coûteux<sup>2</sup> » par mer pouvait dorénavant compter sur des moyens de transport à la fois plus rapides, plus sûrs et moins coûteux. En même temps, l'époque vit un progrès inattendu des inventions. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les progrès acquis dans l'industrie avaient complètement transformé la technique industrielle ; et dans l'économie rurale les changements ne furent pas moins grands. Les expériences de Tull et de Townshend contribuaient en partie à un usage plus intelligent du sol, et, d'ailleurs, à une plus grande importance de l'élevage. Le « Herd-Book » date de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et l'introduction en France des vaches Durham de race pure date de 1825<sup>3</sup>. Grâce à ces innovations, il devenait possible de se spécialiser dans l'élevage des animaux ; et la nouvelle rapidité des transports ouvrait un marché beaucoup plus large aux produits périssables, tels que les produits laitiers. C'est plutôt cet aspect du progrès agricole qui est important dans la Basse-Normandie. Nous avons vu que la culture dans cette région est en déclin depuis 1837, et que l'élevage a joué un rôle dont l'importance s'est toujours accrue. Le chemin de fer et l'automobile ont permis aux fermiers du Bessin et du Pays d'Auge de vendre leur lait, leur beurre et leurs fromages sur les marchés de

1. [42] Stat. Agric., 1814, p. 147.

2. [42] Stat. Agric., 1814, p. 147.

3. [9] CLAPHAM, p. 25.

Paris ; et on peut considérer l'établissement des usines des marchands parisiens en Basse-Normandie <sup>1</sup> comme un résultat direct de l'amélioration des transports et des progrès agricoles.

Il est utile de suivre plus loin l'effet du développement des moyens de communication et des inventions mécaniques. Il semble qu'on peut suivre cet effet par étapes successives, car l'évolution économique montre des rapports bien établis de cause à effet.

a) *Concurrence* :

Avec l'évolution du xix<sup>e</sup> siècle, la Basse-Normandie se trouvait menacée par la concurrence d'autres régions. Les nouvelles possibilités d'échanges permettaient une étroite spécialisation régionale, de sorte que chaque endroit pouvait profiter des circonstances économiques favorables pour produire quelques marchandises à meilleur marché. Dans l'agriculture, la culture des céréales, qui tendait à devenir marginale en plusieurs localités, dut céder peu à peu devant la concurrence de régions telles que la Brie et la Beauce. La culture des plantes industrielles disparut avec la découverte des plantes exotiques des tropiques, et avec la concurrence de l'Argentine ou de la Nouvelle-Zélande. La culture du colza, qui « avait fait la richesse de la plaine de Caen <sup>2</sup> » vers 1850, prit fin avec l'utilisation des huiles minérales, et le lin et le safran, autrefois importants dans la région, subirent le même sort.

Il faut regarder la transformation des terres agricoles

1. Par exemple, l'usine de la Société Gervais à Littry.

2. [76] HÉDIARD, p. 53.

en herbages comme un phénomène complémentaire de la diminution progressive de la superficie cultivée. Ces deux mouvements prenaient leur origine dans la même tendance de spécialisation, et l'extension des herbages en Basse-Normandie est le résultat de la concurrence du dehors et d'une adaptation aux circonstances géographiques favorables. L'économie rurale bas-normande pouvait ainsi sortir de son ancien état, qui avait entravé en plein développement des richesses naturelles par la trop grande importance donnée à la culture du blé. Tant que le seul but fut une agriculture de subsistance, certaines régions de la Basse-Normandie étaient condamnées par leurs conditions géographiques particulières à une situation inférieure, et, à certains égards, difficile. Un bon nombre de cultivateurs devaient trouver une partie de leurs moyens d'existence dans les métiers ruraux : indice partiel des défauts du système agricole.

Pour l'activité industrielle, la concurrence fut un désastre. Grâce aux avantages naturels, l'agriculture bas-normande pouvait se réadapter pour vaincre la concurrence en se spécialisant dans certains genres de production ; mais l'industrie fut privée de tout avantage par les progrès du mécanisme, et par l'utilisation du charbon comme source d'énergie. Au cours du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, la production industrielle se concentrait sur les bassins houillers, et les nouvelles méthodes provoquèrent un avilissement des prix, tel que les ouvriers mal outillés de Basse-Normandie se trouvèrent ruinés.

b) *Disparition des métiers ruraux :*

On a noté qu'au début du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, la région bas-normande supportait une population extrêmement dense. En 1821, dans plusieurs cantons, les trois quarts des communes avaient une densité supérieure à 100 habitants au kilomètre carré, et dans le département de la Manche il y avait moins de dix communes ayant une densité inférieure à 40 au kilomètre carré. Ces chiffres pour une population surtout rurale rappellent les plaines de la Chine ou la vallée du Gange, plutôt que les campagnes du nord de l'Europe ; et quand on considère les caractères de l'agriculture à cette époque, qui utilisait d'une façon incomplète les ressources de la région, il est évident qu'un autre facteur doit être invoqué. Dans ces régions la densité de la population ne s'explique pas entièrement par l'état de la culture, mais elle est due surtout à la présence d'industries rurales. La fertilité de la terre comptait pour quelque chose dans le peuplement de la Basse-Normandie, mais l'essor des industries rurales produisait des effets beaucoup plus intenses. Donc, au commencement du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, la région fournissait une multiplicité de ressources dépendantes à la fois de la culture et de l'industrie.

Avec les progrès du siècle, l'équilibre entre le travail des champs et le travail de l'atelier qu'on avait établi depuis longtemps dans la plus grande part de la Basse-Normandie fut fatalement compromis. Le nouveau système d'activité demandait un outillage de plus en plus compliqué, et l'artisan rural n'avait aucune possibilité de se maintenir en changeant son genre de production, comme dans l'agriculture. Le progrès du machinisme provoqua une concentration

des ateliers, et ceci supprima d'une façon définitive l'industrie dans les campagnes.

Le manque de houille en Basse-Normandie fut un grand obstacle à l'établissement d'une industrie concentrée et florissante. Il en résulta que, écrasée dans les campagnes, l'industrie tendit à disparaître complètement de la région. Les quelques usines de coton de Flers ne sont guère un remplacement suffisant de l'industrie à domicile autrefois répandue dans tout l'ouest du Bocage. Donc, le plus souvent, la disparition des métiers ruraux ne fut pas compensée par le développement d'une activité industrielle moderne de même grandeur<sup>1</sup>.

Sous Louis-Philippe, les progrès des filatures et des tissages mécaniques donnèrent un coup de grâce à l'industrie dans le sud de la Basse-Normandie<sup>2</sup>, et vers la fin du siècle, Ardouin-Dumazet parlait de la situation critique des ouvriers en métal de la même région. Les années depuis la Révolution de 1789 ont vu presque tous les genres de production atteints l'un après l'autre par la concurrence de la grande industrie. L'industrie à domicile n'a quand même pas tout à fait disparu encore ; mais il semble que si elle peut se maintenir, ce sera par une spécialisation dans quelques produits de luxe, tels que, par exemple, la dentelle. En tout cas, le travail à domicile est condamné à une situation très inférieure, à peine différente de celle d'une occupation de loisir, car un article fait à la main est maintenant un luxe, et hors de la portée de la plupart des acheteurs. Les métiers

1. Il est utile de rappeler une statistique déjà citée. En 1865, il y avait 63.423 ouvriers dans l'industrie textile en Basse-Normandie; en 1931, 12.534.

2. [27] HAYEM, p. 337.

ruraux ne peuvent plus fournir une partie de leurs moyens d'existence aux travailleurs agricoles, et la situation du début du siècle dernier, dans laquelle les campagnes supportaient une population dense mi-industrielle, mi-agricole, est disparue à jamais. Les progrès industriels ont eu pour effet d'enlever l'industrie de son milieu rural.

c) *Émigration* :

Nous espérons avoir démontré que le système agricole en Basse-Normandie au début du siècle dernier était incapable de faire vivre la totalité de la population ; et nous avons vu que, tandis qu'une bonne partie de cette population trouvait un supplément important à ses ressources dans l'industrie à domicile, l'émigration temporaire fut une autre façon d'obtenir ce que la terre bas-normande ne pouvait fournir.

L'étude de l'évolution agricole a rendu clair que les améliorations de la technique, et l'utilisation plus intelligente du sol contribuèrent à une diminution plutôt qu'à une augmentation de la population, par suite de la transformation des champs cultivés en herbages.

Ainsi, la disparition des métiers ruraux priva une grande partie de la population d'une part essentielle de ses moyens d'existence ; et la classe de paysans intermédiaire entre le laboureur et l'artisan dut se rendre compte, après une période plus ou moins longue de bénéfices en diminution, que, pour eux, la seule possibilité d'exister était d'émigrer de la Basse-Normandie. Dans le premier chapitre, on a établi le fait que les villes bas-normandes avaient mieux résisté au mouvement général de dépopulation :

aussi faut-il chercher les causes de la dépopulation dans les campagnes. On doit concevoir le mouvement de dépopulation comme un exode des ouvriers privés de leur métier d'hiver par la concurrence de la grande industrie ; et dans d'innombrables communes, on peut rattacher la diminution de la population à la décadence de l'industrie à domicile. Il est à regretter vivement que personne n'eût fait dans le Calvados et dans l'Orne une enquête semblable à l'enquête faite par M. Davodet dans la Manche, car les précisions très utiles qu'a obtenues cet auteur mettent au point le processus de déchéance des métiers ruraux.

« Il y a cent ans..., la commune [de Cametours] « comptait 140 tisserands, et 196 fileuses et dévideuses, « ce qui, avec les enfants, devait faire bien près de « 600 habitants. Tous ces ouvriers n'ont pu s'adonner « à la terre ici, puisqu'elle avait suffisamment de bras. « Le dernier tisserand est mort il y a quatre ans « [en 1927]. Dans la commune de Saussey, en 1836, « 304 personnes, soit 36 p. 100 de la population, « vivaient du travail de la terre, et 264 personnes, « soit 32 p. 100 de la population, vivaient d'un travail « manuel. En 1931, le nombre de personnes vivant du « travail de la terre était de 179, soit 41 p. 100 ; et le « nombre de personnes vivant d'un travail manuel « autre que celui de cultivateur n'était plus que 40, « soit 9 p. 100 de la population. » En 1841, il y avait dans la commune de Gouvets 50 fileuses, 7 tisserands, 18 sabotiers, 4 tricoteuses, 2 rémouleurs, 3 cordonniers, 3 couvreurs en paille, 7 charpentiers et 3 charrons, soit 100 personnes. En 1931, toutes ces professions avaient disparu. A peine trouve-t-on un menuisier ou un maçon. Bien des habitants de la commune de

Saint-Clément travaillaient à la filature du coton, à la fabrication de poteries et de soufflets, tout en faisant valoir leur lopin de terre. Les perfectionnements de l'outillage industriel et les frais de transport des matières premières ont supprimé tous ces petits artisans qui habitaient la campagne.

Pour terminer, il convient de citer deux rapports sur la situation dans les communes qui donnent des renseignements d'abord sur l'émigration temporaire, et ensuite, sur la concentration des industries à la ville : phénomènes qui ont tous deux joué un rôle important dans l'évolution industrielle en Basse-Normandie.

« 1. — Il y a cent ans, il existait à Montbray un  
« nombre important de petits artisans. Aujourd'hui,  
« il ne reste que quelques petits ouvriers, charpentiers,  
« menuisiers, charrons. La différence en moins est  
« énorme. Autrefois, il y avait des teinturiers, des  
« chaudronniers, des colporteurs, et surtout beaucoup  
« d'étameurs, c'était la spécialité du pays. Beaucoup  
« de ces ouvriers, pères de famille, vivaient ici six  
« mois l'année et, le reste du temps, voyageaient en  
« travaillant. Il y a dans les archives de la commune  
« un nombre imposant de leurs passeports. Certains  
« allaient jusque dans la Marne, et gagnaient suffi-  
« samment pour subvenir aux besoins de leur famille.  
« Il n'existe plus un seul de ces chefs de famille  
« ambulants... C'est une cause sérieuse de dénatalité  
« et de dépopulation. »

« 2. — En 1831, Montébourg possédait une filature  
« qui occupait 50 ouvriers, une tannerie-corroirie  
« avec 40 ouvriers, une tannerie qui occupait environ  
« 30 personnes, et des carrières à ciel ouvert qui

« occupaient 50 personnes au cassage de pierres  
« à la massette. La filature a été détruite, ainsi que  
« les tanneries. Les concasseurs de pierre ont supprimé  
« les casseurs à la massette. Tous ces ouvriers sans  
« travail ont quitté Montébourg pour grossir les  
« villes à l'instar d'Argenteuil et de Meudon. »

Voilà le tableau complet du processus de disparition des métiers ruraux. Il faut répéter que les exemples cités sont très semblables à ceux de la plupart des autres rapports, et, d'ailleurs, ce qui s'est passé dans la Manche s'est reproduit exactement dans les autres départements. Partout, on a pu constater comme en Picardie, « un étroit rapport de cause à effet entre la chute des métiers et la diminution des habitants <sup>1</sup>. »

d) *L'effet des progrès agricoles :*

Il faut se garder de croire qu'on peut expliquer la totalité de l'émigration de Basse-Normandie par la disparition des industries à domicile. Il n'existait presque plus de métiers ruraux après la guerre de 1914-18, mais, pourtant, le courant d'émigration a continué sans montrer aucun signe de ralentissement même à l'époque actuelle. Aussi, doit-on chercher, ailleurs l'explication de l'émigration au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle. Celle-ci réside, semble-t-il, dans l'évolution agricole qui, vers la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, entraîna le mouvement de transformation en herbages. Nous avons déjà indiqué la complexité de ce mouvement, mais il semble assez clair, étant données les circonstances, que la raréfaction croissante de la main-d'œuvre, due à la

1. [66] DEMANGEON : *La plaine picarde*, p. 407.

2. Voir les chiffres du mouvement, ch. II.

décadence des métiers ruraux, en fut au moins un facteur important<sup>1</sup>. Les opinions contradictoires — selon les uns il n'y a pas assez de travail pour les ouvriers et selon les autres il n'y a pas assez d'ouvriers pour le travail — rendent difficile toute élucidation de la situation ; mais ceci est un problème fondamental de l'économie rurale du monde entier<sup>2</sup>, et il faut clarifier la situation par l'examen d'autres faits que nous possédons. D'abord, il est évident que l'émigration a dû précéder chronologiquement la transformation des terres en herbages, car l'émigration date de la Monarchie de Juillet ; et selon les Statistiques Agricoles, la majeure part de la transformation des terres se place après 1890. Aussi, paraît-il que la transformation des terres en herbages fut en première instance un résultat direct du manque de main-d'œuvre, qui était dû à son tour, à l'émigration des artisans ruraux privés de leur petit métier ; mais, une fois entamé, le procès s'accéléra à cause des bénéfices croissants que procurait l'élevage. Les machines agricoles, introduites d'abord pour combattre le manque d'ouvriers, prirent aussi une extension très rapide ; de sorte qu'à la fin, les couchages en herbe et l'introduction des machines avaient plus que compensé les pertes primitives, et commençaient à remplacer la main-d'œuvre humaine, mettant ainsi hors d'emploi une population purement agricole, et jusqu'à cette époque inaffectée par la décadence des métiers ruraux. La transformation des terres diminuait le nombre d'ouvriers agricoles, et l'équilibre des cultures des céréales et des plantes oléagineuses et textiles, qui exigeaient

1. Cette conclusion est affirmée dans [88] *L'Orne. Etude Economique*, p. 96.

2. [4] AUGÉ-LARIBÉ, p. 142. — Aussi : [36] KARL MARX, p. 768.

un grand nombre de journées de travail à des moments où les céréales laissaient inactifs la plupart des ouvriers, fut détruit par la concurrence des pays nouveaux d'outre-mer. Les machines tuèrent le battage des grains, qui occupait jadis beaucoup de temps en hiver, et supprimèrent ainsi bon nombre d'ouvriers.

Le résultat inévitable fut une nouvelle poussée d'émigration ; et il semble presque irréfutable que l'émigration de nos jours dérive pour la plus grande partie des changements agricoles plutôt que de la disparition des métiers ruraux. On peut expliquer ainsi la prospérité de l'agriculture bas-normande, qui s'accompagne d'ailleurs d'un mouvement très sensible d'émigration. Chaque diminution de main-d'œuvre provoque l'introduction d'une machine, ou bien le « couchage » d'un autre champ ; ce qui affecte beaucoup la population du pays, mais qui tend à améliorer au lieu de compromettre les pratiques agricoles. Il ne faut pas concevoir le dépeuplement toujours comme un désastre économique<sup>1</sup>, surtout en Basse-Normandie, où les campagnes vraiment surpeuplées du début du XIX<sup>e</sup> siècle ont vu des progrès agricoles accompagner une forte diminution de population. C'est « une phase inévitable dans le progrès de la division du travail..., et c'est une application de la loi économique qui assure le rendement maximum au travail intensif<sup>2</sup> ».

Il est dommage qu'on ne puisse guère appuyer ces conclusions par des statistiques. Il n'existe pas de renseignements dignes de foi sur la période 1830-1890, qui, à notre avis, fut la période d'émigration

1. [6] BLOCH, p. 249.

2. [66] DEMANGEON : *La plaine picarde*, p. 410.

à cause de la disparition des petits métiers : et plus tard, la catégorie des *ouvriers agricoles* doit certainement comprendre quelques ouvriers avec un métier à domicile — population qu'on ne doit pas considérer comme purement agricole. Ainsi, le manque de base de comparaison au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et l'impossibilité d'être certains du chiffre des travailleurs agricoles enlèvent quelque chose aux statistiques d'une époque récente, qui autrement semblent une preuve satisfaisante de l'exode des ouvriers agricoles, et de la fin de la diminution de la classe ouvrière industrielle.

## POPULATION ACTIVE

### CALVADOS

|                | Forêts et<br>Agriculture | Industries de<br>transformation |
|----------------|--------------------------|---------------------------------|
| 1896 . . . . . | 98.712                   | 33.605                          |
| 1931 . . . . . | 84.731                   | 55.957                          |

### MANCHE

|                | Forêts et<br>Agriculture | Industries de<br>transformation |
|----------------|--------------------------|---------------------------------|
| 1896 . . . . . | 143.200                  | 29.988                          |
| 1931 . . . . . | 133.330                  | 40.424                          |

### ORNE

|                | Forêts et<br>Agriculture | Industries de<br>transformation |
|----------------|--------------------------|---------------------------------|
| 1896 . . . . . | 98.737                   | 29.451                          |
| 1931 . . . . . | 81.356                   | 34.318                          |

*Causes humaines*

Depuis un siècle, le taux de natalité est en baisse non seulement dans la Basse-Normandie, mais aussi dans toute la France ; et si on poussait les recherches plus loin, on trouverait que c'en était de même pour la plupart des pays de l'Europe<sup>1</sup>. Nous assistons donc à un mouvement général, dont il faut étudier les caractéristiques hors de la Basse-Normandie.

Le *xix<sup>e</sup>* siècle fut une période de changement social. Jusqu'à cette époque, la civilisation européenne avait eu une base agricole, et il en résultait un équilibre relativement stable entre le peuple et ses moyens d'existence. Avec les progrès de l'industrialisation, l'ancien régime de stabilité disparut, et le nouvel ordre exigea plus de mobilité et d'adaptabilité de la part de la population. Les possibilités d'avancement devenaient beaucoup plus nombreuses, mais il fallait s'armer afin de pouvoir saisir les occasions qui se présentaient.

L'augmentation des possibilités d'avancement social développait un esprit parallèle d'ambition. Plus le bien-être de l'homme augmentait, plus son désir d'améliorer son état s'élargissait. L'ambition humaine devenait d'autant plus vive que l'individu devenait plus civilisé et évolué, et mieux armé intellectuellement. « Les familles pauvres, disait un préfet de Louis-Philippe, « ne peuvent s'élever qu'à force d'activité, de raison, d'économie et de prudence surtout », et depuis lors toutes les tendances de la vie économique moderne ont encouragé et consacré cet état d'esprit ambitieux et calculateur.

1. [30] HUBER, BUNLE, BOVERAT, pp. 19-23.

Selon Mauco, la volonté de restriction des naissances apparaît essentiellement comme le résultat du développement « de l'esprit de calcul dans une civilisation riche et dévouée », car « l'homme ne proportionne pas ses besoins à ses ressources, mais à ses ambitions<sup>1</sup> », et la première manifestation de « son esprit de calcul » est souvent un désir de fuir les charges d'une famille nombreuse en limitant le nombre de ses enfants. Aujourd'hui, c'est une honte pour les parents si les enfants ne parviennent pas à trouver des situations jugées égales à celle du père et, afin d'assurer leur avenir, en limite le nombre d'enfants. Il n'y a qu'une famille qui ne possède rien qui augmente sans souci<sup>2</sup>. Dans ces conditions, chaque progrès matériel doit s'achever aux dépens de la natalité, et pendant le siècle dernier, les améliorations du bien-être de la population ont produit le double phénomène d'aristocratisation et de raréfaction.

De cette façon, une véritable révolution sociale s'est accomplie. Avoir beaucoup d'enfants devient un signe d'infériorité et d'un manque de maîtrise de soi. Pour réussir, il faut d'abord limiter les charges familiales ; et avec peu d'enfants, on peut à la fois jouir d'une vie plus aisée et assurer à ses descendants un avenir prospère. L'extension de ces idées dans presque toutes les classes de la société ont provoqué une forte diminution dans le taux de natalité de chaque pays où la révolution industrielle s'est opérée. Ainsi s'explique la baisse continue depuis 1820 de la courbe de natalité de la France ; il ne s'agit pas d'une stérilité physiologique, puisque la plupart des familles ont actuellement un ou deux enfants. On peut imputer la diminution

1. [37] MAUCO, p. 20.

2. GUMPLOVIEZ, cité dans [37] MAUCO, p. 22 (note).

de la courbe de natalité bas-normande à cette révolution sociale, mais il y a trois autres éléments dans la courbe pour lesquels la révolution sociale ne peut guère offrir d'explication. Il est évident que l'élément principal de la courbe — la baisse pendant le xix<sup>e</sup> siècle — est dû à des facteurs d'ordre général ; mais il faut chercher les causes des écarts de la moyenne française dans des facteurs purement régionaux.

Nous avons constaté que pendant tout le xix<sup>e</sup> siècle, le taux de natalité en Basse-Normandie est resté au-dessous de la moyenne française, et que ce fait résulte d'un développement précoce et puissant des mêmes phénomènes de restriction des naissances afin d'aristocratiser la population, que nous avons remarqués dans toute la France à une époque plus tardive. On a déjà parlé de la préoccupation des Normands d'éviter le morcellement du terrain familial en restreignant le nombre des héritiers : et l'effet de ces deux tendances réunies sur le taux des naissances est fort important. Il est très facile d'observer ce qu'a produit « l'esprit de calcul » en Basse-Normandie. Lavergne nous donne un témoignage indirect sur le développement précoce de l'ambition, à la suite de l'augmentation de la richesse<sup>1</sup>, et nous avons entendu confirmer par des observateurs même l'avis extrême de Baudrillart que « tout enfant qui naît après le second, est un enfant de l'ivresse<sup>2</sup> ».

D'autre part, il y avait de moins en moins intérêt à avoir de nombreux enfants, parce que, avec

1. « La Normandie est celle de nos provinces où la population s'accroît le moins relativement aux progrès de la richesse... Suivant toute apparence, la richesse a quadruplé depuis 1790. La plupart des Normands n'ont pas lu Malthus, mais ils pratiquent instinctivement ses conseils. » [32] LAVERGNE, pp. 96-97.

2. [5] BAUDRILLART, p. 127.

le développement des lois sociales, le temps pendant lequel le père pouvait les faire travailler à son profit a diminué de plus en plus. A l'école jusqu'à l'âge de treize ou quatorze ans, l'enfant commençait à demander un salaire à l'âge de dix-sept ou dix-huit. C'est une réflexion vraie mais mélancolique sur la nature humaine que protéger l'enfant, c'est le raréfier.

En Basse-Normandie, tous ces facteurs : désir de conserver le terrain familial, esprit calculateur et ambitieux, et incapacité de profiter au même degré des services des enfants, ont agi plus tôt et plus puissamment que dans le reste de la France, en produisant un taux de natalité très faible. A première vue, il semblerait difficile de réconcilier une diminution de natalité avec les grands progrès agricoles de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; mais en fait, le développement de l'esprit calculateur en même temps qu'une augmentation de richesse est en accord avec les idées que nous avons exprimées plus haut : et il semble acquis que la cause essentielle de la diminution des naissances chez les agriculteurs, c'est leur relative prospérité, non pas en elle-même, mais par les conséquences qu'elle entraîne<sup>1</sup>. Donc, il faut regarder le taux de naissance faible de Basse-Normandie comme dû essentiellement au jeu plus précoce des mêmes facteurs qui ont affecté tout l'ouest de l'Europe.

Un autre résultat et très important de la révolution sociale, fut de stigmatiser le travail de la terre. Les salaires souvent plus élevés dans les autres occupations contribuèrent pour la plus grande partie à cette situation ; mais on ne doit pas négliger l'effet moral de l'isolement et le manque relatif de confort

1. [4] AUGÉ-LARIBÉ, p. 137.

à la campagne. Des deux côtés économique et moral, le paysan se trouvait jugé en état d'infériorité, et bien que les facteurs économiques jouassent le plus grand rôle en le poussant à émigrer, les forces morales y contribuaient souvent aussi. Tout répétait au campagnard qu'il se trouverait mieux à la ville : et l'Enquête sur les Salaires Agricoles de 1912 fournit une explication du désir de quitter la vie de campagne, car la description des conditions rurales, rappelle le Moyen Age, plutôt que l'époque contemporaine<sup>1</sup>. Le mouvement vers les villes est donc un facteur de la démographie de la Basse-Normandie, où la population urbaine s'accrut de 251.961 en 1846 à 324.829 en 1936. Nous avons signalé que les taux urbain et rural des naissances ne montrent pas de grandes différences ; mais beaucoup de campagnards allaient s'installer dans des villes hors de Basse-Normandie, et selon la statistique de 1891, environ la moitié des émigrants bas-normands s'étaient dirigés vers Paris. Aussi le désir de fuir les campagnes enleva-t-il de la région une forte proportion de jeunes gens ; et le départ de ces jeunes ouvriers agricoles qui fondaient des familles, doit être considéré comme l'une des causes de la faible natalité du pays. Les vieux restaient seulement au village, et le pays souffrait doublement de l'émigration des jeunes — directement par la diminution du nombre d'habitants et indirectement par la diminution de la possibilité de les remplacer<sup>2</sup>. La proportion croissante des vieillards en Basse-Normandie, due au développement des courants d'émigration, n'a exercé aucune influence sur le taux de natalité, mais elle compte pour beaucoup

1. [37] MAUCO, p. 29.

2. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il y avait dans l'Orne quelques communes avec 35 naissances à 100 décès. [20] DUMONT, p. 67.

dans l'évolution du taux de mortalité. L'augmentation relative du nombre des vieilles personnes entraîna automatiquement une augmentation proportionnelle du taux des décès, et l'émigration des jeunes gens avec une bonne espérance de vie peut être invoquée pour expliquer en partie le taux de mortalité bas-normand, qui, pendant le xix<sup>e</sup> siècle, demeura constamment croissant.

Mais, pourtant, nous avons vu que les décès augmentaient proportionnellement et absolument : et aucune hypothèse de changement de groupes d'âge ne peut expliquer une augmentation du nombre absolu des décès pour une population en déclin rapide. L'insuffisance du seul facteur des groupes d'âge devient donc claire, et il faut avoir recours à des facteurs d'ordre moral.

On a indiqué ce que l'alcoolisme a contribué à la mortalité vraiment trop élevée de la Basse-Normandie et il est inutile de rappeler ce qu'on a constaté ailleurs. Le nombre de mort-nés est parfois un indice de l'ivrognerie ; et l'évolution du nombre de mort-nés en Basse-Normandie semble, en effet, correspondre très bien avec les progrès de l'alcoolisme.

## MORT-NÉS

| CALVADOS |        |              | MANCHE |              |  |
|----------|--------|--------------|--------|--------------|--|
|          | Nombre | % Naissances | Nombre | % Naissances |  |
| 1836 . . | 311    | 3,1          | 320    | 2,3          |  |
| 1856 . . | 408    | 4,2          | 594    | 4,4          |  |
| 1876 . . | 493    | 5,4          | 596    | 5,0          |  |
| 1886 . . | 318    | 3,8          | 541    | 5,2          |  |
| 1906 . . | 386    | 5,0          | 491    | 4,9          |  |
| 1936 . . | 273    | 3,5          | 306    | 3,3          |  |

ORNE

|                | Nombre | % Nombre<br>naissances |
|----------------|--------|------------------------|
| 1836 . . . . . | 204    | 2,3                    |
| 1856 . . . . . | 336    | 4,1                    |
| 1876 . . . . . | 337    | 4,8                    |
| 1886 . . . . . | 272    | 4,7                    |
| 1906 . . . . . | 262    | 4,8                    |
| 1936 . . . . . | 153    | 3,2                    |

Donc, il paraît que ces chiffres permettent d'imputer une partie des décès trop nombreux du XIX<sup>e</sup> siècle à l'influence de la boisson.

Une autre cause de la mortalité élevée en Basse-Normandie est la mauvaise hygiène. Il a été révélé que, bien que les populations urbaines soient plus mal notées à cet égard, la situation des ouvriers ruraux prête aussi à la critique. Le taudis des villes a son complément à la campagne, et, d'ailleurs, les rapports entre la misère et l'alcoolisme sont très étroits. Or, les habitations défectueuses, le manque de précautions sanitaires, l'alimentation souvent insuffisante et mal équilibrée, et l'ignorance qui affectait surtout l'éducation des enfants, toutes ces caractéristiques de la vie menée par beaucoup d'ouvriers agricoles et industriels, auxquelles s'ajoute l'influence toute pénétrante de l'alcool, doivent être considérées comme les facteurs principaux de l'augmentation du taux de mortalité bas-normand. Il est significatif qu'avec l'amélioration de la situation de l'ouvrier au XX<sup>e</sup> siècle, et le déclin conséquent de l'alcoolisme, ce taux a beaucoup diminué.

Le conservatisme de l'esprit bas-normand semble avoir été un facteur de la décadence économique, et, par suite, de la dépopulation du pays. Dans la

transformation radicale des systèmes social et économique qui a eu lieu pendant les dernières cent cinquante années, le Bas-Normand s'est souvent trouvé distancé par ses rivaux plus progressifs et plus aptes à essayer de nouvelles méthodes. L'obstination des Bas-Normands contre le chemin de fer est un exemple classique de cette tendance, et les habitants du Mans en ont profité aux dépens des gens d'Alençon. Mais, cependant, la même chose s'est retrouvée plus tard dans l'industrie textile. « Un esprit trop conservateur a souvent prévalu, on a eu trop de respect pour les routines... Le consommateur moderne... aura le dernier mot dans une lutte contre le producteur<sup>1</sup> », la lenteur que l'industriel bas-normand apporte « à se mettre au courant des procédés nouveaux... a causé la ruine et la disparition complète de la papeterie bas-normande, si florissante jadis<sup>2</sup> ». « Les pratiques agricoles nes'améliorent que très lentement, car la culture normande... n'adopte qu'avec lenteur des innovations<sup>3</sup> ». Souvent le Bas-Normand a adopté de nouvelles méthodes seulement sous la pression inexorable des événements, et il lui est arrivé parfois de le payer par la ruine d'une partie de son économie. Ce facteur de conservatisme n'est pas de grande importance dans la démographie, mais on peut voir qu'il a contribué à la décadence de l'industrie en Basse-Normandie ; et, par suite, il a été un facteur indirect de l'émigration hors du pays.

Le dernier de nos facteurs psychologiques est le service militaire. On peut se demander comment les

1. [26] GUINCHANT, p. 120.

2. [71] DE FÉLICE, p. 449.

3. [32] LAVERGNE, p. 91.

nouvelles idées sociales ont pu toucher les habitants des campagnes ; et comment les paysans ont-ils ressenti une répulsion pour leur vie traditionnelle et une envie de s'installer dans les villes. Il est difficile de croire qu'un jeune paysan élevé à la campagne, et sans connaissance des villes, put se rendre compte des avantages d'une vie urbaine en poursuivant son travail habituel. Quitter définitivement le pays natal demande une certaine connaissance des possibilités de vie ailleurs et les obstacles à l'émigration dérivent en partie de l'ignorance de ces conditions. Le service militaire arrache inexorablement les jeunes gens aux campagnes, et les installe à la ville, en les familiarisant avec la vie urbaine. On est logé et payé, les distractions sont à bon marché ; et les conscrits reçoivent parfois une idée superficielle de ce que c'est qu'habiter les villes. Après leur retour aux campagnes, ils voient avec de nouveaux yeux la vie monotone et isolée des cultivateurs et le contraste leur semble grand. Toute cette philosophie se trouve condensée dans le rapport sur la dépopulation de la commune de Saint-Jean-des-Baisants (Manche). — « Un fils part-il au régiment ? » — « Tu serais bien sot de revenir patauger dans la boue », lui disent ses voisins ; « cherche donc une place <sup>1</sup> ».

Le service, en ouvrant des horizons nouveaux aux jeunes campagnards, devient ainsi une sorte de propagande pour la vie urbaine, en disséminant dans toutes les classes de la société une connaissance des conditions différentes d'existence dans les villes. Nous avons indiqué l'importance fondamentale de ce qu'on a appelé la révolution sociale, dans la démographie

1. Rapport du Maire de la commune, cité dans [65] DAVODET, p. 21.

de la Basse-Normandie, et il est clair que le service militaire a aidé activement au progrès de cette révolution. La période de service développe en quelques mois un état d'esprit qui demanderait autrement bien des années pour se créer et en mettant le jeune campagnard en contact direct avec une vie toute nouvelle, elle produit en peu de temps un potentiel d'insatisfaction et d'envie de quitter le pays rural, qui dure parfois pendant toute la vie<sup>1</sup>.

Pour terminer cette étude, il convient de dresser un tableau chronologique des événements économiques et sociaux qui ont contribué aux mouvements de la population en Basse-Normandie. Au début de la période, la situation démographique de la région se caractérisait par un très grand surpeuplement, dû à l'exploitation d'une terre assez favorable, au développement d'un système ingénieux de métiers ruraux et à l'existence d'une émigration temporaire, qui permettait à bon nombre d'ouvriers agricoles et d'artisans-paysans de trouver un supplément notable à leurs moyens d'existence.

Malgré les inconvénients que présentaient quelques régions au système d'agriculture traditionnel basé sur la culture des céréales, la région bas-normande

1. Nous avons voulu nous borner à indiquer l'effet psychologique du service militaire et dont l'existence est presque indiscutable. Quelques auteurs sont allés plus loin en postulant l'existence d'un mauvais effet physiologique qu'exerce le service ; et Lavergne trace les rapports entre l'augmentation progressive du contingent et le déclin du progrès de la population. Un autre auteur s'exprime ainsi : « La vie de caserne... est presque aussi meurtrière que la guerre elle-même. Tous comptes faits, trente ans de paix armée depuis 1871 ont amené à la mort autant de jeunes gens que la guerre franco-allemande elle-même. » [31] *Dictionnaire Joanne*, col. 2, p. 67.

Ces conclusions nous semblent du moins incomplètement établies et, d'ailleurs, d'envergure générale. Pour ces raisons et étant données les limitations territoriales de cette étude, nous avons préféré les écarter de notre discussion.

était, pour l'époque, très fertile et elle pouvait supporter une population purement agricole très nombreuse. Le pullulement extraordinaire des industries rurales et les migrations temporaires faisaient vivre dans les campagnes une population qui n'était pas strictement agricole ; et l'addition de ce groupe à la population agricole explique les densités de plus de 80 et même plus de 100 au kilomètre carré qui, dans la première moitié du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, étaient une caractéristique si frappante en Basse-Normandie.

Les grands changements économiques du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle entraînèrent la disparition lente, mais inévitable, des industries rurales et le courant d'émigration qui se développa dès la Monarchie de Juillet est une conséquence directe du nouvel ordre économique qui concentra les industries dans les villes. Vers la fin du siècle, il restait peu d'industries rurales en Basse-Normandie et on eût espéré un ralentissement de l'émigration, mais une nouvelle force commençait à opérer pour maintenir le volume de l'émigration, cette fois dans le domaine agricole. Après quelques décades de crise agricole, il devint évident que la Basse-Normandie devrait se spécialiser dans l'élevage pour s'assurer un avenir prospère. La concurrence des pays neufs et l'humidité du climat entravaient un mode d'exploitation basé sur la culture des céréales ; et les fermiers trouvaient qu'ils pouvaient tourner à leur profit une circonstance défavorable en transformant leurs terres en herbages. La fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle vit le commencement d'un mouvement de transformation de grande envergure et cette transformation, qui est encore en progrès à l'époque actuelle, priva d'emploi beaucoup d'ouvriers agricoles.

Il y avait d'autres facteurs de transformation de

l'agriculture. La diminution du nombre des ouvriers mi-industriels, mi-agricoles avait en quelques cas amené les fermiers à utiliser des machines, qui, une fois introduites, finirent par supprimer la main-d'œuvre que leur utilisation devait compléter. L'utilisation des machines provoqua à son tour un mouvement d'augmentation des propriétés et ceci réagit encore défavorablement sur les ouvriers agricoles, qui se trouvèrent réduits à émigrer par la perte de leur emploi et de leur lopin de terre.

Bien que la question de la main-d'œuvre soit très complexe, il est clair que l'évolution agricole provoqua une diminution importante de la quantité de main-d'œuvre nécessaire, et créa par suite des circonstances favorables pour un mouvement d'émigration. Ce sont ces événements qui sont en partie responsables de l'émigration du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle. Nous ne pouvons trop insister sur l'idée que, selon toute apparence, la dépopulation due à la disparition des métiers ruraux eut son plus grand développement entre 1830 et 1900 et que la dépopulation à une époque plus récente est une conséquence des changements survenus dans l'agriculture. L'invention des machines agricoles dans les dernières décades du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle seulement<sup>1</sup>; les statistiques agricoles, avec leurs chiffres d'embravures et d'herbages, et leurs chiffres de machines agricoles; les indications sur l'évolution de la propriété; tout se réunit pour placer l'émigration due aux transformations de l'agriculture à la fin du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle au plus tôt.

Il n'est pas difficile de préciser la situation des autres facteurs démographiques. Nous avons appris

1. On peut croire que le conservatisme des habitants retarda leur utilisation encore quelques années en Basse-Normandie.

que l'émigration joua le plus grand rôle dans les mouvements de population en Basse-Normandie, mais l'influence de la natalité et de la mortalité ne sont pas à négliger. La faible natalité bas-normande dépend d'une attitude psychologique qui est en quelque sorte un résultat de l'évolution économique. L'attitude qui de nos jours semble caractériser tout peuple riche et évolué s'est manifestée plus précocement et plus puissamment en Basse-Normandie, de sorte qu'on doit regarder la faiblesse de la natalité comme un phénomène d'ordre général pour toute la France, mais qui s'est manifesté un peu de meilleure heure dans notre région que dans le reste du pays.

Le taux élevé de décès dérive en partie des facteurs psychologiques et en partie des facteurs économiques. On doit peut-être blâmer le système économique plutôt que l'homme pour les conditions malsaines et pour une certaine proportion du manque d'hygiène parmi les classes ouvrières, mais en ce qui concerne l'alcoolisme, l'homme seul est à blâmer. Un autre élément du mouvement naturel de la population dérive de l'existence d'un courant d'émigration ; car nulle volonté humaine ne peut empêcher une certaine baisse du taux de natalité et une hausse du taux de mortalité dans un groupe de population qui compte un nombre croissant de vieillards.

L'examen des mouvements de population en Basse-Normandie a révélé une situation fort compliquée, avec un mélange inextricable de facteurs purement matériels et de facteurs d'ordre moral. Il faut se garder d'accorder une importance exagérée aux événements économiques, car la volonté humaine exerce souvent une force inattendue et une interprétation

déterministe convient mal à l'étude de la démographie. Pour tracer un tableau complet et exact des éléments agissant dans la démographie bas-normande, il faut toujours conserver un juste équilibre entre les facteurs économiques et sociaux et suivre jusqu'au bout les ramifications de la réaction de l'esprit humain dans le milieu naturel.

Les faits présentés par ce tableau, quoique bien tristes à certains égards, ne doivent pas être considérés comme un désastre complet. La dépopulation progressive de la Basse-Normandie est souvent jugée un peu à la hâte, comme un signe de décadence. Mais, pourtant, le courant d'émigration a pris son origine dans des améliorations de la technique agricole et industrielle et, de nos jours, tout semble indiquer qu'un faible taux de natalité est un indice de l'augmentation de la prospérité. Étant donnés ces faits, on aurait tort de regarder la période 1821-1936 comme le crépuscule de la Basse-Normandie, car, au point de vue matériel du moins, le xix<sup>e</sup> siècle est une période de progrès. Ce qu'a gagné la Basse-Normandie cependant dans le domaine du bien-être économique, elle l'a payé par une perte de population.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

### ABRÉVIATIONS :

|                    |                                          |
|--------------------|------------------------------------------|
| Ann. de G.         | : Annales de Géographie.                 |
| Ann. d'Hist. Écon. | : Annales d'Histoire Économique.         |
| Ass. de C.         | : Comptes rendus des Assises de Caumont. |
| Rev. Hist.         | : Revue Historique.                      |

### I. — Études d'ensemble

3. A. ARDOUIN-DUMAZET : *Voyage en France*, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séries. Paris, 1894-8, in-8°.
4. G. AUGÉ-LARIBÉ : *L'évolution de la France agricole*. Paris, 1912, in-8°.
5. H. BAUDRILLART : *Les populations agricoles de la Normandie*. Paris, 1880, in-8°.
6. M. BLOCH : *Les caractères originaux de l'agriculture française*. Oslo, 1931.
7. N. DE BUFFON : *Colmatage et limonage*. Paris, 1867, in-8°.
8. A. CAUCHOIS et M. GRANDJACQUES : *La mortalité infantile en Normandie*. Arras, 1933, in-8°.
9. J.-H. CLAPHAM : *The Economic Development of France and Germany, 1814-1914*, 2<sup>e</sup> édit. Cambridge, in-8°.
10. COMITÉ DES FORGES : *La sidérurgie française*. Paris, 1914, in-4°.
11. V. DELAVIGNE : *La dépopulation en Normandie*. Lyon, 1903, in-8°.
12. L. DELISLE : *Études sur la classe agricole au moyen âge*. Paris, 1903, in-8°.
15. A. DEMANGEON et J. MATRUCHET : *Les variations de la population de la France, 1881-1921*. Paris, 1926, in-8°.
16. A. DEMANGEON et G. MAUCO : *Les étrangers dans l'agriculture française*. Paris, 1939, in-8°.
17. A. DOUARCHE : *Rapport sur l'état moral des populations en Normandie* (Ass. de C., 1903, Caen, 1903, in-8°).
18. J. DROUET : *La Normandie industrielle*. Caen, 1916, in-8°.

19. H. DUBOIS : *La Normandie économique à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle*. Paris, 1924.
20. A. DUMONT : *Dépopulation et civilisation*. Paris, 1890, in-8°.
21. A. DUVAL : *La Normandie agricole* (La vie agricole, mars 1933. Paris, in-4°).
22. L. DUVAL : *La crise de la natalité*. Argentan, 1912, in-16°.
23. L. DUVAL : *État de la généralité d'Alençon sous Louis XIV*. Alençon, 1890, in-8°.
24. H.-J. FLEURE : *The Historic City in Western Europe* (Bulletin of the John Rylands Library, vol. XX. Manchester, 1936, in-8°).
25. A. GARRIGOU-LAGRANGE : *Production agricole et économie rurale*. Paris, 1938, in-8°.
26. H. GUINCHANT : *Les classes ouvrières en Normandie* (Ass. de C., 1903. Caen, 1903, in-8°).
27. J. HAYEM : *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*, 12<sup>e</sup> série. Paris, 1929, in-8°.
28. L. HÉDIARD : *L'agriculture dans le département du Calvados*. Caen, 1924, in-8°.
29. L. HÉDIARD : *Le mouvement agricole en Normandie, 1911-34* (Ass. de C., 1934. Bayeux, 1934, in-8°).
30. M. HUBER, H. BUNLE, F. BOVERAT : *La population de la France*. Paris, sans date, in-8°.
31. JOANNE : *Dictionnaire géographique*. Paris, 1891, in-fol.
32. L. DE LAVERGNE : *L'économie rurale de la France*, 3<sup>e</sup> édit. Paris, 1866, in-8°.
33. G. LEFÈVRE : *La place de la Révolution dans l'histoire agraire de la France* (Ann. d'Hist. Écon., vol. V, 1933).
34. E. LEVASSEUR : *La population française*, 3 vol. Paris, 1889, in-8°.
35. E. LEVASSEUR : *Histoire des classes ouvrières*, 2 vol., 2<sup>e</sup> édit. Paris, 1900, in-8°.
37. G. MAUCO : *Les étrangers en France*. Paris, 1932, in-8°.
38. J.-S. MILL : *Principles of Political Economy*. Londres, 1847, in-8°.
39. E. MICHEL : *La propriété*. Paris-Nancy, 1927, in-8°.
40. MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE : *Enquête sur les salaires agricoles*. Paris, 1912, in-8°.
41. MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE : *La petite propriété en France*. Paris, 1909, in-8°.

42. MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE : *Statistique agricoles 1814*. Paris, 1914, in-8°.
43. R. MUSSET : *Les statistiques agricoles officielles françaises* (Ann. d'Hist. Écon., vol. V, 1933).
44. A. PETIT : *Histoire de la Normandie*. Paris, 1927, in-8°.
45. H. PIRENNE : *Medieval Cities*. Londres, 1932, in-8°.
46. H. PIRENNE : *Villes, marchés et foires au moyen âge* (Rev. Hist., 1928).
47. H. PRENTOUT : *Le rôle de la Normandie dans l'histoire* (Rev. Hist., 1929).
48. L. RIVIÈRE : *Rapport sur la situation morale de la Normandie, 1923-33* (Ass. de C., 1934. Bayeux, 1934, in-8°).
49. E. VANDERWELDE : *L'exode rural et le retour aux champs*. Paris, 1910, in-8°.
50. J. VIDAL DE LA BLACHE : *Tableau de la géographie de la France*. Paris, 1903, in-8°.
51. J. VUIGNER : *L'exploitation de la terre en Normandie* (Encyclopédie agricole. Paris, 1932, in-4°).
52. A. YOUNG : *Voyage en France*, 2 vol., édit. Sée. Paris, 1931, in-8°.
54. *Atlas de France*. Paris, 1933, in-fol.

### Revues

Annuaire des cinq départements normands. Caen et Rouen.  
Bulletin de la Société Linnéenne de Caen.  
Comptes rendus des Assises fondées par de Caumont (tous les dix ans).  
Normannia.

### II. — Études régionales

55. AUBRY, GIBERT et HESSÉ : *Le port de Caen. Les ports maritimes français*. 1936. Paris, 1936, in-4°.
59. R. BLANCHARD : *La densité de population au département du Nord*. Lille, 1906, in-8°.
60. R. BOULARD : *La dentelle d'Alençon*. Alençon, 1924, in-8°.
61. R. DE BRÉBISSE : *Statistiques de l'arrondissement de Falaise 1826*. Caen, 1826, in-8°.

62. J. CANU : *La Basse-Normandie*. Paris, 1936, in-8°.
63. L. CAYEUX : *Les mines de fer de l'Ouest*. Paris, 1930, in-8°.
64. R. CROZET : *La Plaine d'Alençon* (Ann. de G., 1928).
65. A. DAVODET : *Enquête sur la dépopulation dans la Manche*. Saint-Lô, 1934, in-8°.
66. A. DEMANGEON : *La Plaine Picarde*. Paris, 1904, in-8°.
67. R. DEVAUX : *Atlas économique de la Basse-Normandie*. Caen, 1922, in-fol.
68. R. DEVAUX : *Le mouvement industriel en Basse-Normandie* (Ass. de C., 1934. Bayeux, 1934, in-8°).
70. J. DUMONTET : *Le Bessin* (Ann. de G., 1924).
71. R. DE FÉLICE : *La Basse-Normandie*. Paris, 1906, in-8°.
72. J. FRANCK : *La région économique de Basse-Normandie*. Caen, 1921, in-8°.
73. F. GALLON : *Le mouvement de la population de la Manche* (Annuaire de la Manche, Saint-Lô, 1931, in-8°).
74. F. GIDEL : *Caen, Dieppe et Cherbourg*. Paris, 1932, in-8°.
75. R. HAINNEVILLE : *Cherbourg* (Ann. de G., 1933).
76. L. HÉDIARD : *L'agriculture dans le département du Calvados*. Caen, 1924, in-8°).
77. R. HERVAL : *Falaise*. Caen-Rouen, 1929, in-8°.
78. M. HESSÉ : *Notice sur le port de Caen*. Caen, sans date, in-fol.
79. R. JOUANNE : *Les origines du cadastre ornaïs*. Alençon, 1933, in-8°.
80. P. LE CACHEUX : *Un département qui se dépeuple*. Saint-Lô, 1922, in-8°.
81. J. LECŒUR : *Le Bocage Normand*. Condé-sur-Noireau, 1883, in-8°.
82. Y. LEFRANC : *L'industrie textile à La Ferté-Macé*. Alençon, 1934, in-8°.
83. J. LE PARQUIER : *La démographie de la Normandie Orientale* (Bulletin de la Société des Études Locales. Rouen, mai 1932, in-8°).
84. H. LEVAINVILLE : *Caen* (La Vie urbaine, août 1923, in-8°).
86. R. DE MAULDE : *L'industrie métallurgique dans le Calvados*. Caen, 1926, in-8°.
87. J. MAURAIN : *Les foires et les marchés de Mortain* (Ann. de G., 1924).
88. MINISTÈRE DE LA GUERRE : *L'Orne. Étude Économique*. Alençon, 1919, in-8°.

89. R. MUSSET : *Le Bas-Maine*. Paris, 1917, in-8°.
90. R. MUSSET : *Le Bocage Normand*. Au Bocage, 1936.
91. R. MUSSET : *Les genres de vie anciens du Bocage* (Bulletin de l'Association des Géographes Français), 1926, in-8°).
92. R. MUSSET : *Le Perche* (Ann. de G., 1919).
93. A. NICOLAS : *Les industries du Calvados*. Caen, sans date, in-8°.
94. G. NOÉ : *L'industrie de la dentelle à la main dans le Calvados*. Caen, in-8°, 1910.
98. H. PRENTOUT : *Caen et Bayeux*. Paris, 1909, in-8°.
99. H. PRENTOUT : *Introduction à l'histoire de Caen*. 1903, in-8°.
100. H. PRENTOUT : *La Normandie*. Paris, 1910, in-8°.
101. R. QUONIAM : *Le Port de Cherbourg*. Cherbourg, 1931, in-8°.
102. M. RAYMOND, A. DANGER : *Caen*. Paris, 1935, in-8°.
103. M. REINHARD : *Le Pays d'Auge* (Ann. de G., 1933).
104. E. RICHARD : *L'agriculture dans l'Orne*. Paris, 1926, in-8°.
106. J. ROSTAND : *La région de Basse-Normandie*. Coutances, 1920, in-8°.
107. R.-N. SAUVAGE : *Caen, Falaise*. Caen, sans date, in-8°.
108. J. SION : *Les paysans de la Normandie Orientale*. Paris, 1908, in-8°.
109. J. SOULAS : *Villes-marchés et villes d'industrie en Haute-Normandie* (Ann. de G., 1926).
110. R. TINTHOUIN : *Plaines et bocages* (Ann. de G., 1931).
111. A. VANEL : *Caen 1861-1932*. Caen, 1933, in-8°.
112. N. VEZIN : *L'évolution de l'agriculture de la Manche, 1830-1930*. Saint-Lô, 1931, in-8°.
113. N. VEZIN : *La diminution de la population d'Alençon*. Alençon, 1901, in-16°. (Biblioth. Nat. Lk<sup>7</sup> 38948.)
114. N. VEZIN : *Le pays Bas-Normand*. Flers, sans date, in-8°. (Biblioth. Nat. Lk<sup>8</sup> 5421.)

### Revues

Bulletin de la Chambre de Commerce de Caen. Fév. 1939.  
Bulletin de la 4<sup>e</sup> Région Économique (Basse-Normandie).  
Nov.-mars 1938 ; oct. 1938 ; fév. 1939.

### **III. — Ouvrages statistiques**

- Documents statistiques sur la France, 1814-34, 1 vol. in-4°.  
Archives statistiques, 1750-1835, 1 vol. in-4°.  
Statistique de la France, 1<sup>re</sup> série, 1750-1836, 2 vol. in-4°.  
— 2<sup>e</sup> série, 1836-1850, 2 vol. in-4°  
Statistique agricole, 1837, 4 vol. in-4°.  
— 1852, 2 vol. in-4°.  
— 1862, 1 vol. in-4°.  
— 1892, 1 vol. in-8°.  
— 1929, 1 vol. in-8°.  
Annuaire statistique 1878-1937, 60 vol. in-8°.  
Statistique annuelle, 1871-1898, 28 vol. in-4°.  
Résultats statistiques des dénombremments :  
1856-1872, 4 vol. in-4°.  
1876-1936, 12 vol. in-8°.  
Résultats statistiques du recensement des industries :  
1876-1936, 12 vol. in-4°.  
Résultats statistiques du recensement de :  
1901, 5 vol. in-4°.  
1906, 6 vol. in-4°.  
1911, 5 vol. in-4°.  
1921, 6 vol. in-4°.  
1926, 8 vol. in-4°.  
1931, 7 vol. in-4°.  
Mouvement de la population de :  
1851-1853, 1 vol. in-4°.  
1854, 1 vol. in-4°.  
1851-8 et 1858-60, 2 vol. in-4°.  
1861-5 et 1866-68, 2 vol. in-4°.  
Statistique annuelle du mouvement de la population :  
1899-1924, 10 vol. in-8°.  
1925-1935 (2 vol. in-8° chaque année).  
La situation financière des communes, 1908, 1 vol. in-4°.  
Industrie en 1840-45, 4 vol. in-4°.  
Enquête industrielle, 1861-65, 1 vol. in-4°.  
Statistique des industries principales en 1873, 1 vol. in-8°.  
Enquête industrielle, 1930-31, 1 vol. in-4°.  
Statistique des forces motrices en 1906, 1 vol. in-8°.  
— 1926, 1 vol. in-8°.  
— 1931, 1 vol. in-8°.

**IV. — Ouvrages en manuscrit**

- Archives nationales : F<sup>20</sup> 409 et 410 (population).  
— F 86988 et 86993 (mouvement de la population).  
— F<sup>12</sup> 1369A (industrie textile).  
— F<sup>12</sup> 922 et 925 (industrie 1802 à 1831).  
— F<sup>12</sup> 95224 (industrie 1844 à 1851).
- Bibliothèque Nationale : Mss. fonds français. 4286 (Généralité d'Alençon).
- Archives départementales du Calvados :  
Série M 1821 et 1851 (population).  
Série M (a) (mouvement).
- Archives départementales de la Manche :  
Série D 1851.
-

## TABLE DES MATIÈRES

---

### CHAPITRE PREMIER

#### La distribution de la population :

|                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|
| I. — Antérieure à 1821 . . . . .                                            | 1  |
| II. — Rapports entre la distribution et le milieu géographique. . . . .     | 4  |
| III — Mouvement et changements de distribution entre 1821 et 1936 . . . . . | 15 |

### CHAPITRE II

#### Le mouvement de la population :

|                               |    |
|-------------------------------|----|
| I. — Natalité . . . . .       | 29 |
| II. — Mortalité . . . . .     | 37 |
| III. — Émigration : . . . . . | 45 |
| IV. — Immigration :           |    |
| a) Français . . . . .         | 54 |
| b) Étrangers . . . . .        | 58 |

### CHAPITRE III

#### Les Villes :

|                                                 |    |
|-------------------------------------------------|----|
| I. — Développement. . . . .                     | 68 |
| II. — Fonction économique . . . . .             | 75 |
| III. — Place dans la vie bas-normande . . . . . | 90 |

### CHAPITRE IV

|                                                            |     |
|------------------------------------------------------------|-----|
| L'explication des faits . . . . .                          | 95  |
| I. — État de la propriété . . . . .                        | 96  |
| II. — Évolution agricole . . . . .                         | 102 |
| a) Situation au début du XIX <sup>e</sup> siècle . . . . . | 103 |

|                                           |     |
|-------------------------------------------|-----|
| b) Transformation de l'utilisation du sol | 109 |
| c) Les machines et la main-d'œuvre..      | 116 |
| d) Situation actuelle . . . . .           | 121 |
| III. — Évolution de l'industrie. . . . .  | 130 |
| IV. — Facteurs humains . . . . .          | 147 |

## CHAPITRE V

|                                                                             |            |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------|
| Résumé . . . . .                                                            | 159        |
| Facteurs économiques . . . . .                                              | 159        |
| Causes humaines . . . . .                                                   | 172        |
| Bibliographie . . . . .                                                     | 186        |
| Cartes de densité de la population en 1821, 1851, 1911<br>et 1936 . . . . . | hors-texte |

---

VU LE 4 JANVIER 1940 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres  
de l'Université de Paris,*

J. VENDRYES.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

*Le Recteur  
de l'Académie de Paris,*

G. ROUSSY.

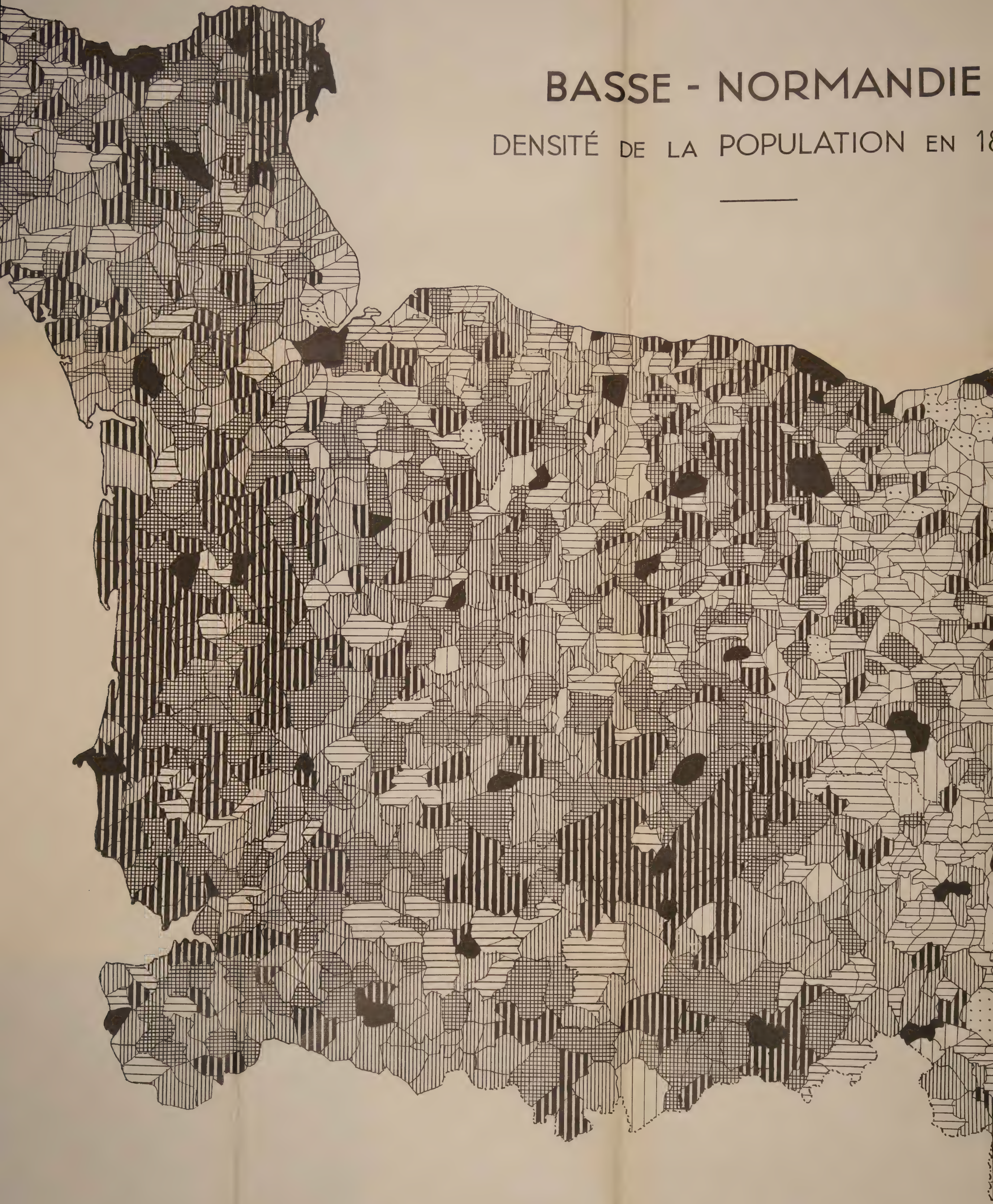




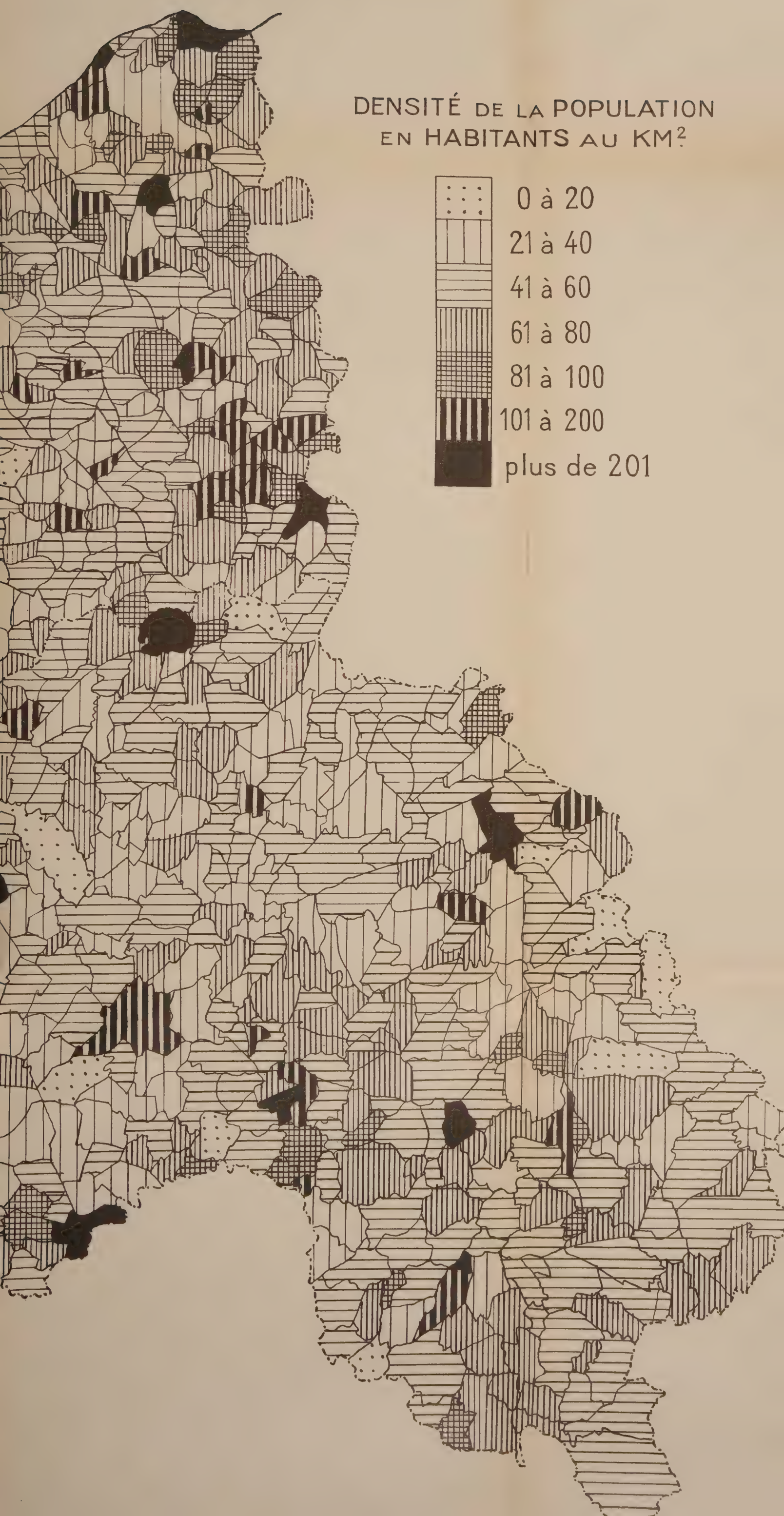
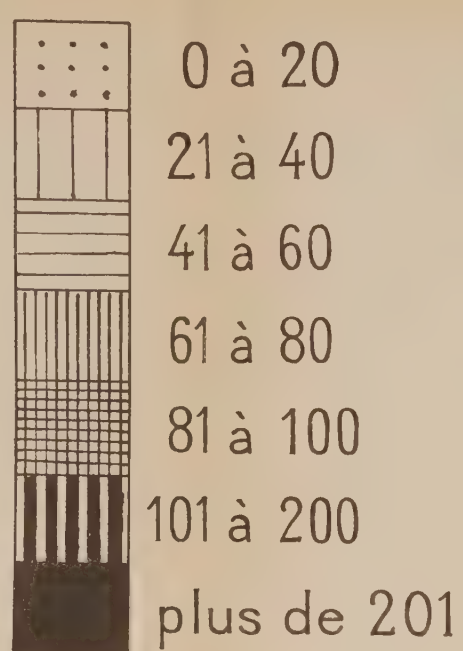
# BASSE - NORMANDIE

DENSITÉ DE LA POPULATION EN 18

---



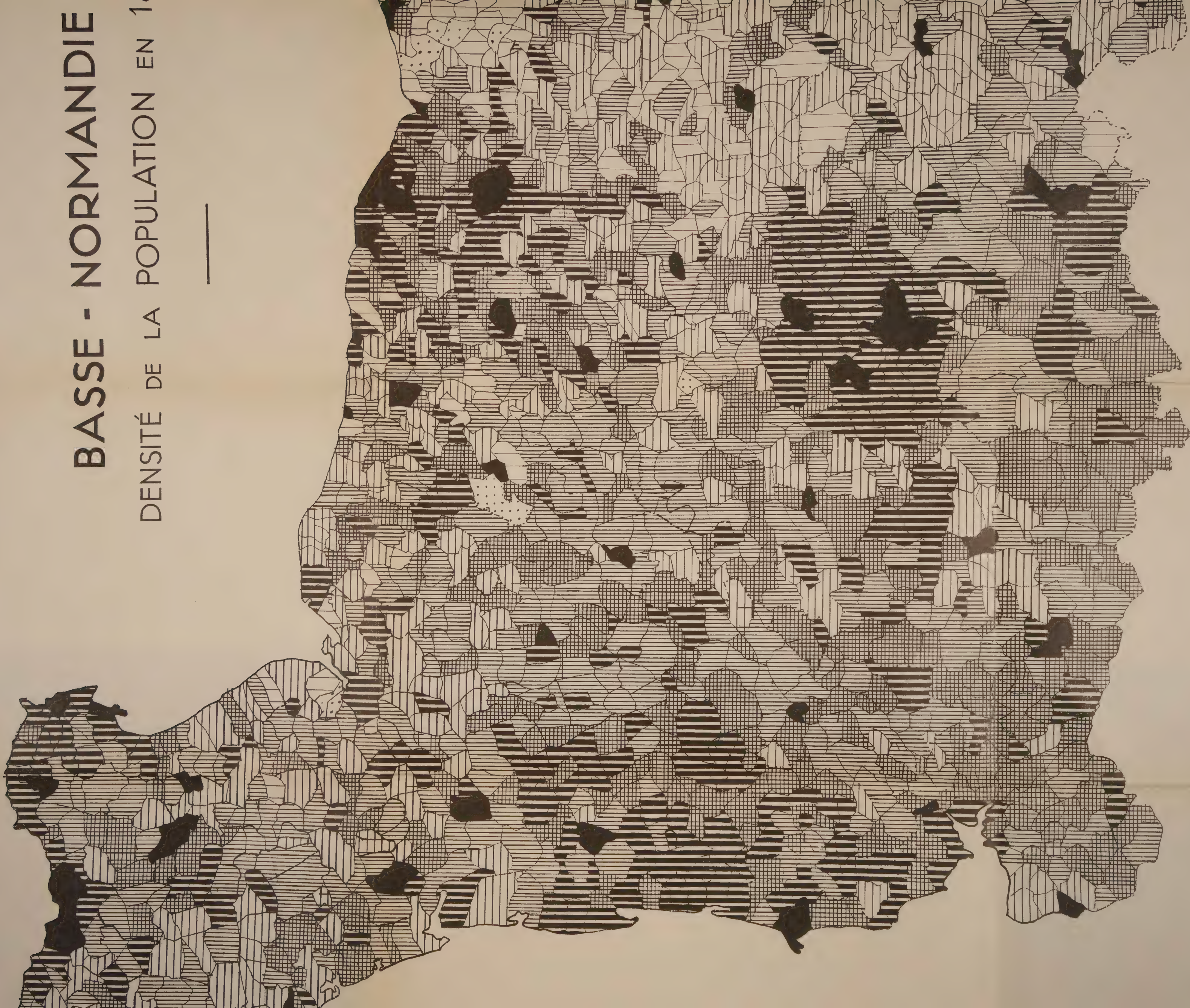
DENSITÉ DE LA POPULATION  
EN HABITANTS AU KM<sup>2</sup>



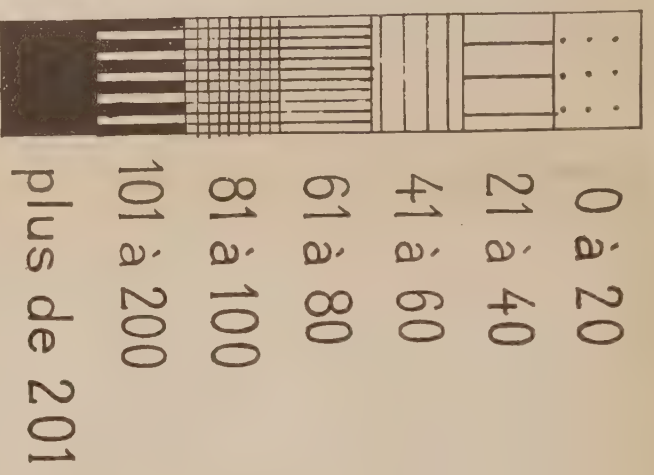
# BASSE - NORMANDIE

DENSITÉ DE LA POPULATION EN 1968

—



DENSITÉ DE LA POPULATION  
EN HABITANTS AU KM<sup>2</sup>

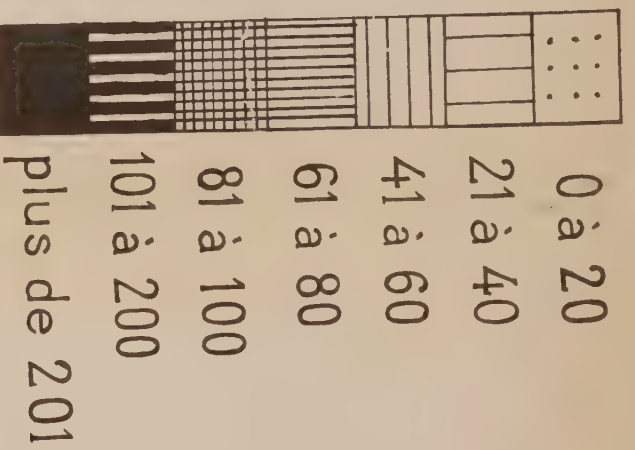


# BASSE - NORMANDIE

DENSITÉ DE LA POPULATION EN



DENSITÉ DE LA POPULATION  
EN HABITANTS AU KM<sup>2</sup>



# BASSE - NORMANDIE

DENSITÉ DE LA POPULATION EN 1

—



DENSITÉ DE LA POPULATION  
EN HABITANTS AU KM<sup>2</sup>

